

10^e ANNEE

25 MARS 1938

La Vie Intellectuelle



LES EDITIONS DU CERF
29, boulevard La-Tour-Maubourg,
PARIS-VII^e

Sommaire

25 MARS 1938

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. Devant l'horreur 322

M. ZUNDEL.. La personne de la vérité 326

- *La persécution religieuse au Mexique*, par A.-D. PRINCE, 339. — *L'homme primitif et la mort*, par A. MAISONNEUVE, 346. — *Livres*, par P. D., 350.
- *Documents : Foyers en détresse*, par P. CLAUDEL et M. BOURBON, 351.
- *Le mois religieux*, 362.

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS..... L'Union nationale 366

J.-T. DELOS, O. P. Sur l'Autriche disparue .. 369

- *Conflit de tendances au sein du socialisme belge*, par M. LALOIRE, 376. — *Chronique de politique étrangère*, par MAURICE JACQUES, 391.
- *Remarques sur la situation financière*, par P. CARDIÈGES, 396. — *Justice rouge*, par É. BORNE, 402.

MARXISME

H.-D. GARDEIL, O. P. Le matérialisme dialectique 406

- *Quelques aspects de la vie de Marx après 1845 (suite)*, par D. VILLEY, 421. — *Le mouvement d'éducation communiste*, par O. LE TRÉPORT, 433.
- *Livres*, 447.

LES LETTRES ET LES ARTS

I. GIORDANI. Devoirs et limites du polémiste chrétien 450

- *Chronique de littérature allemande*, par W. WEIDLÉ, 470.
- *Chronique artistique*, par P. VILLOTEAU, 478. — *Nouvelles de Vienne*, par G. P., 480.

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS.

*Devant l'horreur.**Devant la guerre...*

M. ZUNDEL.

La personne de la vérité.

Dans les dépêches de Vienne et dans les aveux de Moscou, dans les procédés habituels aux régimes qui oppriment la personne de l'homme, c'est la Vérité qu'en fin de compte on blesse. Telle est la noble actualité de cette méditation qui nous invite à percevoir les résonances personnelles de la recherche scientifique et à chercher jusqu'en Dieu « sur quelle sainteté, sur quelle plénitude de vie, sur quelle constance d'amour enfin s'appuie réellement l'effort de la science ».

A.-P. PRINCE. *La persécution religieuse au Mexique.**(Suite)*

La persécution dans les états de Tabasco, Sonora et Chihuahua.

A. MAISONNEUVE. *L'homme primitif et la mort.*

P. D.

Livres.

DOCUMENTS

P. CLAUDEL
et M. BOURBON.*Foyers en détresse.*

La manifestation de la J.O.C.F. organisée par les groupes « Chrétienté » sous la présidence de P. Claudel, au théâtre des Ambassadeurs, le 19 février.

Le mois religieux.

Devant l'horreur

Nous n'oublierons jamais ces heures. Dès le vendredi soir, nous savions qu'Hitler massait ses troupes à la frontière autrichienne. Puis les nouvelles se succédèrent avec une hallucinante rapidité : l'ultimatum, la démission du chancelier, celle du président fédéral, l'entrée des troupes allemandes. L'Autriche catholique avait vécu : il n'y a plus désormais que le Reich national-socialiste. L'Europe n'oppose aucune résistance à la force. Et cependant la France — la France officielle tout au moins — ne semble pas comprendre la gravité du bouleversement. Le jeu stupide des partis lui cache un monde déjà rouge de sang...

Non, Christianus n'oubliera pas ces heures de samedi où le monde semblait n'attendre qu'un signal pour plonger dans l'horreur : dans la guerre ou dans la boue...

L'heure est venue d'éprouver notre amour de la paix. Discutons-le avec netteté : nous sommes plus que jamais pacifiques. Avec cette volonté tenace, qui sait encore trouver les solutions, alors que de moins résolus se croient déjà dans l'impasse. Certains, qui parlaient de la paix, mais ne l'ont jamais réellement voulue, et d'autres même qui furent, au temps de la République de Weimar, les courageux champions d'un rapprochement franco-allemand, estiment que les conditions ont changé maintenant et qu'il est devenu

vain et même dangereux de songer encore à la paix. A la haine furieuse, pensent-ils, on ne peut plus opposer que la force brutale. Car la guerre se présente aujourd'hui dans des conditions que nous ne pouvions prévoir autrefois.

Nous n'hésiterons pas à dénoncer ici une illusion. La guerre s'avancera toujours comme un voleur, et de cela nous eussions dû être avertis. Vouloir la paix, c'est la vouloir aux heures que nous vivons, quand elle semble à tous une utopie.

Mais vouloir la paix, ce n'est pas laisser faire l'infamie. Il est des biens que nous n'avons pas le droit de sacrifier. La France d'abord. Sa culture, son action civilisatrice, dont la frontière n'est pas sur le Rhin. Mais déjà l'on murmure complaisamment que ces peuples, tchécoslovaques et autres, ne méritent guère notre intérêt et que nous serions fous de nous exposer pour eux... Là n'est pas la question. Il s'agit de savoir si, après nous être posés en défenseurs du droit, au moment où tant de nations font fi des traités, nous imiterons par lâcheté la commune folie; si, en un temps où les valeurs humaines les plus essentielles sont méprisées et détruites, alors que sont bafouées toute justice et toute vérité, et persécutés ceux qui se refusent à en agir de même, la France, vers qui se tournent tant de regards angoissés, renoncera à demeurer l'espoir des peuples petits, mais fiers, qui lui gardaient leur amitié. Mais c'est l'Eglise elle-même et son chef le Christ qu'ainsi nous trahissons. Partout où disparaît la liberté de l'homme, la foi est étouffée. Au cœur de l'Europe, l'Autriche, jusqu'à ce jour, maintenait la présence de la culture, de la civilisation, de l'esprit allemand dans la communauté et dans la foi chrétienne. Cet espoir nous est maintenant arraché. La blessure reste béante, et les chrétiens des nations voisines sont déjà terrifiés par la récente victoire de l'hitlérisme. Nous qui sommes encore libres et pouvons être forts demain si nous le voulons, nous devons des comptes aux nations plus faibles qui seront réduites, par notre lâcheté, à se rallier au plus violent et à choisir entre l'apostasie et le martyre. C'est de nous qu'il

dépend que l'Évangile puisse être encore en Europe annoncé aux petits.

— Ainsi vous prêchez la guerre sainte ?

— Nous ne prêchons aucune guerre. Mais nous nous refusons à ce que le mâle visage du pacifique devienne le masque du lâche. La sainteté que nous réclamons est la sainteté requise pour qui veut, aussi tenacement, la paix et l'ordre dans la liberté. Pour se refuser de céder à la peur, tout en gardant l'horreur de la guerre, il faut le secours même de Dieu. Mais il n'est plus d'autre solution. La lâcheté fait le lit de la guerre : seuls pourront demain la faire reculer ceux qui seront prêts à mourir pour une juste cause.



Défendre la paix qui permette à l'homme et au chrétien de vivre. Telle est la mission dont il est urgent que chacun en France, prenne conscience au plus tôt. Hélas ! si l'on en croit les tristes débats du Palais-Bourbon, beaucoup ne l'ont point compris. Il est temps de rappeler que les chrétiens sont libres devant ces luttes partisans et stériles. Quels qu'ils soient leurs partis, ceux qui s'avèreront demain capables de mener notre pays dans la seule voie salutaire auront droit non seulement à notre obéissance, mais à notre appui. Non point que nous soyons décidés à nous laisser mener en aveugles : parce que nous haïssons également la guerre et la lâcheté, nous ne nous laisserons pas conduire là où nous ne voulons pas aller. Pendant de longs mois, la France va se trouver, à chaque instant, devant des options nouvelles, et chaque fois un choix rapide s'imposera. Pour reconnaître plus vite et adopter plus résolument les moyens de la paix, ceux qui mèneront les destinées de la France devront sentir derrière eux tout le poids de notre force chrétienne, solidement enracinée, par tant d'organisations, lentement et patiemment construites, au sol de notre pays.

Tâche difficile, tâche écrasante, il est vrai. Qui nous obligera à prendre plus complètement conscience que nous ne travaillons jamais seuls, mais que le Christ réalise par nous sa paix au milieu de nous. Il suffirait d'y croire pour peser déjà d'un poids très lourd dans les destinées de notre pauvre monde.

CHRISTIANUS.

La personne de la vérité

A quoi tient la beauté ? où réside le mystère de l'œuvre belle et quel est le nombre d'or où l'art a son secret ?

S'il est possible d'établir un rapport entre certaines proportions et le sentiment d'harmonie qui résulte de leur perception, cela veut dire, sans doute, qu'un certain accord doit exister entre l'œuvre d'art et le rythme vital de nos organes, entre l'expression plastique et la structure de nos sens. Nous supportons bien quelques dissonances, mais si tout était souffrance dans notre perception, comment aurions-nous encore le sentiment du beau ?

Appelons *beauté cosmique* cette correspondance entre l'ordre vivant de nos facultés et les contours sensibles de l'œuvre belle.

Cela ne suffit point au chef-d'œuvre ; ce n'en est que la condition matérielle d'ailleurs variable suivant les époques et les climats, les âges et les tempéraments, l'éducation et le niveau de culture. Les couleurs n'ont pas exactement les mêmes nuances au Nord et au Midi ; un intervalle considéré comme dissonant par les musiciens d'autrefois paraît harmonieux à ceux d'aujourd'hui.

Il est sans doute impossible de déterminer rigoureusement le pouvoir d'accommodation de nos organes. Elle ne peut être illimitée : l'œuvre d'art n'en doit point excéder le champ.

C'est assez, d'ailleurs, qu'elle ne blesse point nos sens; nous ne lui demandons pas de les séduire, encore qu'une espèce d'euphorie accompagne presque toujours la rencontre d'un chef-d'œuvre.

La simplicité divine d'un équilibre immédiatement et totalement lisible, où la précision des lignes semble engendrer l'espace fluide où elles baignent : quelle annonce de la Beauté !

Mais qu'est-elle en elle-même ?

Nous ne le saurons jamais ici-bas. Et pourtant sans la connaître nous ne laissons pas de la *reconnaître* toutes les fois que nous la rencontrons. Dans une sorte de ravissement qui nous purifie de nous-mêmes et nous recueille en elle, saisis de respect et d'amour, nous nous sentons transformés en la Lumière mystérieuse dont le foyer nous demeure inaccessible : encore que nous soyons devenus intérieurs à lui et lui à nous.

Le chef-d'œuvre a suscité cette recontre dont il procède, cette communion dont il garde le recueillement.

Toute la vérité de l'art est dans ce *regard intérieur* intégré à son mouvement. Peu importe que ses figures trahissent une gaucherie ingénue ou une technique raffinée : l'essentiel est qu'elles portent cette inflexion virginale qui ouvre la matière au secret de l'Esprit.

Là, nulle imitation n'est possible, nulle contrefaçon ne tient. L'œuvre ne peut nous émouvoir si l'artiste ne s'est abandonné à l'étreinte de la Beauté, et si la vibration de ce contact n'est toute vivante encore dans le modelé de son dessin. Aucune formule, aucun canon ne peuvent lui être à ce point d'aucun secours et nous dispenser nous-mêmes du don que nous avons à faire avec lui : une *Présence* nous attend ici qui exige, pour être perçue, une communion personnelle.

C'est cette Présence qui est la Beauté.

Toute œuvre d'art en porte le reflet, chacune à sa manière la communique, aucune ne l'enclôt. Elle est infinie, elle est esprit, elle est quelqu'Un : mais son nom est ineffable.

En assouplissant la matière à l'inspiration qui l'emporte, l'*artiste* cherche à faire vibrer, toujours plus riches et toujours plus purs, les harmoniques d'un son fondamental dont aucune oreille ne peut ici-bas percevoir l'inexprimable splendeur ; et il est d'autant plus grand qu'il nous jette plus immédiatement au cœur du silence où l'esprit recueille l'écho de l'unique Parole dont le cœur obscurément touche les abîmes.



La *science*, par des démarches analogues, poursuit à sa manière une découverte semblable. Et l'effort que nous avons fait pour saisir la Beauté nous aidera à percevoir la Vérité.

Le problème est plus difficile ici du fait que la fécondité pratique de la science dérobe à la plupart des hommes la gratuité foncière de son effort, l'orientation toute contemplative de son regard ; du fait aussi que les vulgarisateurs, qui sont légions, proposent au public des formules : à la fois trop rigides pour faire sentir l'élan qui emporte la recherche au-delà du palier qu'elles repèrent vers l'inconnu qu'elles amorcent, et trop sûres d'elles-mêmes pour laisser deviner la modestie du savant qui sait que, dans son domaine, les affirmations les mieux établies peuvent n'être que provisoires.



La lumière est-elle constituée par des corpuscules ou

par des ondes, ou par des corpuscules et des ondes associées ?

Newton, Fresnel, de Broglie : trois réponses appuyées l'une à l'autre qui semblent aboutir à la synthèse postulée par la logique hégélienne. Simple palier pourtant, selon toute vraisemblance, qui permet juste au savant de reprendre son souffle dans la joie furtive du premier éblouissement.

La solution reste précaire, en effet, si les ondes peuvent n'être que de pures abstractions et si les corpuscules n'ont peut-être pas d'individualité déterminée.

Après tant d'efforts, le réel semble plus inaccessible : d'autant plus impénétrable aux investigations de l'esprit qu'il est plus souple à l'égard de nos besoins pratiques.

L'homo faber de M. Bergson consolide ses positions : le concept est purement utilitaire, inadapté à toute saisie profonde du réel.

Mais on peut prendre une autre vue des choses.

Il nous semble que la perception de l'univers par la pensée est analogue à celle que donne l'art où la précision du portrait peut garder l'ouverture infinie du rêve, la touche impalpable d'une présence infinie.

Le concept (1) n'est pas nécessairement statique : l'analogie lui donne des ailes, la vie l'entraîne dans son remous et le fait participer à sa *croissance*, la pureté du regard lui communique sa transparence.

En cherchant notre équilibre au sein de l'univers, nous le connaissons naturellement par les rapports que nous avons avec lui — et d'abord suivant la ligne de nos

(1) L'idée : l'image, la représentation *spirituelle* d'une chose, c'est-à-dire en somme sa présence toute vivante à l'esprit et en esprit.

besoins : lesquels n'expriment après tout que les échanges tout spontanés qui s'accomplissent entre nous et lui.

Mais à travers cette saisie, où le souci de conservation peut jouer un rôle capital, émerge spontanément le désir de savoir, d'approfondir cette réalité bien au-delà de ce qui nous est utile, d'entrer enfin dans le jeu de cette Pensée qui semble se jouer dans l'univers.

Les groupements que nous nous efforçons d'opérer, les classifications que nous cherchons à établir répondent moins au souci de préparer d'infailibles repères à l'automatisme de l'action qu'au désir de retrouver dans les choses, au moyen de rapports qui les lient, la trace de l'esprit.

Nos vues restent sans doute partielles, nos explications fragmentaires, nos paroles balbutiantes; l'essentiel est qu'elles demeurent *ouvertes* : à suivre infatigablement la direction de pensée contenue dans toute appréhension vivante du réel, on voit s'assouplir les concepts, se fondre les antinomies, s'intérioriser enfin toute la connaissance.

Qu'on songe, par exemple, aux inflexions de plus en plus spirituelles que prend la notion de nécessité quand on glisse de la fatalité cosmique à l'obligation morale ou aux exigences de la vie divine, et à l'opposition proportionnellement décroissante de la notion de liberté.

La conciliation parfaite cependant nous demeure cachée, et nous n'arriverons sans doute jamais en nous confrontant avec l'univers, dussions-nous dilater à l'infini notre expérience, à toucher le fond du réel et à trouver la formule définitive qui serait l'explication absolue de toutes choses.

C'est là, d'ailleurs, sans doute, un rêve chimérique : l'univers ne peut avoir plus de vérité qu'il n'a de réalité. Éparpillé dans une durée où il s'écoule, dispersé dans

un espace où il se fuit, il est doublement extérieur à la vie toute recueillie au dedans de l'esprit.

Il demeurera donc toujours de quelque manière incommensurable avec les normes de la pensée : avec ce vœu d'entière transparence qui est sa plus profonde intention (1).

Il ne lui est pourtant pas complètement étranger puisqu'il ne cesse de nourrir notre intelligence. La connaissance que nous avons de lui peut le faire devenir en nous : conscience, liberté, amour.

Et peut-être est-ce là un des aspects les plus émouvants de la science de promouvoir en quelque sorte l'univers au plan de la pensée en l'ouvrant au souffle de l'Esprit.



Tout ce travail n'est que vanité, pensent certains esprits qui se croient les plus religieux du monde : à quoi bon cet échafaudage d'hypothèses qui s'écroulent l'une après l'autre à un rythme de plus en plus rapide ? N'est-il pas plus simple d'aimer Dieu ?

Mais comment connaître Dieu sans s'appuyer sur l'expérience qui naît du contact avec la création, et comment aimer Dieu sans prendre en charge l'univers ?

La science autant que l'art est une restitution d'amour.

Comment le savant apporterait-il à sa tâche une telle puissance de consécration s'il ne la prenait au sérieux, s'il n'y voyait une des plus hautes missions humaines, s'il ne devinait obscurément le pôle qui aimante sa re-

(1) Entendez : l'intention de la pensée.

cherche, la lumière mystérieuse vers laquelle son effort est tendu ?

Il s'explique rarement là-dessus : la métaphysique lui est suspecte le plus souvent, et la théologie étrangère. Il lui arrive d'être athée.

Même alors, il est rare qu'il se satisfasse des conséquences heureuses de ses découvertes pour le bien-être des hommes. Il croit au désintéressement de la connaissance, à la noblesse d'une recherche qui n'a d'autre fin que le savoir. Et sous ce mot il met plus que soi, plus que tous les êtres semblables à soi : la rencontre que chacun peut faire en soi de quelque chose qui vaut mieux que soi. Et il est prêt à donner sa vie pour ne pas trahir en soi cette réalité innommée plus précieuse infiniment que la vie.

Tout son travail n'était-ce point de s'en approcher, de la servir, de s'effacer en elle en offrant à sa clarté une transparence toujours plus ingénue, en étant toujours plus docile à son information, plus intérieur à son élan, plus identifié à son silence ?

Le vrai savoir est une forme d'obéissance.

Aussi bien, les théories physiques valent-elles moins par leur caractère de représentation, si précaire et si mouvant, que par le support qu'elles offrent momentanément à une vision qui les dépasse, laquelle est d'autant plus pénétrante et plus immortelle que l'esprit est plus profond et plus pur.

L'univers de Newton n'est plus tout à fait le nôtre.

Est-ce à dire que l'esprit de la science ait été moins vivant en ce prodigieux génie qu'en n'importe quel physicien contemporain, qu'il ait pénétré moins profondément le mystère du réel, que son intelligence ait eu moins de lumière ? Il faudrait dire, dans ce cas, que le répétiteur le plus borné qui a quelque teinte de mécani-

que ondulatoire comprend plus parfaitement l'univers que l'auteur de la loi de gravitation.

Comme si comprendre consistait, en ramenant toute chose à sa mesure, à distribuer le monde dans les cadres rigides d'une mémoire inerte, comme si la connaissance pouvait être l'enregistrement automatique de formules censées définitives, comme si toute la dignité de la science n'était dans ce mouvement continu de la pensée vers une Vérité incommensurable à toute formule.

Qui n'a senti cela ne connaîtra jamais la grandeur de la science.

Ce qui fait le prix de la découverte chez tous les grands pionniers du savoir, c'est la puissance d'irradiation focalisée dans la loi où la recherche se recueille, les perspectives illimitées qu'elle ouvre à leur esprit, la clarté qu'elle projette sur tout l'horizon, *l'aura*, l'atmosphère mystérieusement intérieure dont elle baigne toute chose.

Pour eux, comprendre, c'est *communier* dans une ouverture infinie à cette Lumière, toujours ancienne et toujours nouvelle, qu'ils reconnaissent avant même de la connaître.

Tout ce brassage du réel ne les intéresse, au fond, que dans la mesure où ils perçoivent, à travers les harmoniques vibrant dans l'univers, la mélodie divine qui est la Musique même en sa forme pure.

La perception des phénomènes peut varier à l'infini au gré des époques, des points de vue et des instruments. L'appréhension véritable du réel se situe au-delà et ne dépend essentiellement que de la qualité de l'esprit. Elle est, à travers cette recherche normalement indispensable, une rencontre intemporelle, intérieure, infinie, avec une réalité spirituelle immanente à tout, une communion avec une Présence qui est la Vérité même.



Pourquoi y aurait-il tant de majesté dans le mot de Vérité, tant de noblesse à poursuivre la chose qu'il désigne, tant de liberté à la servir, s'il n'y avait jamais plus dans nos affirmations que le constat anecdotique d'un événement qui passe? La science alors ne vaudrait pas une heure de peine. Elle ne mérite notre amour que pour entretenir en nous le sens des corrélations mystérieuses qui unissent toute réalité à un même foyer, où toute lumière a son berceau.

Dire qu'une chose *est*, c'est aussi bien, en dernière analyse, affirmer qu'elle se profile sur un fond de vivante intelligibilité où elle s'insère dans une Histoire infinie; c'est-à-dire que rien ne pourra abolir sa réalité, aussi fugitive soit-elle : qu'une mémoire incorruptible est l'éternel témoin de toute chose.

On pourrait invoquer ici avec à-propos les vues si profondes de la théologie chrétienne sur cette Vérité qui est en Dieu la candeur de la Lumière éternelle, le vivant *Amen*, le Oui qui n'a point de part au Non, la Parole en qui tout est Vie. Il faudrait concevoir l'élan subsistant d'un Moi qui est relation pure et vivante adhésion à la Lumière dont il procède, il faudrait entrer dans ce dialogue de la Lumière avec la Lumière où la distinction des Personnes divines exclut toute appropriation, toute ombre et tout repli, pour obtenir le suprême fondement de toute vérité en l'innocence incorruptible de ce regard qui scrute les profondeurs de Dieu, en l'enfance éternelle du Verbe qui respire l'Amour.

On verrait mieux alors sur quelle sainteté, sur quelle plénitude de vie, sur quelle constance d'amour enfin s'appuie réellement l'effort de la science.



Sans doute, le savant peut ignorer qu'en Dieu la vérité est la transparence de l'Amour. Il peut ne jamais penser explicitement à Dieu, il peut même Le nier. Il abandonnerait pourtant sa recherche s'il ne croyait qu'à ses formules, s'il n'était convaincu de la dignité du savoir, s'il n'avait conscience d'une valeur absolue mystérieusement intégrée à son effort.

Aucune équation, assurément, ne lui donnera jamais la vérité absolue.

C'est qu'aussi bien aucune formule ne la peut contenir comme aucune œuvre d'art ne peut enclore la Beauté. Tout chef-d'œuvre peut sans doute, en quelque manière, nous la rendre présente pourvu que nous soyons capables de *revivre* le moment où l'artiste en a été saisi assez profondément pour que son œuvre garde la vibration de ce contact.

Cette *communion personnelle* décide de tout.

Il en est de même dans la science, qui est un dialogue avec l'Esprit. C'est pourquoi elle exige une si grande pureté de vie et demanderait une si intense préparation spirituelle.

Il sera sans doute toujours facile de s'aveugler en se confiant à l'automatisme des formules, en se rassurant par leur efficacité pratique, comme on peut dérouler à perte de vue des syllogismes sur la grâce en demeurant séparé de Dieu par le refus obstiné de sa tendresse.

Mais une science sans amour est une science morte ; elle glisse à la surface des choses, elle se borne à des constats matériels étrangers à la vie de l'esprit.

Onde *ou* corpuscule, onde *et* corpuscule ; en dehors des avantages pratiques de l'une ou l'autre conception,

il serait fou de consacrer deux siècles à élucider cette question s'il n'y avait une certaine valeur immanente au savoir, si la réalité expérimentale n'était ouverte à autre chose, si une Pensée vivante n'enveloppait tout être, si une Présence mystérieuse ne nous sollicitait au cœur des choses, si la Vérité enfin n'était quelqu'Un qui nous appelle dans le silence.

La conception classique de l'analogie montre bien cette *intention* (1) qui entraîne les transcendants par une sorte d'ouverture d'un degré sur l'autre jusqu'au suprême analogué, qui demeure d'ailleurs ineffable.

Comment voir une chose belle sans penser à la Beauté? (2)

Il en est de même proportionnellement de toute idée vivante : si peu que nous ayons capté du réel, une sorte de remous se déclenche en nous qui nous entraîne vers l'Être. Nous ébauchons un jugement, c'est-à-dire que nous essayons de confronter ce fragment d'être avec la lumière de la Source en lui donnant son statut intelligible, en établissant son identité dans le monde de la pensée.

Bien entendu, tout cela reste obscur et demeure le plus souvent inconscient.

Il s'agit là d'une intention, d'une *référence immanente* à la connaissance, mais qui en constitue toute la valeur et qui nous la fait apprécier au-delà de son utilité, au-delà de nous-mêmes, et, dans certains cas, plus que la vie.

Il semble que notre regard ne perçoive vraiment toute

(1) Cette tension intérieure qui fait croître l'univers dans le recueillement de l'esprit.

(2) C'est-à-dire sans entrer de quelque manière en contact avec elle.

la réalité des choses qu'en l'*aura* d'une Présence qui les baigne d'infini et qui permet à chacune de nous de la révéler d'une manière entièrement nouvelle, tellement qu'à chaque pas un trait inconnu de son visage se découvre à nous.

Nous pensons que c'est cette Présence qui fait l'unité de la science, qui en fonde le devoir, qui en justifie l'héroïsme. Nous croyons que c'est elle qui rend contemporains tous les grands esprits et qui rassemble tous les chercheurs dans une grande procession de lumière et d'amour.

Avec des techniques différentes, des points de vue opposés, des affirmations apparemment contradictoires, ils ont pu aboutir au même centre, sentir la même Lumière, communier à la même Présence, aimer la même Personne.

Est-ce cela que M. Bergson entendait lorsqu'il entreprenait de nous délivrer de la captivité des concepts, pour nous jeter dans l'expérience intégrale de l'intuition ?

Voulait-il nous prescrire l'attention à cette Présence qui entraîne toute recherche vivante sur une trajectoire de lumière vers des abîmes de joie ou de douleur ?

Le mouvement si intensément spirituel de sa pensée ne semble pas exclure une telle intention.

S'il est possible de donner de sa doctrine une telle interprétation, il n'est plus nécessaire d'abandonner le concept à l'*homo faber* pour faire de l'intuition le privilège de l'*homo sapiens*.

Une saisie aussi rigoureuse que possible du réel au moyen de l'expérience et du calcul est, au contraire, la meilleure préparation à l'expérience intégrale, pour peu que l'esprit soit disposé à l'unique Rencontre.

C'est à travers la richesse et la nouveauté de la décou-

verte expérimentale (1) que la Présence vers laquelle toute réalité est tendue manifestera normalement son inépuisable richesse et son éternelle nouveauté, comme si à chaque créature une révélation avait été confiée qu'elle seule peut nous faire : un trait du Visage divin qui ne resplendit qu'en elle.

L'intuition bergsonienne n'est si riche que pour être saturée de toute la science intégrée par ce grand esprit qui est un de ceux qui nous donnent le plus vivement le goût de la lumière et qui nous font le mieux sentir que la vérité est la transparence de l'Amour.

MAURICE ZUNDEL.

(1) Qui est un des plus beaux devoirs de l'intelligence.

NOTES ET RÉFLEXIONS

La persécution religieuse au Mexique

La situation dans les autres États.

Malgré les tristes et sanglants événements de Chihuahua et d'Orizaba, le *New York Times* publiait en février un télégramme de Mexico suivant lequel le président Cárdenas avait déclaré que « les catholiques ont pleine liberté d'aller à l'église... et que le gouvernement n'est pas hostile à l'Église ». Ce télégramme, qu'on put lire dans la presse de tous les pays et qui ne fut jamais démenti, ne parut point dans la presse mexicaine. Les événements, par contre, se chargèrent de le démentir.

Dans l'État de Chiapas, la persécution ne cessait de faire rage. L'évêque de Chiapas, Mgr Gerardo Anaya y Diaz (décédé cet été), qui était rentré dans son diocèse après deux ans d'exil, en fut de nouveau expulsé (*R. C.*, 21-2-37). Dix policiers l'arrêtèrent un matin dans sa maison, et, sans même montrer le mandat d'arrêt exigé par la Constitution, l'enfermèrent dans une voiture et le chassèrent brutalement de son diocèse, lui interdisant d'emmener les objets les plus indispensables (*P.*, 3-2-37).

Au début du mois de mai, des requêtes signées de milliers de catholiques des États de Michoacán, Hidalgo et Querétaro parvinrent au président Cárdenas, pour demander la reprise du culte sur toute l'étendue de leur territoire. Le silence des milieux gouvernementaux et de la presse mexicaine suffit à dire que le président Cárdenas a opposé à ces pétitions une fin de non-recevoir.

Cet été, l'État de Chihuahua a fixé à cinq le nombre de

prêtres autorisés, soit un pour 100.000 habitants, la population comprenant environ 500.000 âmes (98 % sont catholiques) réparties sur une étendue de 245.000 kilomètres carrés. L'évêque, jusqu'alors seul curé autorisé pour les 500.000 habitants de l'État, a nommé les nouveaux curés non sans protester énergiquement contre cette ingérence indue du pouvoir civil dans la nomination aux charges curiales, c'est-à-dire dans une matière où l'Église seule est compétente.

Dernièrement, les catholiques de Mexicali, en Basse-Californie, ont demandé au président Cárdenas de leur rendre l'unique église de la localité. On leur permet de célébrer une messe dans un local privé, mais la plupart des paroissiens n'y peuvent trouver place, la salle étant très petite (R. C., 22-8-37).

La *Jeunesse Révolutionnaire* de Puebla a dénoncé au directeur fédéral de l'Instruction trois écoles catholiques clandestines. Elles furent confisquées, comme beaucoup d'autres dans cet État de Puebla, où la loi de nationalisation des biens d'Église (y compris les maisons de particuliers où un prêtre séjourne plus de vingt-quatre heures) est appliquée avec une effrayante régularité. Ce qui fait un singulier contraste avec la criminelle bienveillance dont on fait montre envers les maisons de prostitution et les centres pour la traite des blanches (R. C., 22-8-37).

Pour ce qui est des autres États, ce que nous disions dans nos articles antérieurs conserve sa tragique actualité, et rien ne permet d'augurer des jours plus calmes dans l'avenir. Notons toutefois que dans la capitale et ses faubourgs, — ce qu'on appelle officiellement le *District Fédéral*, — on n'ose pas trop user de violence contre les catholiques à cause des ambassades et des consulats étrangers. Mais ce calme relatif à Mexico est une exception qui confirme la règle. N'a-t-on, du reste, pas vu le gouvernement faire don de l'église Sainte-Catherine-de-Sienne à une secte protestante ? (R. C., 25-7-37.) En acceptant cette église, les membres de cette secte oublient-ils qu'en d'autres États, notamment dans celui de Chihuahua, leurs frères sont aussi persécutés, et que toutes les communautés chrétiennes non-catholiques qui crurent jadis devoir prendre le parti du gouvernement l'ont presque toujours payé cher dans la suite et s'en sont amèrement repenties ?

Aux communiqués tendancieux parus dans divers journaux au début de ce mois, nous croyons utile d'opposer une déclaration qui nous est communiquée par une haute personnalité religieuse du Mexique, à la date du 14 août 1937, et qui résume très bien la situation générale :

... 1. Les lois absurdes portées dans tous les États conservent toute leur force, et les autorités en exigent l'accomplissement quand il leur plaît. Vous connaissez ces lois, différentes pour chaque État, mais ayant toutes une commune tendance à rendre impossible l'accomplissement des devoirs religieux et à supprimer les libertés nécessaires à la pratique de la religion.

2. Il y a des États, comme Tabasco et Chiapas, où il ne peut y avoir aucun prêtre et où l'on chercherait en vain une église ouverte.

3. Il y a des États où le nombre des prêtres autorisés est dérisoire, ainsi au Chihuahua, où dernièrement le nombre des prêtres autorisés fut porté de un à cinq.

4. Dans quelques États, on se montre tolérant, en dépit des lois, par exemple dans le District Fédéral, où tous les prêtres sont à leur poste, mais avec la crainte perpétuelle de se voir soumis aux lois au moment où l'on y pensera le moins.

5. Le gouvernement a confisqué tous les séminaires, évêchés, presbytères, collèges, écoles, asiles, hôpitaux, etc... Une nouvelle loi a été portée, en vertu de laquelle des centaines de maisons seront confisquées. Cette loi s'appuie sur celle établie il y a deux ans par Portes Gil. En vertu de cette loi, il suffit qu'un évêque ou un prêtre habite une maison ou y ait un comptoir d'affaires d'église pour qu'elle soit confisquée.

Le cas des États de Tabasco et Sonora.

Les catholiques de l'État de Tabasco sont sans curés depuis plus de dix ans. Quelques prêtres, qui vivent cachés dans ce malheureux État, y exercent le ministère sacré au prix de sacrifices inouïs. L'ancien gouverneur, Garrido Canabal, aujourd'hui en exil, comme son maître Plutarco Calles, y a fait renverser toutes les églises et profaner toutes les tombes. Le nouveau gouverneur voudrait terminer le conflit religieux qui fit à son État la triste réputation que l'on sait. A cet effet, il permet la célébration de la messe dans n'importe quel local privé, mais « à condition que les prêtres respectent la Constitution de l'État ». Or, cette Constitution stipule que seuls les prêtres mariés peuvent

se vouer au ministère des âmes. Et le gouverneur ne pense pas qu'il y ait quelque espoir d'éliminer cette clause (*R. C.*, 25-7-37). Ce qui revient à dire que la mesure d'exception dont il voudrait faire bénéficier les catholiques de son État de pouvoir célébrer, dès juillet 1937, la sainte messe dans des locaux privés n'est qu'une ironie cruelle et ridicule, car les autorités tabasquaises savent très bien que l'Église ne se départira pas d'une discipline séculaire en permettant aux prêtres tabasquais de prendre femme pour pouvoir rejoindre leurs ouailles. Le nouveau gouverneur voulait se concilier la population catholique de son État, les bonnes intentions ne lui manquaient point, mais, devant la mauvaise humeur du gouvernement fédéral, il n'eut pas le courage de laisser dormir l'article de la Constitution qui exige le mariage des prêtres.

Le nouveau gouverneur de l'État de Sonora, l'Indien Román Yucupicio, fut plus courageux et pourrait bien réserver des surprises au gouvernement fédéral. Lors de la campagne électorale, il promit au peuple sonorais de lui rendre et les églises et les prêtres, dont il était privé depuis 1934. Or, les élections de 1936 se terminèrent par le triomphe de Román Yucupicio. Ce dernier ne tarda pas à réaliser ses promesses. La cathédrale d'Hermosillo fut rendue aux catholiques le soir du 10 mai 1937, puis ce fut le tour d'autres églises. Yucupicio voulait manifestement condamner à l'oubli le décret de son prédécesseur, le gouverneur Rodolfo Calles, fils de Plutarco Calles, en agissant tranquillement, sans tambour ni trompette, pour ne pas amener ses collègues des autres États et du gouvernement fédéral à de vaines précautions. Le président Cárdenas décida de mettre au pas le gouverneur indocile. Mais, Yucupicio n'étant pas un homme à se laisser faire, on attendit qu'il fût absent pour procéder à la refermeture des églises. Aux réclamations des Sonorais, le ministre de l'Intérieur fit savoir que le gouvernement central entendait faire respecter le décret de 1934. A son retour de Huatabampo, où il représentait le Président de la République au 9^e anniversaire de la mort du général Obregón, le gouverneur Yucupicio envoya, le 27 juillet, un télégramme au président Cárdenas, appuyant les pétitions des catholiques indignés de cette nouvelle fermeture des églises imposée le 24 juillet à tout l'État de Sonora par le gouvernement de Mexico. On attend encore

la réponse du président à cette démarche des catholiques de l'État de Sonora.

Conclusion.

Nous croyons avoir dit l'essentiel de ce qui s'est passé au Mexique depuis l'automne 1936. Il n'est pas dans nos intentions de terminer cet article sur une note pathétique. La situation religieuse au Mexique, — si nous exceptons quelques rares États où les autorités civiles se montrent assez tolérantes, — ne laisse pas d'être inquiétante. Certes, on n'en est plus aux journées sanglantes des années 1926-1929, les tueries sont devenues moins fréquentes, mais le travail, par l'école et par la législation, n'en est que plus intense. D'où la nécessité d'avoir un clergé mexicain capable de soutenir pour le salut des âmes les pires assauts de l'impiété mexicaine. Or ces assauts se feront plus redoutables à mesure que les générations élevées dans la haine de Dieu et de la religion prendront une part plus active à la vie politique. C'est aux Pères Jésuites que l'épiscopat mexicain a confié la direction de son séminaire national construit sur territoire états-unien, à Montezuma en Las Vegas (Nouveau Mexique), et ouvert le 8 septembre. La fondation de ce séminaire devrait pousser les chrétiens de tous pays à protester toujours plus contre la réduction ou l'expulsion des prêtres au Mexique. Si considérable que soit la réalisation de ce séminaire, il ne faut pas oublier que les quelques prêtres résidant au Mexique (ils ne seraient plus que trois cents, suivant une lettre d'une autorité mexicaine !) ne suffisent absolument pas pour satisfaire la piété des fidèles, et que « si le Mexique est encore catholique, ainsi que l'écrivait l'intrépide évêque de Huejutla, on ne le doit pas, à proprement parler, au fait que les prêtres exercent librement leur ministère », car on les tracasse sans cesse, et ils sont trop peu nombreux pour suffire à tous les besoins spirituels, mais « à une assistance toute spéciale de Dieu due à l'intercession de la Sainte Vierge de Guadalupe, notre Mère et notre Reine ».

Réponse à une objection.

Nombre de catholiques, par ailleurs fort bien intentionnés, font souvent cette objection : Si nos frères du Mexique sont réellement persécutés, comment donc expliquer le fait qu'on voit des prêtres officiant librement dans la cathédrale de Mexico et dans la basilique de Notre-Dame de Guadalupe devant une affluence considérable de fidèles ? La réponse est des plus simples : 1° Il y a un certain nombre de prêtres autorisés à exercer le ministère pastoral au Mexique. Il serait étonnant que la capitale, l'endroit le plus civilisé de la République, se montrât plus intolérante que les autres États. A Mexico, précisément, tous les prêtres sont à leur poste. 2° Quand bien même tous les prêtres ne seraient point à leur poste à Mexico, et le cas s'est souvent présenté et ne manquera pas de se vérifier encore, on verrait cependant des offices religieux se dérouler à la cathédrale et à la basilique de Guadalupe, car ces deux sanctuaires sont, pour employer l'expression d'un spécialiste des choses mexicaines, le R. P. Dragon, S. J., « des stations obligatoires pour les agences de tourisme ». Mais si le visiteur ne s'en tient pas à ces « stations obligatoires pour les agences de tourisme » et parcourt le Mexique en tous sens, il constatera que ce malheureux pays est réellement en butte aux pires vexations.

Le 20 septembre 1937.

La situation religieuse au Mexique en fin de 1937

L'article précédent ayant été écrit dans le courant de septembre 1937, nous croyons utile de signaler ici quelques faits postérieurs au mois de septembre 1937.

La *Revista Católica* annonce, dans son numéro du 12 décembre 1937, que les évêques de Tehuantepec, Huajuapán

et Tezuitlan (Papantla, Vera-Cruz), réfugiés à Mexico, sont rentrés dans leurs diocèses respectifs.

Après cinq ans d'exil, Mgr Leopoldo Ruiz y Flores, archevêque de Morelia (Michoacan) et ancien Délégué Apostolique, a pu rentrer dans son diocèse le 6 décembre écoulé.

Si réjouissantes que soient ces nouvelles, la situation ne laisse pas d'être inquiétante. Si Cárdenas se montre apparemment moins farouche que ses prédécesseurs, il n'en poursuit pas moins son œuvre de déchristianisation. Sa loi d'expropriation des biens d'Église est rigoureusement appliquée, l'éducation socialiste et sexuelle, avec les tristes résultats qu'elle comporte, est toujours à l'ordre du jour, et les instituteurs bien intentionnés — car il y en a encore au Mexique — ne parviennent que difficilement à faire fi des sottes et criminelles exigences du ministère de l'Instruction.

Dans l'État de Sonora, la bonne volonté du gouverneur Yucupicio n'a pas suffi pour obtenir des autorités fédérales la réouverture des églises de l'État.

Dans la plupart des États, les vexations continuent. Les religieuses sont particulièrement persécutées. Les surprend-on dans une maison privée, l'État s'empare de l'immeuble. Elles doivent continuellement changer de logis pour dépister la police, et surtout pour ne pas occasionner de difficultés aux courageux catholiques qui leur viennent en aide.

Il semble même que, à Mexico et dans les faubourgs, — autrement dit dans le District fédéral, — les autorités se montrent plus tracassières que d'habitude. Ainsi, le 9 décembre 1937, pour ne citer qu'un exemple, une centaine de personnes écoutant la sainte messe dans la demeure d'un particulier, à Tacuba, D. F., sont cernées par la police, qui mène en prison sept des délinquants.

Le 7 janvier 1938.

A.-P. PRINCE.

L'homme primitif et la mort

La traduction française de la troisième série d'études que Sir James George Frazer publia sur la *Crainte des Morts dans la Religion primitive* vient de paraître à la librairie Geuthner (1).

On se souvient peut-être que les deux premières séries rassemblaient des conférences faites à Cambridge en 1932-1933. L'auteur du *Rameau d'or* y montrait combien la croyance en une vie de l'âme prolongée pendant un temps indéterminé au-delà de la mort tangible du corps était, chez les peuples primitifs, générale, sinon universelle, et bien antérieure aux religions constituées. L'attitude de ces peuples à l'égard des Esprits des morts, telle était la question que Sir James Frazer se proposait d'élucider.

Pour l'homme primitif, les Esprits des morts continuent à s'occuper des affaires de ce monde. Très puissants, puisque leur action est occulte, ils peuvent exercer une influence favorable ou nuisible sur l'existence des survivants. Susceptibles d'être aimés ou d'être craints, les Esprits des morts sont le plus souvent redoutés et le primitif fait tout ce qu'il peut pour les tenir à l'écart. Il dispose de deux méthodes : « méthode de persuasion et de conciliation » et « méthode de force et de ruse ».

Après avoir parlé de ces deux méthodes, l'auteur s'était

(1) Rappelons que tous les principaux ouvrages de Frazer ont été traduits en français et se trouvent à la librairie Geuthner : le *Rameau d'or* mis à part, citons entre autres volumes la *Tâche de Psyché*, l'*Avocat du Diable*, *Trésor légendaire*, *Heures de Loisirs*, *Essais et Souvenirs*.

réserve d'étudier plus à fond la méthode de ruse et de tromperie. C'est ce qu'il a fait dans l'ouvrage que Mme la Marquise de Luppé vient de traduire.

On sait ce qu'un livre de Frazer enferme de richesses. Celui-ci est une mine de renseignements auxquels le lecteur peut directement accéder grâce à un remarquable index alphabétique et à une bibliographie abondante et précise. De l'Équateur au Pôle, nous voyons comment l'homme primitif cherche à prendre des « précautions contre le retour des Esprits des Morts », les mille ruses naïves et compliquées qu'il invente pour tromper ces Esprits, enfin comment il distingue des autres Esprits ceux qui sont particulièrement malfaisants, comme : *les Esprits des personnes tuées, des suicidés, des personnes mortes de mort violente, les Esprits des femmes mortes en couches, des conjoints décédés, des gens morts célibataires et sans enfants, des morts non enterrés, des animaux tués.*

M. Paul Valéry et M. L. Lévy-Bruhl avaient respectivement écrit une préface pour chacun des deux premiers volumes de *Crainte...* C'est à M. Malinowski, professeur à l'Université de Londres, que nous devons l'avant-propos du troisième. Dans cet avant-propos, M. Malinowski a rendu à Sir James le plus magnifique hommage qu'il soit peut-être possible de rendre à un savant : il se déclare son admirateur et disciple et, sur nouveaux frais, corrobore certaines vues du maître.

Quand parurent les premiers ouvrages de Frazer, il était peut-être permis de douter un peu du caractère strictement scientifique de l'ethnologie telle qu'il la concevait. Comment pouvait-on, sans sortir d'Angleterre, bâtir une science des sociétés primitives, alors que ces sociétés, qui dans bon nombre de cas existaient encore, n'étaient connues que par des documents écrits : relations de voyage, observations dont les auteurs n'avaient pas toujours toute la culture scientifique qu'on eût été en droit de désirer ? Aujourd'hui, les ethnologues de la nouvelle école vont observer sur place ce qu'il reste des sociétés primitives. M. Malinowski est un

de ces *fieldworkers*; il est allé en Océanie, en Amérique et en Afrique équatoriale. On lira dans son avant-propos comment, parti en Nouvelle-Guinée pour vérifier certains points de la doctrine du maître, il entendit un indigène qui « parlait Frazer » sans le savoir.

Le fait que ceux qui sont allés observer l'homme primitif chez lui rapportent de nouvelles illustrations pour les ouvrages de Frazer (1) n'est pas un mince éloge à la sûreté et à la sévérité de sa méthode historique, à la prudence de ses rapprochements et de ses déductions, mais surtout à l'honnêteté foncière, et, on peut bien le dire, exceptionnelle, de son intelligence de savant.

Sans doute, on peut discuter la thèse du *Rameau d'or* qui interprète la magie comme une sorte de première démarche vers une attitude rationnelle de l'homme envers le monde, démarche qui échouerait pour faire place à la religion — et aller avec le P. Schmidt jusqu'à faire de la magie, ou plutôt des magies, des manifestations dégénérées d'une religion monothéiste primitive. Il semble que de telles hypothèses soient à jamais invérifiables. Mais l'essentiel de Frazer n'est pas là. Comme tout vrai savant, il est prêt à abandonner la théorie que des observations nouvelles viendraient contredire.

Les ans n'ont su qu'épurer cette humilité d'homme de science devant les faits. Dans une note-préface à la bibliographie de ses œuvres, établie en 1934 par M. Th. Besterman, Sir James Frazer fait allusion aux fameux cahiers de notes dans lesquels, toute sa vie durant, il a consigné les renseignements recueillis au cours de vastes et incessantes lectures, et il se dit enclin à voir en eux sa plus solide contribution à la science. Quand on saura qu'une très petite partie seulement des notes de ces cahiers est allée dans les livres de Sir James, on sera heureux d'apprendre que leur publication est actuellement en cours en Angleterre.

Pour conclure, est-il permis, un instant, de penser à

(1) Cf. *Aftermath* (Londres, 1936).

l'homme derrière l'écrivain ? Il semble se confondre avec le savant, le savant lettré et humaniste. C'est peut-être ce qui explique qu'après une vie consacrée tout entière à la science, il puisse écrire avec sérénité dans les quelques lignes qu'il a mises en préface au livre que nous avons présenté :

« La seule leçon que nous puissions tirer avec certitude des faits que nous allons étudier est une leçon d'humilité et d'espérance : leçon d'humilité, parce qu'elle nous rappelle le peu que nous savons sur le sujet qui nous concerne le plus; leçon d'espérance, car elle suggère la possibilité que d'autres peut-être, après nous, résoudreont le problème qui a déjoué nos recherches. »

A. MAISONNEUVE.

LIVRES

G. BARDY : **Le Sauveur** (Bloud)

L'auteur nous avertit qu'il ne faut pas chercher dans ce petit livre une nouvelle Vie de Jésus, mais qu'il s'attachera surtout, dans le Nouveau Testament, à mettre en valeur ce qui concerne le fondateur de l'Eglise. Ce dessein fidèlement rempli nous vaut de pouvoir relire les premiers documents de la littérature chrétienne en des séries de textes excellemment groupés. L'extrême sobriété des formules de l'auteur ne doit point nous masquer la grande valeur des analyses qu'il consacre à la notion du royaume de Dieu, à la primauté de Pierre, au mystère de Jésus, à la christologie primitive.

Nous permettra-t-on cependant une réserve ? Elle s'adresse d'ailleurs beaucoup plus à l'excellente collection de la *Bibliothèque des Sciences religieuses* qu'au livre de M. Bardy qui vient de l'enrichir. On demande à un professeur de rédiger les deux cents pages voulues sur la spécialité qui lui est propre; on obtient ainsi un texte d'une qualité scientifique irréprochable, mais qui n'est le plus souvent que le résumé à peine adapté d'un ouvrage technique correspondant. Nous avons ainsi en langue française, pour l'ensemble des sciences religieuses, un ensemble de documentaires de première valeur, mais l'abondance de pareilles monographies ne doit pas nous faire oublier la pénurie actuelle d'œuvres plus élaborées.

E. MAGNIN : **Un demi-siècle de pensée catholique** (Bloud)

L'auteur esquisse un panorama de l'activité intellectuelle des catholiques français durant les cinquante dernières années. C'est une tâche redoutable, si l'on songe que la période est celle qui a vu la crise du modernisme et le renouveau de l'après-guerre. Pour des raisons différentes d'ailleurs, la caractéristique intellectuelle de ces deux temps du catholicisme français est des plus difficiles. L'auteur ne semble avoir échappé à ces difficultés qu'en limitant son entreprise à la rédaction, d'ailleurs utile, d'un répertoire des principaux livres et articles parus alors.

P. D.

DOCUMENTS

Foyers en détresse

La présentation de Paul Claudel

C'est avec un sentiment d'embarras et de confusion que, cédant aux amicales instances du P. Louvel, je me suis laissé aller à consentir à prendre la présidence de cette réunion. Je n'y ai d'autre titre qu'une incompétence absolue, en même temps que le sens d'une nécessité et la conscience d'un scandale. Le scandale, c'est celui de ces abominables taudis que je visitais jadis dans les vieux quartiers de Paris quand j'étais membre actif des Conférences de saint Vincent de Paul. Et c'est celui, plus grand encore, de ces immenses campements, construits au hasard, au mépris de toute hygiène et de tout bon sens, à l'entour de Paris, et qui, par leur effet de contraste, produisent une impression si navrante sur le voyageur qui arrive de Belgique, de Hollande et d'Allemagne. Et la nécessité est celle de porter remède le plus tôt possible à une situation qui est une véritable honte pour notre patrie et pour la civilisation chrétienne. Je vous renvoie à ce sujet à l'enquête que vous connaissez tous, menée par deux nobles femmes, Mmes Céline Lhote et Élisabeth Dupeyrat. Il est impossible de lire ce livre sans un sentiment d'horreur et presque d'effroi. Ainsi donc, voilà les conditions dans lesquelles vivent

des Français et des chrétiens, au contact du riche et heureux Paris. Et le reste de la France n'est pas dans un meilleur état. Qu'ai-je vu de pire au plus noir de la sombre Asie ?

A mes yeux, la question sociale se résume tout entière dans deux questions immédiates et concrètes : celle du chômage et celle du logement. Celle-ci est peut-être la plus difficile, car elle est à la fois financière, architecturale et psychologique. Ce n'est pas un petit problème que d'apprendre à des êtres humains à vivre ensemble et, au lieu de se retrancher dans un isolement farouche, à se servir les uns les autres, « dans le bien de la charité », comme dit saint Paul.

Ce qui m'a le plus frappé dans la vision désolante de ces campements ou plutôt de ces cimetières vivants qui vont à la rencontre du voyageur en route vers la capitale, c'est leur désolante absurdité, c'est le mauvais emploi et la lamentable déperdition de ressources dont toutes ces cabanes à la fois prétentieuses et branlantes sont le témoignage. Je ne sais si je ne préfère encore les casernes à multiples étages des vieux quartiers, où les occupants peuvent du moins se prêter un mutuel secours. Mais que dire de ces *villas* de carton ouvertes à tous les vents qui se composent d'un perron, d'une marquise et d'une caisse à parois transparentes ? Comment s'attendre que des chrétiens puissent élever une famille, satisfaire aux obligations de leur foi, quand leur domaine se compose en tout d'une chambre ou deux, à la fois cuisine et dortoir ?

Des efforts généreux dans le sens d'une amélioration ont été faits, je le sais. Mais la réforme doit venir de la classe ouvrière elle-même, et de l'effort à faire c'est notre puissante J.O.C. qui doit être l'initiatrice et le guide. Il le faut et Dieu le veut !

A mon avis d'ignorant, il ne faut pas s'obstiner dans l'idée de reconstituer une maison familiale, miniature de celle qui existe dans nos villages, où chaque habitant puisse se suffire à lui-même et se passer de tous les autres. Dans la cité future, dans le ménage futur, il faudra distinguer deux choses, les services communs et les services particuliers. J'appelle services communs ceux qui peuvent être entrepris avec avantage par une organisation collective : par exemple la buanderie, la réparation des vêtements, l'infirmerie, la garde des petits enfants et peut-être la cuisine. Une cantine centrale serait un immense progrès sur les repas de charcuterie et de café que nous dépeignent les enquêtes. Chacune de ces cités, assez analogues aux hôtelleries anciennes, serait confiée à la garde d'une ou de plusieurs de ces personnes disponibles et de bonne volonté, comme il n'en manque pas, qui seraient heureuses de trouver là une noble mission à remplir.

En résumé, ce que nous avons à créer, c'est une société où la charité, où le besoin que chacun a des autres ne soit pas seulement une espèce de luxe, de réparation hasardeuse apportée du dehors à une construction impraticable, mais la forme indispensable et vitale de l'existence, où tout acte social soit une fonction de la fraternité. Où, par-dessus l'individu, par-dessus la famille, dont l'insuffisance à elle seule nous saute aujourd'hui aux yeux, s'établisse le groupe chrétien, et ce qu'on appelait autrefois, dans un sens qu'on a aujourd'hui perverti : la commune. Une communauté de gens vivant ensemble pour se rendre possibles les uns aux autres les devoirs d'une vie chrétienne.

PAUL CLAUDEL.

L'éducation des jeunes travailleuses par la J.O.C.F.

M. Claudel nous parlait à l'instant des graves difficultés maintes fois constatées par lui, et dont souffre la famille ouvrière.

A l'heure actuelle, il n'est personne vraiment désireux de progrès social qui ne se préoccupe du sort de la famille ouvrière, et c'est fréquemment que nous sommes alertés par les campagnes du retour de la mère au foyer, de la lutte contre les taudis, de la crise de dénatalité, de la défense des droits de la femme, etc...

Ce qui serait anormal, c'est que nous ne nous en préoccupions pas, nous les jeunes travailleuses, les mamans ouvrières de demain, puisque, en fait, c'est de nous et de tout notre avenir qu'il s'agit.

Mais ces grandes idées, susceptibles pourtant de faire vibrer notre jeunesse, en raison de l'intérêt profond qu'elles présentent pour nous, ne faisaient qu'effleurer l'esprit des jeunes travailleuses en n'y laissant souvent qu'un peu plus de scepticisme parce qu'elles n'en voyaient vraiment aucune réalisation possible.

Et quand on est jeune ouvrière, qu'on est surtout habituée à n'avoir que ce que l'on gagne, on croit difficilement que quelque chose puisse nous être donné sans effort. Les années d'expérience jociste nous ont permis d'apprendre que ce que nous voulions, c'était à nous d'abord de le réaliser. Si nous voulons un foyer heureux, à nous de le préparer et de le construire.

*Premières réalisations : le budget, l'épargne,
le travail ménager*

Il fallait au plus tôt faire prendre conscience de ce problème à toutes les jeunes travailleuses, la plus petite, la plus ignorée, la moins instruite des jeunes travailleuses.

Là, comme toujours à la J.O.C., notre méthode d'enquête — voir, juger pour agir — pouvait seule nous faire aboutir.

Un grand mot d'ordre fut lancé : connaître les ressources indispensables pour se mettre convenablement en ménage, puis pour subvenir aux besoins d'une famille.

À partir de ce moment, chaque jeune ménage, chaque maison ouvrière devint un terrain d'expérience vivante pour les enquêteuses.

Chaque quinzaine, dans les cercles d'études, on apportait les chiffres, chiffres effarants pour des jeunes qui n'avaient jamais eu l'idée de les totaliser, mais combien instructifs.

Dès lors on savait qu'il faut au moins 10.000 francs pour se mettre en ménage, et ceci sans faire de folies, pour avoir seulement un minimum de meubles, d'ustensiles, de linge, et un petit logement.

On savait que pour faire vivre un ménage sans enfant, il faut compter, à l'heure actuelle, une moyenne de 1300 à 1400 francs et là encore c'est un minimum.

Et, à côté de ces chiffres, des faits comme ceux-ci :

Un jeune ménage avait tout pris à crédit, même le linge; les jeunes gens ont été obligés, au bout de quelques mois, de porter au Mont de piété jusqu'aux trois draps non payés qu'ils avaient en se mariant.

Un autre ménage avait pris tout son mobilier à crédit : ils devaient verser 500 francs par mois. Au bout de six mois on ne pouvait plus arriver à payer les mensualités. Il fallut revendre la chambre pour finir de payer le reste du crédit.

Deux jeunes gens se sont mariés sans rien. Un enfant est arrivé : ce fut la misère.

Devant ces constatations auxquelles elles ne s'étaient jamais arrêtées, les jeunes sentent leur bonheur menacé, elles s'agissent. Elles ont compris le grand service que rend un budget pour équilibrer les dépenses avec les recettes, et beaucoup s'entraînent à dresser déjà un budget avec leur argent de poche de jeune fille pour savoir le faire plus tard. Ainsi nous signale-t-on qu'une jeune travailleuse de vingt-cinq ans, accoutumée à dépenser n'importe comment, fait maintenant son budget et note ses dépenses. J'ai connu une apprentie de quinze ans qui recevait cinq francs chaque mois de ses parents et qui, même sur cette petite somme, faisait un budget et arrivait à économiser deux francs.

Il est même arrivé que des jocistes ont fait faire leur bud-

get à certaines femmes. Celles-ci ont constaté qu'en gardant elles-mêmes leurs enfants, en faisant ménage, couture, raccommode, elles avaient avantage à rester chez elles et elles ont quitté leur travail.

En comparant les nécessités avec certains salaires, les jeunes travailleuses comprennent mieux aussi l'utilité d'une juste action syndicale, respectueuse des droits de tous.

Elles recherchent également tout ce qui est dépensé inutilement, sans aucun profit pour les jeunes travailleuses et qui eût pu servir grandement au bonheur de leur futur foyer, car il y en a qui se privent sur le nécessaire pour payer du superflu.

Des cas comme ceux-ci furent relevés :

Une jeune travailleuse dépense 10 francs par semaine en romans.

Une moyenne de 25-30 francs par mois est dépensée en cinéma par de jeunes travailleuses.

Ainsi les jeunes travailleuses en viennent, à ce propos, à une autre réalisation : l'épargne.

Pour certaines c'est encore relativement facile, mais pour d'autres que de volonté cela suppose, et comment ne pas saisir tout le but éducatif de l'enquête en lisant des faits comme celui-ci, écrits par des jeunes travailleuses :

Mes parents me donnent 5 francs par semaine, soit 300 francs par an.

En un an j'ai dépensé 144 francs, soit 24 francs de cotisations diverses, 120 francs de cinéma, excursions et divers.

J'ai économisé 156 francs : 40 francs mis de côté pour un voyage, 40 francs pour les retraites et semaines d'études. Le reste, 76 francs, pour mon trousseau.

Une autre ne place pas, mais prépare son trousseau. Elle achète chaque quinzaine un peu de linge. Elle possède actuellement six paires de draps, du linge de corps et du linge de maison.

Dans une section jociste, notre service d'épargne fait tout exprès pour recevoir les petites sommes, avait reçu en un mois, après cette enquête, cinquante-deux versements atteignant en tout une somme de douze cents francs.

En poursuivant notre travail d'enquête, nous constatons ensuite qu'une grande partie de la détresse des budgets

familiaux provient du manque de savoir-faire de la maîtresse de maison.

Il n'est pas rare de constater que des mères de famille ne savent pas cuisiner, coudre, laver, raccommoder, donc elles doivent tout acheter tout fait ou tout donner à faire, ce qui coûte beaucoup plus cher.

Et combien de jeunes filles se marient ne sachant rien du travail ménager, soit par leur faute, soit par celle de leur famille ou du travail. Là encore ce sont les faits qui parlent.

Céline Lhotte et Élisabeth Dupeyrat ont relevé dans le livre résumant notre enquête, les proportions suivantes :

	<i>Très bien</i>	<i>Assez bien</i>	<i>Absolument nulles</i>
Ménage	48 %	34 %	18 %
Cuisine	32 %	38 %	30 %
Lavage	41 %	28 %	31 %
Repassage	28 %	50 %	32 %
Couture	30 %	45 %	25 %
Raccommodage	23 %	47 %	30 %
Hyg. infantile	néant	35 %	65 %
Nourriture	néant	11 %	89 %

Avant d'aller au-delà, retenons donc qu'à peu près un tiers des jeunes filles en âge de fonder un foyer sont *absolument* incapables à en assurer le fonctionnement normal et que 89 % d'entre elles, c'est-à-dire pratiquement la presque totalité, sont tout à fait ignorantes des plus élémentaires notions d'hygiène infantile... Les mères, dans 20 % des cas d'ignorance sont les grandes coupables. Si dévouées qu'elles soient par ailleurs à leurs enfants, elles agissent ici avec un égoïsme déplorable : lorsqu'elles donnent à leurs filles des éléments de science ménagère, elles se bornent toujours à ce qui sera immédiatement utile au groupe familial. Quant à l'avenir : « Elle a bien le temps d'apprendre... » — « Elle fera comme moi, elle se débrouillera », etc... Voici quelques textes livrés par les enquêtes :

« Sa mère ne veut pas lui apprendre la cuisine, elle dit qu'elle-même a appris toute seule une fois mariée. »

« Sa mère ne veut pas qu'elle entre dans la cuisine. »

« Sa mère n'aime que ce qui est fait par elle, alors sa fille ne fait rien; pour la cuisine, la mère dit qu'elle gâche du gaz, du sel, du beurre et, pour le repassage, elle dit qu'elle use de l'électricité. »

« Beaucoup de nos compagnes ont de la bonne volonté et ne demanderaient qu'à apprendre, mais, ou elles n'ont pas suffisamment de temps, ou, chez elles, on ne cherche pas à leur apprendre. Bien des mères trouvent plus simple de faire le travail elles-mêmes et refusent à leur fille la permission de mettre la main à la pâte. »

Ces faits navrants furent une véritable lumière pour les jeunes enquêteuses et une nouvelle raison d'agir.

Beaucoup comprennent la nécessité d'apprendre à devenir de bonnes ménagères. Partout où des cours existent les jocistes en deviennent des élèves assidues et essaient d'en faire profiter leurs compagnes; et s'il n'y a encore rien, les sections en organisent elles-mêmes.

Mais aussi, ce qui est beaucoup plus simple, bien des jeunes qui jusqu'ici ne s'étaient jamais intéressées aux soins de la maison s'y mettent avec cœur.

Une jeune n'aimait pas faire le ménage. Maintenant elle le fait chaque matin avant de partir au travail.

Une autre ne savait pas faire la cuisine. A la suite de l'enquête, elle a obtenu de la faire avec sa maman les deux jours de la semaine où elle ne travaille pas.

Une autre demande de s'occuper complètement de son petit neveu qui a deux ans, lorsqu'il vient à la maison, afin d'apprendre les soins à donner aux enfants.

Ainsi sont-elles nombreuses maintenant, ces jeunes travailleuses décidées à rester chez elles lorsqu'elles seront mariées.

Évidemment ce ne sera pas toujours sans de gros sacrifices, mais elles savent tout le bonheur qui peut en dépendre pour leur foyer et elles y consentent volontiers.

A ce sujet nous ne pouvons qu'exprimer un regret, c'est de voir les métiers féminins si peu appréciés et si peu rétribués. Ces métiers permettraient en effet à la femme de rester chez elle en apportant tout de même un petit appoint au budget familial.

L'œuvre principale : l'éducation de la volonté L'amour du foyer

Sans doute nous savons que de grands problèmes, tels celui des habitations, des salaires familiaux et autres, restent à résoudre, et là nous comptons sur d'autres organisations, sur les pouvoirs publics, pour le faire. Mais la J.O.C. a entrepris la difficile et longue tâche d'éducation de la jeunesse ouvrière, sans laquelle nous sommes convaincues que toutes améliorations matérielles ne pourront aboutir.

En effet, quel profit retirera la famille ouvrière d'une augmentation de salaire, des allocations familiales, si on ne

sait pas tenir un budget et que l'argent file maladroitement entre les mains ?

Pourquoi parler de retour de la mère au foyer si celle-ci ne veut pas y rester, si elle doit s'y ennuyer, telle cette mère de famille sortant de son travail le vendredi soir pour ne le reprendre que le mardi, et disant : « Trois jours à la maison, qu'est-ce que je vais m'ennuyer ! »

Et à quoi servira-t-il de construire ces belles cités que nous voyons dans la banlieue parisienne si la femme ne sait pas tenir sa maison et si, peu de temps après être habités, les appartements sont devenus de nouveaux taudis ? Bien des taudis ne seront-ils pas, au contraire, devenus des maisons claires le jour où les femmes sauront être de bonnes ménagères ?

Mais ces améliorations matérielles ne suffisent pas. Nous ne voulons pas seulement empêcher les jeunes travailleuses de gaspiller leur argent, leur temps, leurs forces. Aurions-nous fait tout cela que nous n'aurions pas assuré le bonheur des familles ouvrières et la certitude d'un avenir et d'une éducation meilleurs pour les enfants.

Ce qu'il faut encore : c'est empêcher les jeunes travailleuses de gaspiller leur cœur.

Quelles souffrances pour nous, jocistes, de constater de ce côté toutes les défaillances de la jeunesse ouvrière, conséquences souvent des conditions immorales de vie qui lui sont imposées, mais aussi d'un entraînement et d'une exploitation honteuse.

Comment rester pures lorsqu'on vit huit dans la même pièce et que frères et sœurs doivent coucher dans le même lit ;

— lorsqu'il n'y a pas de vestiaire à l'usine et que les 35-40° de chaleur obligent à se dévêtir et qu'on doit le faire en commun, hommes et femmes ;

— lorsqu'on travaille toute la journée en promiscuité et qu'il faut subir toutes sortes de provocations ;

— lorsque, pour garder sa place, il faut plaire au contre-maître ou au directeur, quand ce n'est pas au patron ;

— lorsque, n'ayant qu'un maigre salaire, on s'entend dire : « Mademoiselle, quand on est jeune et gentille comme vous, on ne demande pas d'augmentation, on s'arrange pour avoir de l'argent. »

Et ce n'est pas tout. Il est une grande partie de leur vie

dans laquelle les jeunes travailleuses sont encore plus exploitées : ce sont les loisirs. Combien pouvons-nous trouver de films propres, de lectures reposantes et saines, de divertissements honnêtes. Toutes nos conditions de vie qui devraient servir à notre épanouissement total ne tendent qu'à nous asservir à nos passions. On ne nous parle plus que de crimes passionnels, d'union libre, de divorce. Ce n'est tout de même pas avec cela que nous construirons des foyers heureux et que nous nous apprendrons à éduquer les enfants.

Oui, il y a des faits pénibles et bien douloureux à constater dans notre classe ouvrière : cette gosse de seize ans qui a déjà fréquenté un bon nombre de jeunes gens et qui déclare qu'elle ne pourrait pas se marier parce qu'elle ne saurait pas rester toute la vie avec le même homme. Il y a les femmes qui ne veulent pas d'enfants pour ne pas être enchaînées. Il y a aussi des foyers brisés parce que chacun a voulu garder sa liberté et rester dans son égoïsme. Il y a des gosses à la rue pendant que les parents s'amuse ou parce qu'ils ne s'entendent pas.

Mais nous ne voulons pas laisser dire qu'il n'y a plus de jeunes ouvrières et de jeunes travailleurs purs. On nous l'a assez répété dans nos milieux de travail. Nous savons, en effet, ce qu'il en coûte, mais nous savons aussi que notre J.O.C. nous donne toutes les énergies. Là encore la révolution jociste a passé. Humble d'abord, obscure, mais profondément émouvante dans son héroïsme. Voici une des réalisations à laquelle notre enquête a fait aboutir.

Une jeune travailleuse fréquentait depuis longtemps un jeune homme avec qui elle savait qu'elle ne pourrait pas fonder un foyer. Pour se donner du courage, elle fait venir une jociste et devant elle brûle une par une toutes les lettres qu'elle avait reçues de ce jeune homme auquel elle était bien attachée. A chaque lettre qui brûle, elle éclate en sanglots, mais tout est bien fini et elle se donne à fond à la J.O.C. pour réparer et pouvoir plus tard construire tout de même un beau foyer.

Et combien de tristes fréquentations ont été brisées, arrêtées par notre enquête !

Ces humbles réalisations prennent un visage lumineux lorsqu'elles deviennent cette radieuse réalité « fiançailles jocistes — mariages jocistes », lorsque deux êtres qui se sont

préparés par le sacrifice et le don total d'eux-mêmes à une cause, qui ont appris le secret de l'éducation au service de tous leurs frères et sœurs de travail, se rencontrent pour continuer de réaliser leur idéal dans un beau foyer ouvrier chrétien.

Il en existe déjà quelques-uns dans notre communauté ouvrière, et beaucoup d'autres, des centaines, des milliers d'autres, se préparent, qui renouvellent tout un esprit.

Voilà huit jours, j'avais la joie d'assister à une cérémonie merveilleuse dans sa simplicité. C'était dans la petite église de Pierrefite : deux jocistes s'unissaient. L'église était toute remplie de jeunes qui avaient eu la joie de travailler avec eux à la conquête jociste et qui voulaient en ce jour partager leur bonheur. Et il y avait aussi des familles ouvrières. Toute l'assemblée s'unissait au prêtre par les prières de la messe que tous répondaient, puis quand vint le moment de la Communion les jeunes époux s'approchèrent de la Table Sainte et toute leur famille et toute l'assemblée les suivit. A la sortie de l'église, c'était un enthousiasme délirant, toute la place vibrait de nos chants jocistes, et, quelques instants plus tard, nous nous retrouvions tous pour le petit déjeuner en commun.

Ces spectacles se répètent de plus en plus au sein de notre communauté ouvrière, et les jeunes travailleuses tendent maintenant leurs regards vers un avenir plus ou moins proche où il leur sera donné de réaliser la montée à deux vers un même idéal.

Car nous sommes d'une génération saine, pure et conquérante, selon la devise jociste, une jeunesse nouvelle qui prépare des familles nouvelles pour des temps nouveaux.

M. BOURBON.

LE MOIS RELIGIEUX

VATICAN. — L'*Osservatore Romano* rappelle, à l'occasion de la mort de Gabriele d'Annunzio, que son œuvre tout entière a été condamnée par l'Église. Le journal du Vatican affirme que le poète des *Laudi* a exercé une influence délétère non seulement sur le goût littéraire des Italiens, mais sur leur conception éthico-sociale.

— L'évêque de Berlin, S. Exc. M^{gr} Conrad von Preyssing, a été reçu par le Pape pendant près d'une heure.

12 mars. — Ouverture du Chapitre Général de la Compagnie de Jésus.

— L'*Osservatore Romano* proteste contre plusieurs interventions officielles tendant à interdire en Italie la publication de toute nouvelle sur la persécution allemande.

13 mars. — L'émotion causée par l'annexion de l'Autriche est très profonde.

— L'*Osservatore Romano* ne cache pas les craintes qu'il ressent pour les catholiques autrichiens, et proteste contre les jugements portés par le *Regime Fascista* sur l'occupation de l'Autriche.

FRANCE. — M^{gr} Jean Rodier, évêque d'Ajaccio, est nommé évêque d'Agén; M. le chanoine Liagre, du diocèse de Lille, aumônier général de la L.O.C.F., est nommé évêque de La Rochelle.

— M^{gr} A. Flocard, évêque de Limoges, est décédé le 4 mars.

6 mars. — M. le chanoine Chevrot fait sa première conférence de carême à Notre-Dame.

— A Notre-Dame de Paris, le mardi 8 mars, quatrième centenaire des Frères de Saint-Jean de Dieu.

— Le R. P. Lagrange, O. P., fondateur de l'École Biblique, est mort au couvent de Saint-Maximin (Var).

13 mars. — Déclaration de S. Ém. le cardinal Verdier à propos des événements d'Autriche : « Notre devoir, à cette heure tragique, est de dire toute notre sympathie émue et profonde pour l'Autriche catholique. Peut-être, si la France était plus prospère et plus forte, pourrait-elle empêcher de si tristes événements... »

ALLEMAGNE. — Le *Denziger Vorposten* dément que M. von Papen soit chargé prochainement d'une mission spéciale auprès du Vatican.

— Le pasteur Niemöller est condamné à sept mois de prison et à

deux amendes, l'une de 500, l'autre de 1500 reichmarks. Bien que la peine de détention ait été déjà purgée par la prison préventive, le pasteur est maintenu en état d'incarcération « par crainte des manifestations hostiles ».

— Un certain nombre de journaux allemands portent un intérêt croissant au problème des israélites viennois.

— Dans son mandement de carême, S. Ém. le cardinal Faulhaber, archevêque de Munich, lance l'interdit contre la presse nazie : « Après avoir échoué, écrit-il, dans leur tentative de ruiner le christianisme sur le plan doctrinal, on engage maintenant une campagne de calomnie contre les prêtres. »

ANGLETERRE. — S. Ém. le cardinal Hinsley condamne le mouvement des groupes d'Oxford.

ANTILLES. — C'est grâce à l'entremise du Saint-Siège, agissant par l'entremise de M^{gr} Maurilio Silvani, nonce apostolique, que le conflit entre Haïti et Saint-Domingue a pu être apaisé.

AUTRICHE. — Le 6 mars, S. Ém. le cardinal Innitzer, archevêque de Vienne, communique à la presse le programme des « grandes semaines catholiques » que l'Autriche organisera du 22 mai au 16 juin, en liaison avec le congrès eucharistique de Budapest.

12 mars. — L'archevêque de Salzbourg, M^{gr} S. Waitz, est arrêté.

— Des perquisitions sont faites à l'archevêché de Salzbourg ; à Vienne, le siège central de l'Action catholique a été fermé ; la presse catholique est placée sous la surveillance d'un commissaire nazi.

— Après son entrevue avec le Führer, S. Ém. le cardinal Innitzer publie un mandement intitulé : « Serment de fidélité de l'Église au peuple allemand ».

— Le Conseil supérieur de l'Église évangélique d'Autriche adresse un télégramme de remerciement à Hitler « pour avoir délivré les Autrichiens de toute confession de la détresse dont ils souffraient depuis cinq ans ».

— L'Église évangélique autrichienne est rattachée à l'Église évangélique allemande.

BULGARIE. — Mort de M^{gr} Maxime, métropolite de Plovdiv, président du Saint-Synode de l'Église bulgare.

DANTZIG. — Les mesures antisémitiques que l'on avait annoncées sont démenties.

ESPAGNE (BARCELONE). — Les membres du clergé de toute religion appelés sous les drapeaux seront désormais affectés aux formations sanitaires.

HONGRIE. — Dans son mandement de carême, S. Exc. M^{gr} Justilien Sredi, prince-primat de Hongrie, s'élève contre les doctrines racistes et antisémites : « Tout comme Adam est notre père à tous sans distinction de race ou d'idéologie, le Christ est la tête de l'humanité sans distinction... »

LITHUANIE. — Rencontre entre M^{gr} Butchis, évêque catholique de rite oriental de Lithuanie, et le métropolite Eleuthère de Lithuanie, délégué pour l'Europe du métropolite Serge de Moscou, gardien du trône patriarcal. Bien que n'ayant pas apporté de résultat proprement positif, la conférence ne sera pas sans influence certainement dans l'avenir pour l'attitude réciproque des deux Églises.

MAROC. — Le R. P. Charles Ponsonnier, franciscain qui vécut à Tazeth, puis à Amadou, en ermite, au milieu des Berbères dont il était vénéré à l'égal du P. de Foucauld, est mort le 18 février, au cours d'une épidémie de typhus, pendant laquelle il avait prodigué ses soins aux indigènes malades.

POLOGNE. — Dans une église des environs de Poznan, un communiste tue à coups de revolver un prêtre qui montait en chaire.

ROUMANIE. — Le patriarche-président du conseil invite le grand rabbin de Roumanie à ordonner des prières publiques pour la paix religieuse. Cependant, les récentes mesures antisémites n'ont pas été rapportées.

YOUGOSLAVIE. — M^{gr} Gavriilo, métropolite de Monténégro depuis 1920, est nommé par décret royal patriarche de l'Église serbe orthodoxe. M^{gr} Gavriilo fut à la tête de la délégation qui apporta à Belgrade, après l'armistice, la décision prise par l'Assemblée de Podgorica, du rattachement du Monténégro à la Serbie.

— L'*Osservatore Romano* annonce que le Saint-Siège a adressé une protestation à Belgrade contre la décision du gouvernement yougoslave de renoncer à demander aux Chambres l'autorisation de ratifier le concordat du 25 juillet 1935. On sait que cette ratification avait fait l'objet de nombreuses manifestations hostiles, l'été dernier, au moment précis où mourait le patriarche de l'Église serbe.

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS. *L'union nationale.*

Il ne suffit pas de dire qu'on fait l'union
pour la réaliser.

J.-T. DELOS, O. P. *Sur l'Autriche disparue.*

Il n'y a donc plus d'Autriche...

M. LALOIRE. *Conflit de tendances au sein
du socialisme belge.*

Le conflit qui s'accroît dans le socialisme
belge entre la tendance d'Henri de Man et
celle d'Émile Vandervelde n'intéresse pas
exclusivement la politique belge. Il concerne
le socialisme tout entier.

M. JACQUES. *Chronique de politique étrangère.*

Revive la France !

P. CARDIÈGES. *Remarques sur la situation financière.*

« Sous peine de désastre, un pays doit faire
la politique de ses finances ou les finances de
sa politique. »

E. BORNE. *Justice rouge.*

Réflexions chrétiennes sur le procès de Moscou.

L'union nationale

Au matin du 12 mars l'union nationale a paru s'imposer. La France était depuis deux jours à la recherche d'un ministère. Elle ergotait sur des formules. Le Front populaire devait continuer, mais on se demandait sous quelle forme précise. L'homme raisonnable avait bien l'impression qu'il y avait derrière la démission du précédent gouvernement des motifs laissés volontairement dans l'ombre. Était-ce des difficultés de trésorerie ? Était-ce des menaces internationales ? Et en quoi un changement d'équipe ministérielle, non accompagné d'un changement d'esprit, permettrait-il de faire face avec succès à ces difficultés et à ces menaces ? Brusquement, alors, en une nuit de stupeur, Hitler réalisait l'Anschluss. On sentit passer sur le pays le souffle de 1914. Face au péril extérieur, la France allait-elle renouveler son geste sublime, renoncer à ses divisions intestines, redevenir une et cohérente ? On le crut un moment. L'homme chargé de réaliser l'union en exprima loyalement le désir. Mais la minorité refusa sa proposition : elle voulait bien l'union, mais le choix du chef ne lui parut pas opportun.

La France a manqué l'union nationale le jour où cette union aurait eu sur le monde un effet immédiatement bienfaisant. Une France unie est un gage de paix internationale. Le monde a donc besoin que la France réussisse le plus tôt possible une union véritable.

Quelles en sont donc les conditions ?



Le principe de l'union nationale paraît contraire aux règles du jeu d'une démocratie parlementaire. Dans un tel

régime, le gouvernement est choisi parmi les membres de la majorité, mais l'opposition est investie d'une mission presque aussi importante que le gouvernement. Elle pose des interrogations, elle évoque les solutions contraires, elle évite les emballements. Opposition et gouvernement sont tous les deux au service de la nation. C'est du moins ce qui arrive en Angleterre. En France, le régime s'est quelque peu déformé. Au lieu de collaborer, majorité et minorité sont devenues antinomiques. Ni l'une ni l'autre ne sont cependant homogènes. Mais, prises en bloc, elles ne songent qu'à se contrarier l'une par l'autre. Le jour où les réalités nationales extérieures deviennent menaçantes, ce jour-là seulement, les Français se rappellent qu'ils font partie d'une même nation. Ils comprennent que les antinomies internes doivent cesser. Comme ils ne savent pas se servir sainement de la machine parlementaire, il faut momentanément en modifier le fonctionnement. On constitue un gouvernement en prélevant ses membres dans les partis de l'opposition comme dans les partis de la majorité: On renonce à faire jouer l'opposition en soi régulatrice, mais devenue en France déformatrice. On fait l'union nationale. L'unanimité nationale que les dictatures obtiennent par la force, les démocraties sont donc encore capables de l'obtenir par la raison, à condition cependant que la pression du danger extérieur soit suffisante.

Il faut en plus pour la réaliser un homme, une figure symbolique. Un homme qui puisse oublier son appartenance trop étroite à un parti. Un homme qui ait fait ses preuves dans le passé. Un homme qui incarne quelque vertu nationale fondamentale. Un homme indiscuté, qui soulève spontanément plus de sympathies que d'antipathies. Cet homme, l'opinion publique le désigne, la plupart du temps. En tout cas, le chef de l'État encourt de graves responsabilités si, dans sa propre désignation, il ne sait pas tenir compte des aspirations inconscientes de tous les milieux qui forment la France.

Le désir du salut national, le choix d'un homme. Cela ne suffit pas. Il faut encore une adhésion franche et sans détour de chaque groupe politique au programme d'union. Cela implique un renoncement sincère de la part de chacun. C'est le point le plus délicat et peut-être le plus essentiel. Malheureusement, le souvenir des combats, des victoi-

res et des défaites antérieures, pèse toujours sur les réconciliations temporaires. Le principe majoritaire continue à vicier ces ententes imposées par les faits. Et, cependant, une union qui se fait avec arrière-pensée, soit au détriment d'un groupe, soit à l'avantage d'un autre, est une union fausse et hypocrite, certainement pire que l'absence d'union, une union qui condamne le pays à la défaite et à des luttes sociales amères. C'est pourquoi la vieille formule de l'union nationale, qui a réussi avec Poincaré, qui a échoué avec Doumergue, est encore suspectée.



Il ne suffit pas de dire qu'on fait l'union pour la réaliser. Et cependant, si l'on veut éviter l'union nationale que vous impose brutalement un dictateur en dirigeant les plumes et les urnes, il vaut certainement mieux réaliser par soi-même et dans le calme cette union nécessaire. Même si elle ne doit être qu'une trêve, il faut en préparer l'esprit. Puissent donc les partis du Front populaire ne pas tirer orgueilleusement du scrutin lointain de 1936 des indications que le peuple n'a pas voulu donner. Puissent aussi les partis de l'opposition ne pas tirer de leur vocation à la modération des exclusives trop brutales. Que tous veuillent bien se souvenir que les oppositions qu'ils se plaisent à accuser sont beaucoup moins réelles que conceptuelles. Ils sont tous au service du bien commun que le danger extérieur a au moins le mérite de leur dévoiler !

CIVIS.

Sur l'Autriche disparue

Il n'y a donc plus d'Autriche.

Vienne, la ville qui avait une âme charmante, mobile et tourmentée, portera désormais le masque prussien. Des soldats allemands montent la garde au Ballhausplatz; dans le cadre du baroque viennois aux envolées délicieusement rythmées et compliquées, s'alignent les autos blindées toutes neuves du III^e Reich, ou défilent ses lourdes colonnes d'infanterie. — L'Autriche, le pays au visage vivant qu'on aime comme une personne, a disparu, sans même laisser un cadavre à pleurer. Terre de liberté et de facilité, contrainte de s'ériger en forteresse, son rempart a enfin cédé, et le flot a déferlé sur elle : celui des troupes casquées et des divisions motorisées d'abord, puis le flot de la joie brutale, contagieuse, hurlante et frénétique des *Sieg Heil!* nazistes, la joie qui n'apaise pas l'âme ni l'esprit, mais qui monte comme une poussée de colère, comme une volonté de puissance mêlée aux désirs de vengeance.

L'événement était redouté, mais attendu : c'est vrai. Depuis quelques semaines, on nous le disait imminent. Pourtant il nous a laissés stupides de honte, de douleur et de colère. A l'heure où nous écrivons ces lignes, la force première du sentiment public est déjà détendue ; quand on les lira, le tourbillon des événements nous aura sans doute entraînés vers d'autres drames. Mais il n'est

pas vrai que la conscience publique oublie; et ceux-là se tromperaient qui spéculeraient sur sa versatilité.

Notre génération a subi, il y a près de vingt-cinq ans déjà, un premier choc moral qui l'a révélée à elle-même. L'annexion de l'Autriche, effectuée dans les conditions dont nous avons été les témoins, réveille invinciblement en nous le souvenir de la violation de la Belgique: Peu important les contingences historiques qui entourent les deux faits. Peu important les complexes politiques ou juridiques, qui, une fois l'acte accompli, fournissent matière aux justifications, aux discussions, aux recherches savantes des commissions d'investigation. Il y a dans de tels événements un élément moral que la conscience dégage d'emblée, et la vigueur de sa réaction donne la mesure de son sens inné de la justice et de la liberté. La défense du droit violé en 1914 a mis une flamme de pureté et une invincible ténacité dans l'âme de ceux qui ont connu, par ailleurs, les obscurités, les doutes ou les défaites morales de quatre ans de guerre. Le cas de l'Autriche, pour différent, pour complexe, pour mêlé d'accessoires troubles qu'il soit, met en cause lui aussi les principes spirituels sur lesquels repose la vie de la communauté européenne. Il faut que nos amis d'Autriche le sachent. Le coup qui les a frappés est inscrit dans la conscience publique; elle en a reçu un ébranlement dont les auteurs de l'acte mesureront peut-être un jour avec étonnement les conséquences.

Le grand vaincu du 12 mars, c'est pour le moment la morale internationale.

Certes, il y a d'autres vaincus de la journée, sur le plan politique en particulier; et l'avenir montrera, par exemple, si la défaite italienne, bravement niée par ses auteurs d'Outre-monts, ne pèsera pas d'un poids plus lourd que la défaite française. Mais d'autres que nous

ont mission de parler des conséquences politiques de l'événement ; nous nous abstenons délibérément de le faire, et nous n'en voulons considérer que ses conséquences morales.

Grand Dieu ! la violation d'un précepte de la morale internationale n'est pas un fait nouveau : c'est même notre pain quotidien et notre plus habituelle nourriture terrestre. Le dirai-je ? ce n'est pas l'énormité de celle-ci qui inquiète le plus. Du reste, les casuistes et les réalistes » se chargent déjà de la grignoter. A elle seule, elle ne nous permet pas d'estimer à sa juste mesure la défaite morale subie par l'Europe.

Il y a quelque chose de pis que de commettre une infraction à la morale : c'est d'en vicier les bases, de corrompre la notion du bien, de changer le mal en bien. La conscience des peuples s'en trouve invertie, et l'on arrive à ce résultat paradoxal, et vraiment diabolique, que non seulement les consciences faibles n'ont plus de lumière pour s'éclairer ni d'appui pour étayer leur bonne volonté chancelante, mais que les forts et les brutaux recouvrent comme une innocence et une pureté originelle dans la mesure où ils s'abandonnent à l'antique volonté de puissance, à l'instinct et à la force.

Depuis ce matin (12 mars), les troupes allemandes sont en marche sur les routes d'Autriche : infanterie, artillerie, divisions cuirassées, aviation, toutes les armes sont en action pour garantir la liberté du vote au peuple autrichien. Derrière ces troupes se tient la volonté de résolution de tout le peuple allemand (1).

O liberté du peuple autrichien appelé précisément à

(1) Et encore : « Je me suis décidé... à donner à la volonté populaire [autrichienne] la possibilité de décider de son propre destin, de façon inéquivoque, claire, ouverte, selon son jugement. Que le peuple autrichien puisse forger lui-même son propre destin.

décréter ou à refuser son union avec le III^e Reich ! En d'autres moments, on prendrait le loisir de railler la garantie de cette liberté électorale assurée par un ultimatum, par le déferlement des divisions cuirassées et la menace des avions de bombardement. Simple avant-garde, du reste : derrière elle se tient la « volonté de résolution » du III^e Reich tout entier. La bouffonnerie est énorme ; ou plutôt elle est négligeable. Raille qui voudra ; pour nous, nous ne croyons pas être devant une impudente hypocrisie : nous sommes bien plutôt frappés de l'effrayante, de l'absolue sincérité de telles affirmations. Elles paraissent, j'en suis sûr, d'une évidence première, essentielle, à l'homme qui les prononce et qui suit tout un peuple puissant, intelligent et pratiquement unanime en sa conviction.

Si l'on veut comprendre la gravité du mal, il faut remonter jusqu'à ses sources. Le principe du drame est au plus profond de la conscience, dans l'esprit, dans la lumière qui éclaire la conscience elle-même. Qu'on relise la lettre personnelle écrite par le Chancelier du Reich au Duce en un moment dramatique et que le prince de Hesse porta par avion à Rome le matin du 12 mars. Dans les brefs passages qui ne sont pas un simple exposé de faits passés, là où le Chancelier exprime « ses sentiments intérieurs », un mot revient comme un leit-motiv spontané : le Destin. Replacez-le dans le contexte d'idées et de sentiments bien connus de l'homme qui l'emploie : il explique tout. « En une heure chargée de Destin », il a pris une résolution désormais immuable qu'appelaient les circonstances.

Dans ma responsabilité de Führer et Chancelier du Reich allemand, et aussi comme fils de cette terre (l'Autriche), je ne puis assister plus longuement à ce développement des événements... Ne voyez pas dans cet acte autre chose qu'un acte de légitime défense

nationale, et par conséquent une action que tout homme de caractère à ma place aurait accomplie de la même façon. Vous aussi, Excellence, vous ne pourriez pas agir de façon différente, si le destin des Italiens était en jeu, et moi, comme Führer et comme national-socialiste, je ne puis faire autrement.

Je ne puis faire autrement... Entendez : je suis l'homme du destin. Je ne puis me dérober à son appel. Ignore-t-on, du reste, ce qui a été dit cent fois : que le destin de mon peuple et de ma race, c'est moi-même qui l'incarne ? Je le connais, je le sens mieux que le peuple qui me suit parce que je suis sa vivante incarnation. Force obscure et aveugle, le destin de ma race devient en moi volonté, conscience, devoir moral. L'honneur, le caractère, le sens de la responsabilité, c'est de se laisser mouvoir par le destin et de le conduire jusqu'au bout du chemin où il nous entraîne. La vraie liberté des peuples est de réaliser leur destin. Qu'importe si individuellement les hommes s'y refuseraient ? Il faut les contraindre à cette liberté historique par laquelle ils réalisent leur vocation nationale. Celui qui les contraint ainsi est leur libérateur.

Nous pensions que la morale internationale consistait à maîtriser l'instinct de puissance propre à tous les peuples pour le courber sous la raison, à contraindre la force à respecter le droit. Nous pensions que la liberté des peuples n'était pas le déchaînement d'instincts orgueilleux ou d'un appétit de puissance, mais une forme de la liberté de la personne humaine et une manifestation de sa dignité. Nous pensions que l'essor spirituel de l'homme et la civilisation était le but dernier de la vie politique. L'Autriche, par sa seule existence, luttait pour cette conception morale, pour un « humanisme » politique, pour la liberté spirituelle, pour le seul ordre international dont les bases fussent naturellement chré-

tiennes. Il y a maintenant un pays de moins où l'esprit soit libre, où l'homme puisse être pleinement homme. Hélas! ce pays avait une position centrale en Europe et une valeur typique.

Il n'est point sûr, du reste, que cette défaite spirituelle ait été consommée d'abord sur le territoire de l'Autriche, et c'est ce qui ajoute à la gravité du fait. On a pris soin de nous dire, dès le premier jour, que « l'Italie a reconnu et accepté, dans son esprit et dans sa trajectoire irrésistible, le fait accompli », on nous a rappelé douloureusement que le drame a eu deux acteurs. Il a fallu la conjonction de deux États totalitaires pour assurer la défaite de la cause de la liberté. Celle-ci est, avec la morale, la grande vaincue du 12 mars. Tant il est vrai que tout se tient, et qu'on ne peut contraindre la liberté de la personne humaine à l'intérieur de ses frontières sans compromettre la liberté des peuples sur le plan international.

C'est pourtant l'Italie — celle de la Renaissance, mais aussi celle de Mussolini — qui avait fourni un aliment à un espoir, raillé par les sceptiques, aujourd'hui démenti par les faits, mais dont notre culture peut-être paiera chèrement l'échec. La mission de l'Autriche a toujours été d'assurer la liaison entre les éléments du monde latin, du monde germanique et du monde slave. C'est une mission politique, mais aussi et surtout une mission de civilisation. Toute la culture autrichienne est germanique et chrétienne : ses monuments, son art, sa pensée, ses institutions, sa douceur et son charme. Authentiquement germanique, elle a toujours fait partie de la romanité. Aujourd'hui encore, Salzbourg montre aux visiteurs ses bains romains aux magnifiques mosaïques,

et rattache au II^e siècle ses premiers souvenirs chrétiens. Elle fit un moment rempart à l'invasion des Hérules et à tout le flot germanique alors païen. A l'heure où le racisme durcit et paganise l'âme allemande, il semblait que la mission historique de l'Autriche prît une nouvelle actualité. Elle devait maintenir et développer, sur les bases d'un patriotisme proprement autrichien, une culture germanique et humaniste, germanique et chrétienne, sans laquelle il n'y a pas d'Europe. Le temps lui a manqué. L'assimilation commencée le 12 mars est si rapide, si brutale, si radicale, que les Autrichiens favorables à l'Anschluss doivent en être eux-mêmes stupéfaits et atterrés, ils doivent désespérer de leur propre culture. En tout cas, aujourd'hui l'espoir s'est évanoui de voir l'Autriche devenir, non pas un glacis antiallemand, comme on l'a prétendu en Allemagne, mais un trait d'union, la terre de rencontre des cultures diverses et un foyer de rayonnement. Désormais, le néopaganisme raciste vient battre directement la frontière italienne, et, au-delà du Brenner, le paganisme raciste trouve la connivence, secrète ou orgueilleusement affirmée, d'un autre paganisme, celui de la statolâtrie. L'Europe, cette vieille terre des différenciations, des nuances et des fusions harmonieuses, se simplifie, certes, grâce à l'étatisation de la culture et à la constitution d'États totalitaires; mais craignons que cette prétendue simplification ne soit le signe ou le précurseur d'un appauvrissement sinon d'une déchéance de l'esprit.

Le catholicisme, lui, que perd-il? Au moins ce que perd la morale internationale, ce que perd la liberté, ce que perd la culture européenne qui, sous ses déviations mêmes, restait à base de christianisme. — Il y perdra aussi, hélas! il y a tout lieu de le craindre, les institu-

tions dont il avait couvert la terre d'Autriche, la liberté de son action et l'accès des âmes que le dur racisme, la contrainte politique ou policière et la rancune vont fermer à sa parole de salut.

Mais ici, il faut prendre garde. On a écrit « qu'en Autriche comme en Allemagne le catholicisme s'est montré impuissant à opposer une barrière à l'expansion foudroyante de la religion nationale-socialiste ». Nous ne pensons pas que cette façon de poser le problème soit entièrement exacte. C'est comme parti politique, c'est comme mystique nationale et comme culture que le national-socialisme a gagné les Allemands et conquis l'Autriche. Le catholicisme, lui, est une adhésion de l'âme à une vérité révélée, au mystère du salut. Certes, il contient par là même le principe d'un humanisme, le germe des libertés sociales, la garantie du respect d'une morale internationale fondée sur le droit. Principe, germe et garantie..., ferment dans une masse, dit l'Évangile. Le catholicisme n'est pas une civilisation, encore qu'il inspire tout ce qui, dans une civilisation, est digne de l'homme. C'est l'homme qui crée une culture, qui établit un régime social et international conforme à la liberté. C'est par les hommes que sont balayées les institutions qui procédaient du ferment chrétien, et ce sont les hommes chargés de les défendre qui sont vaincus.

Si nous parlons ainsi, ce n'est pas seulement pour fixer les responsabilités; c'est aussi parce que ces vérités ouvrent les portes de l'avenir. La défaite spirituelle que nous venons d'éprouver est si grave qu'aux yeux de certains elle ne laisse rien à quoi nous puissions raccrocher une espérance. Rien, sauf le principe toujours vivant, toujours actif, qui fit émerger, au sein du paganisme romain, les premiers éléments d'une civilisation chrétienne. Détruites les institutions, il reste les âmes.

Il y a, de par le monde, une société des âmes fidèles à des principes de vie qui sont en chacune d'elles source de régénération et d'activité. Battu sur le terrain extérieur où l'on combat pour une civilisation, le chrétien fait retraite en l'intime de son âme non pour s'y enfermer en un abri inexpugnable, mais pour y puiser la force d'un nouvel élan. Quand celui-ci permettra-t-il de déboucher à nouveau ? sous quelle forme se manifestera la rechristianisation ? On n'en est certes pas encore à y penser ; mais il n'est pas sans importance de se redire que le ferment de la vie spirituelle, lui, demeure.

Il est, en tout cas, un devoir dont nous devons nous acquitter : c'est de rendre hommage à ceux qui ont été, pour les motifs les plus nobles et dans des circonstances souvent tragiques, les derniers hérauts du patriotisme autrichien et de la liberté spirituelle. Cet hommage, les catholiques d'un pays de liberté comme la France le rendent à plein cœur. Nous comprenons mieux la vraie grandeur de ces lutteurs courageux à mesure que nous connaissons davantage les mobiles qui les animaient et les conditions réelles de la bataille inégale. Beaucoup de Français, par exemple, ne se souviennent plus que l'*Anschluss* a été voulu et réalisé une première fois aussitôt après la guerre, et que c'est l'intervention alliée qui a ramené le pays dans les voies de l'indépendance. Plus tard, aux yeux clairvoyants d'un Seipel lui-même, l'*unité nationale germanique* apparaissait comme un fait indéniable et irréfragable. Seule lui semblait possible l'*indépendance étatique* de son pays. *Ein Volk, zwei Staaten* ; un seul peuple, deux États ; situation, disait-il, conforme à la tradition germanique, et que ne peuvent comprendre ni les démocraties unitaires de l'Occident ni l'étatisme prussien ou le racisme. Plus tard encore,

en 1931, le Protocole Curtius-Schober était une marche d'approche dont l'Anschluss constituait le terme.

C'est avec Dollfuss, c'est avec Schuschnigg, que le patriotisme autrichien prenait conscience plus aiguë de lui-même et cherchait à s'enraciner dans le corps d'une nation. — Pourquoi? par une réaction de leur sensibilité catholique et grâce à une clairvoyance politique aiguë par leur foi. Ils avaient compris que le catholicisme donnait à l'Autriche une culture nationale propre, une mission européenne et une raison d'être autonome. Ils avaient compris qu'en passant au racisme l'Allemagne hitlérienne accentuait la différenciation de la nation autrichienne et donnait à son existence un caractère de nécessité. Ils en ont éprouvé un redoublement d'amour pour leur patrie; et c'est dans leur foi religieuse qu'ils ont trouvé non seulement le courage de lutter contre leur propre entourage, mais de résister au Reich tout-puissant. L'effort politique et moral qu'ils ont fourni est énorme. Dollfuss y a laissé sa vie; les menaces de mort ont longtemps assailli Schuschnigg; et combien sont-ils qui se sont engagés à fond dans la lutte, quoiqu'ils fussent entourés de compatriotes prêts à jouer les Seys-Inquart, et qu'en cas de défaite ils n'aient plus rien à attendre que l'exil, la persécution, le camp de concentration, la ruine ou l'émigration involontaire à l'extérieur? Le 24 février dernier, le chancelier Schuschnigg, dans un admirable discours, fixait encore l'idéal pour lequel il jouait une dernière partie désespérée. Il rappelait le principe qui guidait l'Autriche dans sa lutte pour l'indépendance. Ce principe, disait-il, « qui fut la flamme sur laquelle veilla le chancelier Seipel, pour lequel Dollfuss versa son sang, c'est le principe fondamental de l'harmonie de notre culture, qui résulte d'une fusion parfaite d'éléments germaniques et d'éléments chrétiens,

et qui repose sur la croyance en l'immortalité de l'âme, sur la foi et sur l'amour de la liberté : c'est là toute l'Autriche allemande et toute sa volonté ». Seipel, Dollfuss, Schuschnigg, tant de leurs collaborateurs... leur foi a fait de ces hommes, souvent simples, des hommes grands. Plusieurs d'entre eux, dont le nom et le souvenir émeuvent en nous un amitié toujours fidèle, sont aujourd'hui dispersés ou incarcérés. Mais les Empires passent vite; celui des Hohenzollern a disparu, et les États, même totalitaires, ne sont pas immortels; qui sait si un jour Seipel, Dollfuss, Schuschnigg, à cause de leur patriotisme et de leur foi, au lieu d'être considérés comme les derniers chanceliers d'une Autriche vouée à disparaître, ne seront pas découverts et salués comme des précurseurs ?

J.-T. DELOS, O. P.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Conflit de tendances au sein du socialisme belge

Le conflit de tendances qui s'accroît dans le socialisme belge n'intéresse pas exclusivement la politique belge, il concerne le socialisme tout entier. Des personnalités comme celles de Émile Vandervelde et de Henri de Man, entre lesquelles se partage le parti ouvrier, font autorité bien au-delà des frontières de notre pays. M. Vandervelde occupe de hautes fonctions à la tête de la II^e Internationale, il représente la tendance la plus proche du marxisme primitif. H. de Man, encore qu'il ait davantage fréquenté les milieux de la social-démocratie allemande, s'éloigne, de plus en plus, de ce qu'il appelle le « marxisme vulgaire » ; ses écrits ont été très lus et très discutés. Le « planisme » qu'il a mis à la mode est, sinon adopté dans toutes ses données, tout au moins largement utilisé par les socialistes français, suisses, tchécoslovaques, hollandais, et même par des membres du parti travailliste anglais.

Un peu d'histoire

Le parti socialiste belge — de son nom officiel : « parti ouvrier belge » — est, incontestablement, très bien organisé, il est doté d'institutions sociales et économiques florissantes, de cadres sérieusement outillés, il dispose

d'une presse variée et influente, il est, au Parlement, le parti le plus nombreux; au gouvernement, il détient des ministères importants; enfin, ses syndicats, ses coopératives, ses mutualités, ses institutions de prévoyance, ses organisations de jeunesse, ses services éducatifs témoignent de son souci de ne négliger aucun intérêt et, en même temps, de bien encadrer la masse de ses adhérents. Les événements politiques ou économiques ont peu de prise sur une pareille organisation; il a fallu la grande crise économique pour ébranler une des institutions financières sur lesquelles s'appuyait le parti..., mais, au plus fort de la crise, les effectifs des centrales syndicales étaient à peine diminués.

Les conflits d'idées et de tendances n'intéressent et n'impressionnent qu'un petit nombre d'individus : les dirigeants des organisations, quelques militants, les parlementaires, les intellectuels du mouvement; avant de pénétrer dans le parti, il faut que les idées nouvelles soient acceptées et « digérées » par cette élite dirigeante, ce qui ne s'opère que très lentement.

Pourtant, le planisme a connu un succès extrêmement rapide que l'on peut expliquer par le vide des anciennes formules réformistes. Au réformisme « pantouflard et discoureur », bon, tout au plus, pour les péroraisons de meetings électoraux — ce sont les termes peu flatteurs dont s'est, un jour, servi H. de Man —, les militants socialistes souhaitaient substituer un socialisme à la fois plus radical et plus réalisateur. C'est ce que le planisme prétendait leur apporter. Ceux qui ne l'avaient pas compris y avaient, tout au moins, découvert une excellente base de propagande; c'est ainsi qu'à la Noël 1933, le parti adhérait, unanimement, au « *Plan du travail* ». Toute l'année 1934 fut consacrée à une propagande spectaculaire en faveur des solutions planistes; aux prises avec des difficultés économiques et monétaires de plus en plus inquiétantes, le gouvernement déflationniste de l'époque dut se retirer devant cette opposition remarquablement menée. En mars 1935, M. van Zeeland fai-

sait appel à la collaboration des socialistes et, en particulier, à celle de M. Henri de Man : l'heure du « Plan » allait-elle sonner ? Le programme de M. van Zeeland n'était ni le programme des catholiques, ni celui des libéraux, ni le plan du travail, c'était le programme étudié, élaboré, proposé par le chef du gouvernement. A y bien regarder, les socialistes pouvaient y découvrir quelques propositions contenues dans leur « plan », mais il s'agissait de solutions sur lesquelles l'immense majorité du pays paraissait d'accord.

Une si ardente campagne pour aboutir à quatre ou cinq portefeuilles ministériels : cela pouvait satisfaire les heureux détenteurs de ces portefeuilles, la masse fit la grimace, mais les dirigeants surent, habilement, calmer les impatiences.

L'évolution ne devait pas s'arrêter; c'est à la tête du parti qu'elle allait s'accroître.

Le 9 février 1937, un journal gouvernemental, mais indépendant des trois partis traditionnels, *l'Indépendance belge*, publiait des déclarations de M. Paul-Henri Spaak, l'ancien chef de l'extrême-gauche socialiste devenu ministre dans le gouvernement van Zeeland; ces déclarations firent sensation. On en a déjà parlé dans cette revue (1). En bref, M. Spaak reniait le matérialisme desséchant du marxisme, il considérait comme d'une urgente nécessité la revision de la notion de la lutte des classes, il déclarait que la réalisation du socialisme devait se faire, d'abord, dans le cadre des réalités nationales; puis, à la grande indignation des communistes, il qualifiait le régime soviétique de « fascisme prolétarien ». Le socialisme nouveau qu'il appelait de ses vœux devait se dégager du cadre trop étroit de la classe prolétarienne et chercher à rallier d'autres milieux sociaux. Une saine démocratie n'excluait ni l'autorité ni d'effectives responsabilités.

(1) Raymond de Becker, *La lutte pour une Belgique nouvelle*, dans *La Vie Intellectuelle*, 25 mai 1937, pp. 67 à 97.

Avec quelques nuances, mais plus de mordant à l'égard des réformistes, Henri de Man déclarait, peu après, approuver le *socialisme national* de M. Spaak, socialisme qu'il définissait en ces termes :

Un socialisme qui reconnaisse l'importance primordiale du fait national » — un socialisme qui essaie de réaliser tout ce qui est réalisable dans le cadre national, au lieu de se réfugier sur le terrain commode d'un internationalisme platonique et, enfin, un socialisme qui s'inspire, non point des intérêts d'une seule catégorie sociale, mais de l'intérêt commun de l'immense majorité des citoyens de chaque pays.

La réaction fut très vive dans les milieux socialistes; on convoqua le conseil général du parti et, après des interventions indignées de plusieurs dirigeants, on écouta les explications des « accusés »; MM. Spaak et de Man n'avaient, sans doute, par prévu l'ampleur des protestations que leurs déclarations allaient susciter, leurs explications furent embarrassées, ils « jetèrent du lest » et tout rentra dans le calme... provisoirement !

« *Les Cahiers politiques* »

Un nouvel incident vient de faire rebondir le débat : la publication d'une nouvelle revue, dirigée par M. Raymond De Becker et présentée par M. P. H. Spaak, *les Cahiers politiques* (1). Au premier numéro de cette revue mensuelle collaboraient des jeunes appartenant aux trois partis, catholiques, libéraux et socialistes. « Spectacle tout à fait nouveau », écrivait, dans sa présentation, M. Spaak, et qui « marque la transformation profonde en train de s'opérer dans la jeunesse intellectuelle de notre pays. Cherchons ce qui unit, est une formule dont

(1) *Les Cahiers politiques*, revue mensuelle, 2, avenue du 11-novembre, Bruxelles.

le rayonnement grandit. » Puis il reprenait, en les accentuant, les anciennes formules du socialisme national :

La démocratie est le meilleur, mais aussi le plus difficile de tous les systèmes politiques. Si nous voulons la conserver, nous devons l'améliorer.

N'opposons pas l'idée de démocratie à l'idée d'autorité.

La démocratie est un régime d'autorité basé sur la confiance et le contrôle. Chacun de ces trois éléments est également nécessaire au bon fonctionnement du régime.

Mais ce progrès matériel dans l'ordre politique n'est pas une fin en lui-même. Il n'est que la condition nécessaire au développement de l'homme, à sa réalisation, à l'épanouissement de sa personnalité. On parle beaucoup aujourd'hui de la dignité humaine et d'humanisme. C'est une salubre, une bienfaisante réaction contre le totalitarisme qui se manifeste dans d'autres pays. Nous ne voulons pas d'individus soumis à l'État, au chef, à la classe sociale ou aux partis.

Il me semble que c'est dans la direction qu'impliquent ces quelques idées générales que s'oriente aujourd'hui l'évolution d'une grande partie de la jeunesse intellectuelle, qu'elle se réclame des encycliques, de la déclaration des Droits de l'homme ou des penseurs socialistes de Marx à de Man. C'est autour de ces quelques pôles qu'elle cherche les mobiles de son action.

Accueillie avec une prudente sympathie par quelques journaux catholiques, cette publication souleva, en général, autant de mécontentement à droite qu'à gauche. Une revue catholique qui occupe une place considérable dans les milieux intellectuels et qui reste dans la ligne du catholicisme social, la *Cité chrétienne*, publia un article extrêmement sévère de son directeur, M. Marcel Grégoire : « confusionisme doctrinal », geste d'indiscipline à l'égard des autorités religieuses, c'est en ces termes qu'il jugeait cette initiative, nouveau « cheval de Troie » destiné à faciliter aux socialistes l'accès des classes non prolétariennes.

Sans doute, ajoutait-il, il est possible de collaborer à la réalisation d'objectifs précis, sur les contours desquels chacun est fixé et au sujet desquels ne règne aucune équivoque. Mais il ne l'est pas

de se réunir entre gens qui se séparent sur l'essentiel, pour promouvoir une doctrine qui ne pourra obtenir l'adhésion que par l'équivoque de ses formules — n'est-ce pas ajouter à la déjà si grande confusion ? — ou la conversion de ses adhérents — et qui convertira l'autre ? (1)

Du côté socialiste, devant les manifestations de colère, le bureau directeur fut, en quelque sorte, contraint de désavouer les collaborateurs socialistes des *Cahiers politiques*. Confusionisme doctrinal, avait écrit *la Cité chrétienne*, « galimatias politique », écrivait, de son côté, un organe socialiste. Comme on avait accusé les collaborateurs catholiques de ne pas observer les consignes claires et formelles de la hiérarchie, les collaborateurs socialistes se virent reprocher par leurs amis leur « bravade maladroite ».

Puis M. Vandervelde intervint avec toute l'autorité qui s'attache à sa personne et à sa fonction de président du parti, et c'est ici que la discussion prend, du point de vue qui nous occupe, tout son intérêt. Il le fit en des termes volontairement dédaigneux pour tous ceux qui rêvent de regroupements, d'ententes permanentes entre les partis, de débauchage.

M. Vandervelde admet l'utilité d'explications, d'éclaircissements et de discussions, et même la nécessité d'une adaptation du socialisme aux changements du milieu politique et social ; mais il y met une condition essentielle : que soient respectées les « permanences » de la pensée socialiste, sans lesquelles « le socialisme cesserait, tout simplement, d'être le socialisme ».

Les permanences du socialisme

Ces positions permanentes du socialisme, les voici telles que Vandervelde les définit :

1. *La primauté de l'économie.*

(1) *La Cité chrétienne*, n° du 20 janvier 1938, p. 168.

2. *L'inéluclabilité de la lutte des classes, aussi longtemps qu'il y a des classes, où les uns tirent des revenus sans travail de la plus-value produite par le travail des autres.*

3. *La nécessité, si l'on veut réaliser une paix sociale qui ne soit ni un leurre, ni un mensonge, de lutter pour la consécration du droit des travailleurs au produit de leur travail, par la socialisation, non pas de toute propriété, mais de la propriété capitaliste.*

4. *L'action internationale des travailleurs, groupés, d'ailleurs, au préalable, dans les cadres nationaux, pour réaliser le socialisme non pas dans un seul pays — ce qui est impossible —, mais par l'effort concerté et simultané de tous ceux qui souffrent de la domination capitaliste et de l'exploitation de l'homme par l'homme (1).*

Il prend soin de préciser : que sur ces divers points il puisse y avoir matière à revision, « je ne crois pas qu'il y ait un socialiste sur mille pour le prétendre ».

C'est en quoi il se trompe.

Car sur trois, au moins, de ces points fondamentaux la pensée des « socialistes nationaux » est sinon en contradiction avec celle de M. Vandervelde, tout au moins différente, autrement nuancée. Pour nous en convaincre reprenons chacun de ces points.

La primauté de l'économie est sinon rejetée, pour la moins atténuée par H. de Man, dont le grand souci est de restaurer les « mobiles éthiques » du socialisme : au centre de la doctrine socialiste, il veut mettre l'homme et non plus le mode de production; le socialisme, tel que le conçoit de Man, doit modifier la façon de vivre, les mœurs, le style de vie, l'homme en un mot. Ailleurs, il parle d'un « renouveau spirituel du socialisme ». Pour lui, les valeurs vitales sont supérieures aux valeurs matérielles, et parmi les valeurs vitales, les valeurs spirituelles sont les plus hautes. « Nous ne sommes pas des matérialistes », répétait-il dans un discours à Anvers « nous plaçons plus que quiconque, en pratique comme

(1) *Le Peuple*, Bruxelles, 16 janvier 1938.

en théorie, les valeurs morales et humaines au-dessus des valeurs matérielles ».

Et P. H. Spaak ne disait pas autre chose dans son interview à *l'Indépendance belge* :

Plus de bien-être et plus de justice ne sont à mes yeux que les conditions nécessaires qui doivent permettre de donner à chaque homme la possibilité de réaliser pleinement sa personnalité, c'est-à-dire épanouir au maximum ses facultés morales et spirituelles. Le marxisme a eu l'immense mérite d'attirer l'attention des sociologues et des historiens sur l'importance des facteurs économiques dans l'évolution des hommes et des sociétés. Son erreur, ou plus exactement celle de ses épigones, a été de les croire exclusifs.

Il est exact, cependant, que Henri de Man, pas plus que Spaak, n'aient échappé complètement au matérialisme qui demeure « la grande misère » du socialisme. Le spiritualisme qui les inspire est un spiritualisme laïque, il ne peut suffire à l'Église. H. de Man n'est pas parvenu à la vérité totale, il en est loin encore, c'est l'évidence même, mais que l'on ne méconnaisse point l'effort qu'il fait pour s'en rapprocher !

La lutte des classes : pour M. Spaak, en dehors de toute considération doctrinale, la lutte des classes est un fait, un fait qui a même été utile à la classe ouvrière, parce qu'elle lui a permis de s'organiser et de conquérir certains droits.

Mais, sans doute, ne suis-je plus un marxiste orthodoxe, lorsque je dis que le moment est venu pour le socialisme, s'il veut continuer à progresser en régime de démocratie et de légalité, d'aller au-delà du prolétariat proprement dit et de rallier à son programme d'autres milieux sociaux... Une revision doctrinale de la notion de la lutte des classes et de ce qu'elle impose dans la situation actuelle me semble d'une urgente nécessité.

Avant lui, H. de Man avait répété que le socialisme devait abandonner les préjugés ouvriéristes devenus désuets depuis que l'évolution du capitalisme a cessé de

s'accompagner d'un accroissement continu du nombre des prolétaires. Alors que Vandervelde parle de lutte inéluctable, Spaak et de Man affirment qu'il y a solidarité réelle entre les différentes classes sociales et préconisent une tactique nouvelle qui doit rassembler dans un front commun « les classes travailleuses prolétarisées et non prolétarisées », quelle que soit l'origine de leurs revenus. Nous entendons bien qu'il s'agit d'abattre le capitalisme financier et de réaliser, avec ces classes non prolétarisées, un socialisme plus ou moins authentique et c'est ce qui rassure, à demi, le président du parti socialiste ; mais les conceptions des socialistes nationaux s'éloignent fort de la notion « orthodoxe » de la lutte des classes.

La socialisation de la propriété capitaliste : s'il s'agit des monopoles, Spaak comme H. de Man admettent la nationalisation sous la forme d'organismes autonomes dont la direction serait composée à la fois des délégués des travailleurs, des consommateurs et des pouvoirs publics. « Le plan du travail » comprend un large secteur nationalisé ; au gouvernement, les ministres socialistes, c'est une des grandes inquiétudes actuelles, ne manquent aucune occasion d'étendre l'intervention de l'État : qu'il s'agisse des monopoles, du crédit, des assurances sociales, et même de la santé publique, l'action des ministres socialistes est très visiblement engagée dans le sens d'une emprise croissante de l'État.

Il est vrai que M. de Man veut bien, de temps à autre, affirmer son respect de l'épargne individuelle et son souci de respecter la propriété indépendante : « Pour nous, toute propriété qui repose sur le travail est sacrée et, loin de vouloir les exproprier, nous voulons protéger ces biens contre l'expropriation par les puissances monopolisatrices de l'hypercapitalisme. » Irait-il si loin que M. Vandervelde lorsque ce dernier envisage « la socialisation de la propriété capitaliste » ? Il faudrait définir ces derniers mots pour s'en assurer.

L'opposition entre Vandervelde et de Man est quas

inexistante sur ce troisième point. En revanche, elle est incontestable pour ce qui concerne *l'action internationale des travailleurs*.

M. Vandervelde n'hésiterait pas à sacrifier les intérêts nationaux aux exigences de son idéologie marxiste; au nom de l'Internationale ouvrière, il combat à Madrid et à Barcelone la politique de non-intervention que son parti doit approuver et soutenir à Bruxelles. Dans le conflit espagnol, il est résolument international, avant d'être belge, à tel point que M. van Zeeland a dû se séparer de lui, en 1936, parce qu'il se refusait à accepter la politique de stricte neutralité que le gouvernement jugeait devoir adopter. Tout au contraire, H. de Man préfère « un socialisme national vécu à un socialisme international parlé »; son plan du travail a voulu placer les tâches du socialisme dans le cadre des réalités nationales. Nous sommes, ose-t-il dire, un parti national,

non parce que nous mettons la nation au-dessus de l'humanité, mais parce qu'elle est le cadre naturel de notre action et l'expression concrète de notre communauté populaire.



Ce rapprochement de textes me semble suggestif. Le socialisme de M. Vandervelde est fort différent du socialisme de Spaak et de H. de Man. Comme je l'ai écrit ailleurs, dans la mesure où il reconnaît et accepte les démentis infligés par les faits aux concepts marxistes, dans la mesure où il abandonne et condamne le matérialisme, le rationalisme et l'hédonisme économique, dans la mesure où il reconnaît et respecte les valeurs morales, où il tend vers des valeurs spirituelles plus hautes, ce socialisme de H. de Man est profondément différent du marxisme; il apparaît comme un effort de renouvellement dans un sens nettement opposé aux fondements

philosophiques du marxisme, et par là il se rapproche de la doctrine chrétienne (1).

Mais il est loin encore d'être la pensée officielle du socialisme belge. L'opposition rencontrée par les initiatives de MM. Spaak et de Man nous laisse même très sceptiques à ce sujet. Il y a quelques années, H. de Man réunissait autour de lui quelques jeunes socialistes, étudiants, jeunes militants syndicaux, avocats ou écrivains, afin de les conquérir à ses conceptions ; l'exercice du pouvoir — et l'on sait combien les fonctions ministérielles sont absorbantes — lui a-t-il permis de poursuivre cet effort ? Ce qui importe, ce n'est pas le nombre des « socialistes nationaux », ce ne sont pas les effectifs qu'ils rassemblent — ils doivent être bien peu nombreux —, c'est leur rayonnement intellectuel dans le parti socialiste, la force attractive de leurs formules, le dynamisme de leur pensée. Ils n'ont pas de tribune à leur disposition, pas de journal ; ils ne songent d'ailleurs pas à constituer des groupes. Il leur suffit, pour eux qui occupent de hautes situations, de lancer des formules neuves, audacieuses, et d'attendre qu'elles fassent, lentement, leur petit bonhomme de chemin... Jusqu'où iront-elles ? Gardons-nous de tout pronostic !

MARCEL LALOIRE.

(1) *Orientations* (la Sarte-Huy), janvier 1938, p. 286.

Revive la France!

L'Autriche est morte le jour même où l'Espagne républicaine a plié. Que signifie cette rencontre? Ce que tout le monde sent, ce que tout le monde sait, mais ce que tout le monde n'ose pas dire : Mussolini touche le prix de l'Anschluss dans la Péninsule ibérique. Le plan concerté qui s'exécute sous nos yeux est celui que « *Mein kampf* » avait élaboré jusque dans ses détails : germaniser l'Europe danubienne avec la complicité de l'Italie, en détournant Rome de sa vocation continentale au bénéfice de sa vocation méditerranéenne.

Notre rôle n'est ici que de mesurer les forces en présence, leurs pertes et leurs gains immédiats. Chacun sait quel est le vainqueur des ides de mars. Il n'est pas inutile de déterminer au juste quel est le vaincu.

L'ITALIE

La réponse la plus commode consiste à s'apitoyer ironiquement sur le pauvre Mussolini, à le figurer, impuissant et rageur, en train de contempler le soldat germain montant la garde sur les frontières de l'Italie.

Il est trop facile de se rassurer comme nos pères se consolèrent, au lendemain de 1870 : en regardant une image d'Épinal.

L'Allemagne à Dantzig? Jamais la Pologne n'acceptera cet affront.

L'Allemagne sur le Brenner? Jamais l'Italie ne tolérera cette menace.

Voilà les formules sur lesquelles les augures ont réussi à s'endormir. Elles me rappellent le rapport que le ministre de Napoléon III à Munich lui adressait en 1869 : « La Bavière aimerait mieux voir la France à Berlin que le roi de Prusse empereur d'Allemagne. »

Hitler a répondu comme avait répondu Bismarck : « En allant de l'avant dans son sens. » Il a compris que, pour lever le double veto de la Pologne et de l'Italie, deux conditions étaient nécessaires et suffisantes :

D'abord, forger une force militaire assez puissante pour les effrayer ; ensuite, leur offrir des compensations assez alléchantes pour les tenter.

Si, demain, la Pologne, grâce à la complicité du Reich est maîtresse de la Lituanie, qui pourra dire que « la mise au pas » de la Ville Libre est un coup fatal pour la puissance et le prestige polonais ?

Si, demain, grâce au concours du Reich, les légions noires rentrent à Rome pour un nouveau triomphe, qui pourra dire que l'Italie fasciste est la grande victime de l'Anschluss ?

Sans doute, le discours prononcé le 16 mars par le Duce dissimule-t-il une gêne certaine et trahit-il la crainte que beaucoup d'Italiens, bâillonnés par le régime, n'aient ressenti le coup comme un affront. On peut même aller jusqu'à dire que la dictature fasciste, comme tous les pouvoirs sans contrôle, a fini par sacrifier les intérêts permanents du pays aux rêves et à la gloire fragiles d'un chef.

Mais il n'est pas moins vrai que, depuis ses entrevues avec le Führer en septembre 1937, le Duce était, non pas même résigné, mais décidé, à trahir la parole qu'il avait solennellement donnée à l'Autriche en 1934, pour mener à terme, en Espagne, la partie hasardeuse qu'il avait risquée en 1936.

Le 26 juin 1934, Mussolini écrivait à la veuve du chancelier Dollfuss : « L'indépendance de l'Autriche, pour laquelle votre mari est tombé, est un principe qui a été défendu par l'Italie et le sera encore plus énergiquement dans l'avenir. » Donc il a menti. Mais, le 11 mars 1938, le *Corriere della sera* pouvait imprimer ce bulletin de victoire : « Nous sommes fiers des légionnaires italiens qui combattent sur le front de Rudilla. Ils ont, hier, défoncé les lignes ennemies. »

Oui, le *Popolo d'Italia* écrivait il y a moins de quatre ans :

« L'indépendance de l'Autriche est une des conditions de la paix. L'Allemagne n'a aucun droit sur l'Autriche qui est un État libre et le restera. » Donc, le *Popolo d'Italia* a fait le fanfaron. Mais le même *Popolo d'Italia* ne se payait

plus de mots, lorsqu'il rapportait le 12 mars 1938 : « Notre aviation légionnaire, toujours prête et infatigable, est descendue jusqu'à 50 mètres du sol en mitraillant les autocars républicains. On prévoit que, vers minuit, les légions italiennes pourront atteindre Alcaniz. »

A deux minutes d'intervalle, le mercredi 16 mars, les journaux ont reçu les deux dépêches suivantes :

l'une, de l'agence britannique, annonçait que « la fin de la non-intervention pourrait être envisagée » si la preuve était apportée de la présence de troupes italiennes sur le sol espagnol;

l'autre, de l'agence Stefani, rapportait que le général italien Borgonzoli, après être arrivé jusqu'à Montalban à la tête d'une compagnie de troupes d'assaut, avait été blessé sur le front d'Aragon.

Qu'on me dise que, dans un demi-siècle, la politique mussolinienne s'avérera, sous les yeux de nos petits-fils, désastreuse pour l'Italie, je le conçois. Mais qu'on ne me dise pas que Mussolini, vivant et gouvernant, n'a point prévu, voulu, calculé sa prétendue défaite.

L'Italie fasciste, impériale et méditerranéenne, loin d'être en recul, progresse le long des voies qu'elle s'est tracées.

LA FRANCE

Si l'Italie de 1938 esquive ainsi le coup du 11 mars, pas un Français n'a le sentiment de l'avoir paré. La victoire allemande et la contrepartie que s'adjuge l'Italie nous touchent l'une et l'autre au plus vif. Après la séance tenue le 5 mars par le comité supérieur de la Défense nationale, deux idées essentielles se dégageaient des délibérations : d'une part, la frontière franco-espagnole devait être fortifiée et les communications interimpériales assurées d'urgence par des moyens nouveaux; d'autre part, l'alliance franco-tchécoslovaque pouvait, d'un jour à l'autre, entrer en jeu, lourde et compliquée par les effets immédiats de l'Anschluss.

Ce grave péril, la France ne l'a-t-elle pas vu venir ? L'histoire des dernières semaines lui rendra justice sur ce point. Le 17 février, au lendemain de l'entrevue de Berchtesgaden, le gouvernement français proposait à l'Angleterre une

démarche immédiate à Berlin, par laquelle les deux puissances auraient averti le Reich qu'elles n'accepteraient plus, en aucune circonstance, de se trouver placées devant un fait accompli. M. Eden promit à notre ambassadeur une réponse immédiate et favorable. Le lendemain, 18 février, M. Eden n'était plus à la tête du Foreign office. Sans se laisser décourager, le gouvernement français revint à la charge auprès de lord Halifax. Lorsqu'il vit que sa peine était perdue, il se rabattit sur une ligne de repli : vers le 8 mars, avertie de l'imminence du péril, la diplomatie française conjura l'Angleterre d'englober, sans perdre une seconde, la question d'Autriche dans ses conversations avec Rome. La réponse fut à peu près celle-ci : laissez-nous conclure d'abord une entente avec l'Italie; le reste viendra par surcroît.

Si donc l'on veut juger le gouvernement français avec justice, on doit reconnaître qu'il a buté dans l'alternative suivante :

ou bien voler tout seul au secours de l'Autriche;

ou bien rester fidèle à la loi d'airain de l'Entente cordiale.

On nous dira : mais il était trop tard; votre raisonnement n'absoudra point les gouvernements français de leurs fautes antérieures. Il est vrai. Mais, *mutatis mutandis*, qu'il s'agisse des traités de paix ou des origines, obscures et controversées, de la brouille franco-italienne de 1935, nous affirmons que la même alternative s'est posée à chaque étape, à chaque pas, presque chaque jour.

La France paye le prix de l'alliance anglaise.

L'ANGLETERRE

La Grande-Bretagne est-elle donc le grand coupable ? Nous n'avons point, du haut de cette tribune, à juger, mais à comprendre. Nous dirons seulement qu'elle est le grand vaincu.

C'est le 18 février que M. Chamberlain, en se séparant de son jeune ministre des Affaires étrangères, annonçait à la Chambre des communes son intention de faire crédit aux dispositions pacifiques des dictateurs. Tout s'est passé, depuis lors, comme si Berlin, suivi par Rome, n'avait vu dans ces paroles qu'un encouragement, nous allions dire un signal.

Certes, M. Chamberlain était animé par des intentions plus pures : il croyait, de bonne foi, que le Duce, effrayé par la propagation du germanisme en Europe danubienne, était prêt à saisir la main secourable qu'il se disposait à lui tendre; il espérait, en toute sincérité sauver l'Autriche en adressant à Rome un questionnaire sur les actions du canal de Suez ou les fortifications de Pantelaria; il pensait, dans sa candeur naïve, régler tout l'essentiel en ne parlant que du détail. Le même homme ne croit-il pas aujourd'hui que la victoire franquiste ne fera courir aucun péril à la sécurité de la Grande-Bretagne et de la France, parce que le général Franco aura bientôt besoin d'argent et que seule la City pourra lui octroyer de larges crédits ? M. Chamberlain n'a commis qu'une erreur : il croit encore vivre au dix-neuvième siècle.

Hélas ! le Danube n'est plus bleu et l'on ne valse plus, à Vienne !



J'entends bien que la conduite anglaise n'est point sans justification, ni même sans logique. Obéit-elle à une obsession silencieuse de la neutralité, de la paix presque à tout prix ? Le spectacle d'une France divisée contre elle-même n'encourage-t-il, ne développe-t-il pas cette tendance jusqu'à l'excès ? « *Ultra vires* » : n'est-ce pas en somme la réponse de Londres à tous nos appels, sa riposte à toutes nos menaces ?

Soyons francs, même si la franchise est amère : peut-être n'avons-nous plus le choix qu'entre la guerre prochaine et la neutralité farouche, dont notre force imposera le respect. Pour l'une comme pour l'autre, l'union nationale est nécessaire. Et pour échapper au dilemme, si, comme je le pense, il en est temps malgré tout, l'union nationale est plus nécessaire encore. Mais on ne fait l'union que si l'on pense d'abord à la nation. Or quel est le Français, de droite ou de gauche, dont le premier réflexe, au lendemain du drame autrichien, n'a pas été de se tourner, l'écume à la bouche, vers le parti adverse en hurlant : « C'est votre faute » ?

Lorsque le chancelier Schuschnigg se vit abandonné de

tous, c'est au peuple autrichien qu'il fit appel. Certes, il savait que la voix populaire n'aurait pas le temps de lui répondre. Mais ainsi du moins il était sûr que la liberté de l'Autriche ne céderait qu'à la force, il sauvait du moins l'espoir ou la raison morale d'une résurrection.

Nous, dont la tragédie n'est point aussi pathétique encore, inspirons-nous de ce martyr, de ce témoin.

Et que, d'abord en nous, revive la France !

1^{er} mars.

MAURICE JACQUES.

Remarques sur la situation financière

Depuis plus de cinq ans qu'à la veille des élections de 1932 M. Herriot lançait le fameux slogan : « Déflation budgétaire ou inflation monétaire », la situation de nos finances publiques n'a cessé d'empirer. Elle s'est aggravée singulièrement au cours des deux dernières années, et beaucoup la tiendraient aujourd'hui pour désespérée si le vieux dicton ne remontait pas à la mémoire : « Plaie d'argent n'est pas mortelle ! » Essayons d'examiner sommairement les causes d'abord des difficultés où nous nous enlisons, puis les remèdes qu'elles pourraient comporter.

*
* *

Les causes du délabrement de nos finances sont assez aisées à énoncer : des recettes normales constamment

insuffisantes, des dépenses publiques sans cesse croissantes.

Les recettes sont insuffisantes tout d'abord parce que notre système fiscal comporte, à côté de tarifs souvent excessifs, des possibilités multiples de fraude auxquelles personne n'a jamais osé porter atteinte. Les recettes sont insuffisantes surtout parce que la crise économique que nous subissons depuis bientôt sept ans a ralenti l'activité des entreprises privées, tari les bénéfices des industries et les revenus des particuliers : « Là où il n'y a rien, le diable — et le fisc — perdent leurs droits. »

La première réaction des gouvernements et de l'opinion devant cette baisse des recettes de l'État a été d'y faire face en comprimant les dépenses. C'est la réaction la plus naturelle, la plus facile à éprouver, la plus difficile à mettre en œuvre. — Que cette tentative fût difficile, trop difficile dans le « climat » qui était celui de la France, on s'en est bien aperçu entre 1932 et 1935 ! En quoi consistaient les obstacles ? Ils étaient de trois ordres différents. En premier lieu, pour réaliser des économies réelles et durables, il eût fallu non pas « rogner » sur les dépenses de chacun des services publics, mais distinguer entre ces services ceux qui étaient utiles et ceux qui n'étaient pas utiles ; il eût fallu supprimer les uns et ne pas toucher aux autres ; c'étaient là de véritables réformes de structure qu'on n'eut ni le temps ni le courage d'aborder. Se contenter de réduire indistinctement tous les crédits budgétaires entravait la bonne marche des organismes les plus indispensables et laissait subsister presque intacts les organismes parasitaires : à la première occasion, les uns et les autres récupéraient les crédits supprimés et on revenait au point de départ.

En second lieu, dès lors qu'on imposait des sacrifices — parfois énormes — à certaines catégories de la population, il fallait ménager une certaine égalité dans ces sacrifices. Il ne fallait pas qu'on eût le sentiment que

certaines profitaient des charges mêmes qui étaient imposées aux autres. Or, la politique d'économies, inspirée par les grands trusts industriels et la Banque de France, rejeta en fait le fardeau sur la classe moyenne et la classe ouvrière. D'où des mécontentements et des rancœurs qui devaient aboutir à l'explosion de juin 1936.

En troisième lieu, enfin, il était fatal que la politique de déflation ne conduisit pas aux résultats escomptés, du moment où on ouvrait *en même temps* les vannes à d'énormes dépenses supplémentaires dans le domaine des armements. Or, à partir de 1934 et en conséquence de la politique extérieure adoptée à tort ou à raison par MM. Doumergue et Barthou, la défense nationale a absorbé chaque année de nouveaux milliards sur un rythme qui est allé sans cesse en s'accélégrant.

On eût pu sans doute, par une manœuvre hardie, développer l'activité économique et trouver des ressources nouvelles si, en même temps qu'une politique de déflation sévère, on eût procédé à une dévaluation monétaire en temps utile. Mais on sait, du reste, que cette opération ne fut réalisée qu'en septembre 1936, sous la pression des circonstances et alors que le coup de fouet qu'elle devait donner était insuffisant pour relancer une économie qui, anémiée par quatre ans de déflation, venait de recevoir la brutale surcharge de lois sociales trop vite appliquées dans un climat politique défavorable.

Ainsi, pour avoir appliqué mal à propos et dans des conditions défavorables les différentes mesures qui eussent pu et dû ranimer l'activité économique du pays et améliorer la situation financière de l'État, nous voici parvenus, ayant pratiquement vécu pendant quatre ans sur l'emprunt et sur l'inflation à la fois, à un point singulièrement grave, en ces jours de février-mars 1938. Si grave que, pour la première fois, on voit successivement plusieurs ministères se retirer sans vote des Chambres, devant les difficultés d'une situation que d'aucuns proclament insoluble. Et pourtant...

*
* *

Et pourtant les données du problème restent à peu près les mêmes, après tant d'atouts gaspillés.

Deux faits, unanimement reconnus désormais, dominent la situation.

Dans l'ordre politique : nul ne met plus en doute que le rétablissement des finances du pays et la protection de l'encaisse de la Banque de France soient un des éléments essentiels de la défense nationale — un élément plus important peut-être que le réarmement lui-même.

Dans l'ordre social : l'opinion se résigne à admettre que les erreurs et les gaspillages de naguère doivent maintenant se traduire par des sacrifices; mais l'opinion se résigne aussi à admettre que ces sacrifices doivent être consentis par toutes les catégories de la population indistinctement.

Ceci posé, on reconnaît généralement que si certaines dépenses nouvelles doivent être ajournées à des temps meilleurs, il est illusoire d'espérer redresser la situation par des économies massives, même si ces économies devaient prendre la forme d'une répudiation partielle de la dette de l'État et d'une nouvelle amputation du coupon de rente ou des pensions.

On reconnaît également que, devant les dépenses toujours plus grandes qu'implique la défense nationale, on ne saurait parler sérieusement de l'équilibre budgétaire.

On est donc inéluctablement amené à envisager une double série de mesures : *se procurer immédiatement par l'emprunt les milliards nouveaux nécessaires au réarmement; amorcer une reprise de l'activité économique et une augmentation de la production afin de regonfler par là même le volume des recettes fiscales et des disponibilités des particuliers.*

L'emprunt et la restauration économique impliquent l'une et l'autre des sacrifices pour les ouvriers, les patrons, les épargnants et les rentiers. Ces sacrifices se-

ront-ils CONSENTIS LIBREMENT OU IMPOSÉS PAR LA CONTRAINTE? Là gît toute la question. Nous sommes vraiment, cette fois, à la croisée des chemins.

L'emprunt implique un rapatriement au moins partiel des capitaux émigrés à l'étranger et l'investissement en valeurs d'État de l'épargne nouvelle. C'est pour favoriser « par la manière douce » ce rapatriement et cet investissement que le dernier ministère a créé cette Caisse autonome de la Défense nationale, qui doit garantir aux dépenses militaires. — Si cette tentative amiable échouait, on envisagerait probablement « par la manière forte » l'emprunt forcé auprès des compagnies d'assurances et les caisses de retraites, le prélèvement sur les devises étrangères possédées par des Français et l'organisation du contrôle des changes et d'une centrale des devises.

La reprise économique implique — dans certains domaines tout au moins — « l'assouplissement » de la loi de 40 heures sans augmentation corrélative des salaires et l'apport de capitaux frais dans les entreprises privées. Ici encore, le marché financier devant faire face à la fois à des appels massifs de l'État et à des besoins pressants des industries, il est indispensable qu'une masse des capitaux actuellement émigrés à Londres, Amsterdam ou New-York reflue sur le marché français. Ce reflux suppose le rétablissement de la « confiance ». Mais cette « confiance » sera-t-elle accordée par les capitalistes et les épargnants sous les seules garanties légitimes qu'ils puissent exiger? Ou bien ne sera-t-elle vendue qu'en contrepartie du maintien des privilèges (avantages aux banques et aux trusts; impunité de la fraude fiscale)? Si le patriotisme des possédants se rencontre avec un gouvernement décidé à octroyer des garanties contre la spoliation tout en luttant sans merci contre les privilèges, il est encore permis d'espérer.



Jamais, en tout cas, les questions politiques, économiques et financières ne sont apparues aussi étroitement liées. Jamais les « techniques » n'ont eu moins qu'aujourd'hui le droit de prétendre s'isoler dans leurs domaines respectifs.

Plusieurs lignes de conduite sont possibles, tant sur le plan extérieur qu'en matière de finances ou d'économie. Mais le choix dans un domaine implique inéluctablement des conséquences impérieuses dans les autres.

Nous pouvons, à l'extérieur, prétendre jouer notre rôle en Europe, ou admettre, au contraire, un repliement en-deçà de nos frontières. Mais ce choix une fois décidé, toute notre politique financière est alors *déterminée*.

Nous pouvons, en matière financière, opter entre les solutions de persuasion ou les solutions de contrainte. Mais l'option levée, il s'ensuit dans les autres domaines un enchaînement fatal. On disait autrefois : « Faites-moi de bonne politique, je vous ferai de bonnes finances. » Il faut aujourd'hui constater que, sous peine de désastre, un pays *doit faire la politique de ses finances ou les finances de sa politique*.

PIERRE CARDIÈGES.

Justice rouge

Lorsque ces lignes paraîtront, le troisième procès de Moscou aura atteint son terme sanglant, qui semble écrit d'avance comme le dénouement d'une tragédie; la révolution d'octobre aura achevé de dévorer les siens; couverts d'opprobres par une presse furieusement acharnée à leur perte, convaincus de complots, de trahisons, d'espionnages et de crimes de droit commun, les derniers compagnons de Lénine auront disparu de l'histoire.

Cette justice rouge juge le marxisme dont elle procède, voici les fruits de l'arbre, et ils sont pourris et sanglants. Si l'accusation dit vrai, que vaut cette doctrine incapable de retenir dans la fidélité ceux qui furent ses meilleurs serviteurs? Si l'accusation invente des crimes imaginaires, quel est ce régime capable d'user de moyens aussi infâmes pour briser une opposition, dont il avoue ainsi la pression redoutable? Quelle est cette justice qui ne se contente pas de tuer, mais qui tue en mentant? Énigmes de ce procès, mais toutes les hypothèses sont également accablantes pour Moscou.

Le mystère n'est peut-être pas aussi impénétrable qu'il paraîtrait. La nuit de ce troisième procès est moins opaque que celle des précédents et se trouve parfois traversée d'étranges lueurs; l'autre jour, du banc des vingt et un, monta ce propos étonnant : « J'ai pensé que mon devoir était d'aider par des aveux à la lutte contre le fascisme. » Comment ne pas entrevoir ici quelque sombre complicité entre l'accusation et les accusés? Connivence qui est le scandale le plus affreux d'un procès scandaleux.

Nous ne sommes plus ici en face de ces ordinaires tyrans de l'Antiquité ou de la Renaissance qui se débarrassaient par la violence de leurs adversaires, d'un de ces despotes que le pouvoir absolu rend fous et qui déshonore avant d'assassiner. Il s'agit ici d'une horreur nouvelle : des hommes furent autrefois utiles et précieux à la révolution; aujourd'hui, le parti les juge dangereux; ils doivent disparaître.

re, et pour ne pas rompre l'unanimité nationale nécessaire à un pays menacé, le parti qui les supprime exige d'eux qu'ils consentent à leur perte; il leur demande des aveux révolutionnaires et patriotiques qui dresseront contre eux, hurlant à leur mort, un peuple entier. Car, pour reprendre le mot du romancier de Faux-Passeports, qui éclaire le drame : on peut donner à son parti plus que sa vie.



Devant cet entassement d'infamies, la conscience chrétienne a le devoir de parler haut et clair; car partout où la justice est insultée, c'est le Christ qui est insulté.

Devoir de révolte. Devoir de réveiller l'indifférence, et la plus coupable est celle qui prend le masque d'une curiosité flettante. « La Russie est lointaine, dit-on; aux marches de l'Asie. Comment se reconnaître dans les labyrinthes sans-lants de ce sérail? ces accusés qui se chargent eux-mêmes contre toute vraisemblance? ces demi-aveux plus incompréhensibles encore? Mystère peut-être de l'âme slave, avide de connaître toutes les humiliations de la défaite quand elle est vaincue. Psychologie impénétrable. Quant à nous, nous sommes à l'abri de ces excès de despotisme et de servilité. »

Erreur tragique. Elle est à nos portes, cette nouvelle justice, aveugle à la dignité de la personne humaine, et fabricante de vérités utiles; déjà elle touche durement nos raisons de vivre, elle menace toutes nos chances de civilisation chrétienne. Le communisme y montre son vrai visage. Elle est meurtrière pour toutes nos espérances, cette mystique qui permet qu'on anéantisse un homme non seulement dans sa vie, mais dans son honneur, qu'on l'oblige à consentir à son avilissement lorsque l'intérêt du parti l'exige. Le sacrifice d'Iphigénie était moins barbare. Nous avons inventé depuis des raffinements dans le mal, des subtilités dans le malheur.

En France, il n'y a pas si longtemps, il s'est trouvé des esprits pour ne pas supporter que, dans l'intérêt de la nation et pour sauver le prestige de l'armée et l'autorité de la rose jugée, un officier innocent continuât à subir la peine d'un crime qu'il n'avait pas commis. Il ne fallait pas, disait le plus chrétien de ces dreyfusards, que la France fût constituée en état de péché mortel. Sentiment de la valeur de la

personne humaine qui ne peut pas être traitée en instrument, en chose. Héritage de la tradition chrétienne. Plus qu'on ne pouvait tolérer en ce temps-là de « faux patriotisme », on ne peut tolérer maintenant d'aveux patriotiques. La vérité et l'honneur sont d'un seul tenant. Ni les intérêts de l'armée hier, ni ceux du pacte franco-soviétique aujourd'hui ne peuvent justifier un silence qui serait une complicité. Et que font les fils de nos dreyfusards ? ils s'intéressent des cas de conscience comme les antidreyfusards d'jadis. Les droits de l'homme ne sont plus à la « ligue des droits de l'homme » : ils ont retrouvé chez nous, chrétiens, leur intransigeance et leur pureté.



Un chrétien méditant devant ce drame de l'histoire ne refusera pas aux victimes sa pitié angoissée ; mais il tremblera pour les valeurs auxquelles il tient de toute son âme. Voici apparaître une barbarie héroïque, capable de donner à l'âme une exaltation de mort et qui est l'ennemie la plus dangereuse du christianisme. En elle se rejoignent l'honneur et la grandeur : le parti communiste devient une sorte d'Église infernale, capable de demander à ses membres exactement tout, même de s'anéantir spirituellement. C'est qu'il y a dans l'homme une telle soif de don de soi et de sacrifice qu'il s'immolera à toutes les idoles, qu'il engagera plus que sa vie pour ne pas rester dans l'insignifiance de son égoïsme, dans l'inutilité de sa solitude.

Un chrétien se souviendra ici de l'infini respect de son Dieu pour la personnalité humaine ; le salut éternel d'une seule âme lui est plus précieux que le salut temporel d'un peuple. Devant la sauvagerie des mystiques neuves qui s'élèvent sur le monde, la parole divine : « Mon joug est doux et mon fardeau léger » semble prendre un sens renouvelé. L'homme en se séparant de Dieu a cru choisir pour la facilité et le confort, et il s'est livré à des maîtres plus durs que le Père de famille. La preuve est faite que là où manque le climat chrétien, l'héroïsme devient barbarie. Ce sont les idoles qui sont cruelles, et c'est le vrai Dieu qui est doux et charité.

ÉTIENNE BORNE.

MARXISME

LA THÉORIE

H.-D. GARDEIL. *Le matérialisme dialectique.*

Avec la théorie de l'aliénation et la nouvelle conception de l'homme, qui chacune ont été exposées en de précédentes sections, l'une des thèses essentielles de la philosophie de Marx est celle du matérialisme dialectique. L'exposé s'achève par une critique de l'erreur fondamentale : la méconnaissance absolue des valeurs spirituelles.

L'HISTOIRE

D. VILLEY. *Quelques aspects de la vie de Marx après 1845 (suite).*

P. Barbier et D. Villey, dans un premier article, nous avaient fait connaître la vie de Marx en ses débuts. De la philosophie hégélienne à l'économie politique, telle est, schématiquement, la courbe générale de l'évolution de Marx jusqu'en 1845. Cette évolution, on tente ici d'en expliquer la marche par des rattachements précis au milieu historique, psychologique et idéologique qui fut celui de Marx.

LA PRATIQUE

O. LE TRÉPORT. *Le mouvement d'éducation communiste.*

Avec l'action syndicale, c'est l'action sur la jeunesse qui manifeste surtout la vitalité du marxisme.

Livres.

Le Matérialisme dialectique

Avant d'exposer la thèse du matérialisme dialectique, il serait sans doute utile d'indiquer les conditions historiques dans lesquelles elle fut conçue. Mais, puisque MM. Pierre Barbier et Daniel Villey ont assumé ici la tâche de résumer la vie de Marx et d'en exposer les circonstances, nous nous contenterons de rappeler brièvement la dépendance de la position marxiste vis-à-vis de la philosophie d'Hegel, et de sa critique par Feuerbach.

Lorsque Karl Marx arriva à Berlin en 1836 pour continuer ses études de droit, commencées à Bonn, la voix de Hegel, le maître que le gouvernement prussien soucieux du prestige de sa jeune université, avait appelé à Berlin pour occuper la chaire laissée vide par Fichte, s'était éteinte depuis quelques années déjà. Mais son puissant dynamisme spirituel ne s'était pas dépensé en vain, et toute une chapelle de disciples, sinon très nombreuse, du moins d'une grande ferveur, lui avait survécu et prolongeait son action. A la tendance première à chercher dans la *Philosophie du droit* la justification philosophique du despotisme éclairé qui était resté l'idéal politique de la Prusse, succédaient progressivement, parmi les rangs des jeunes, des aspirations plus subversives. Hegel, dans ses hardiesses métaphysiques, débordait tous les cadres, et chacun pouvait lui demander les leçons

qu'il désirait entendre. C'est ainsi que la jeunesse intellectuelle de Berlin, qui, comme celle de tous les temps, sympathisait peu avec les institutions conservatrices, vit surtout dans l'inventeur de la dialectique un maître d'émancipation spirituelle. La politique étant par ailleurs, à cette époque, en Prusse, un domaine où l'on ne pouvait s'engager sans péril, les jeunes hégéliens s'en prirent tout d'abord à l'orthodoxie religieuse.

L'initiateur du renversement des positions philosophiques hégéliennes fut un des meilleurs esprits du groupe, Ludwig Feuerbach. Dans un livre qui eut du retentissement, *L'essence du Christianisme*, Feuerbach s'était attaqué à l'une des thèses capitales du maître, son idéalisme. Il soutenait, à l'encontre, que la nature existe indépendamment de toute philosophie, qu'elle est la base où nous autres hommes, nous-mêmes produits de la nature, avons grandi et qu'en outre, en dehors de la nature et des hommes, il n'y a rien, les êtres supérieurs créés par notre imagination religieuse n'étant que le reflet fantastique de notre être propre (1). C'était en même temps nier le spirituel transcendant et rétablir l'antériorité de la réalité objective sur la pensée. Marx n'oubliera jamais cette forte leçon de réalisme matérialiste.

L'auteur de *L'essence du Christianisme* se montrait cependant incapable d'exploiter lui-même son heureuse révolution. Il reste, selon l'expression de Engels, « à mi-chemin, par en bas matérialiste, par en haut idéaliste (2) ». Le sentiment religieux retrouvait place dans son système sous forme d'un humanitarisme vulgaire, et surtout l'on y restait toujours au point de vue de l'homme

(1) Ludwig Feuerbach, dans *Études Philosophiques*, Bibliothèque marxiste, n° 19; Paris, E.S.I., 1935, p. 20.

(2) Ludwig Feuerbach, p. 40.

abstrait. Or il fallait aller jusqu'à l'action pratique ; Marx en ressentait toujours plus impérieusement la nécessité. Pour atteindre cette fin, tout en s'établissant dans l'hypothèse du matérialisme feuerbachien qui était une conquête définitive, on reviendrait au Maître et on lui reprendrait sa flamme intérieure : cet « aspect révolutionnaire » qu'il avait su donner à sa pensée en lui imposant le rythme d'un développement dialectique : le marxisme sera lui aussi une philosophie dialectique. Seulement, tandis que la dialectique de l'idéalisme s'élaborait dans la conscience, celle du matérialisme se déroulera au sein même de la nature dont elle ne fera que raconter le progrès historique nécessaire. Ce faisant, « la dialectique de Hegel fut mise la tête en haut, ou, plus exactement, de la tête sur laquelle elle se tenait, on la remit de nouveau sur ses pieds (1) ». L'on se retrouvait ainsi en pleine réalité humaine, ayant l'intention bien arrêtée de la transformer, et dans la philosophie dialectique, que l'on avait eu soin de débarrasser de toutes ses « chamarrures idéalistes », on tenait l'instrument souple et précis qui autorisait tous les espoirs.



Le matérialisme, chez Marx, se définit d'abord par opposition à l'idéalisme ; en ce sens, matérialisme veut dire *réalisme*. Le marxisme est, épistémologiquement parlant, un réalisme, les théoriciens successifs du mouvement ne se feront pas faute de le répéter et de diriger acerbement leur critique contre ceux des leurs, néokantiens ou autres, qui retourneraient aux positions philo-

(1) Ludwig Feuerbach, p. 48.

sophiques abandonnées. Remarquons toutefois que ce n'est pas à cause de difficultés de l'ordre de la critique de la connaissance, mais pour des motifs purement pratiques, que Marx a délaissé l'idéalisme. Les idéalistes se perdent dans les nuages de leurs théories ; l'action ne peut avoir d'autre base qu'une philosophie de la réalité : « La rupture avec la philosophie de Hegel se produisit également par le retour au point de vue matérialiste. Cela signifie qu'on se décide à concevoir le monde réel — nature et histoire — tel qu'il se présente lui-même à quiconque va à lui sans aucune billesée idéaliste ; on se décide à sacrifier impitoyablement toute lubie idéaliste impossible à concilier avec les faits considérés dans leurs rapports et non dans des rapports fantastiques. Et le matérialisme ne signifie vraiment rien de plus (1). »

Ce matérialisme nouveau est soigneusement distingué par son auteur du matérialisme vulgaire, qui commençait à se développer en Allemagne à cette époque, et de celui des philosophes français et anglais du XVIII^e siècle. Ces derniers n'ont à vrai dire pas été, pour Marx, sans mérites : si la tendance mécaniste du matérialisme français n'a guère dépassé les limites des sciences de la nature, l'autre tendance, celle qui en appelait aux Helvétius ou aux d'Holbach, portait plus loin et préparait directement les voies du socialisme et du communisme. Mais les encyclopédistes étaient nés trop tôt pour avoir déjà le véritable sens du matérialisme. Les grandes découvertes des sciences naturelles, celle en particulier de cette idée de l'évolution qui devait féconder toute la pensée du XIX^e siècle, n'étaient encore qu'en germe. Bénéficiant des progrès de la science, Marx pourra préciser que le matérialisme doit être conçu comme un pro-

(1) Ludwig Feuerbach, p. 47.

cessus d'évolution qui, selon la formule de Hegel, se développera sur un rythme d'oppositions et aboutira ainsi au *matérialisme dialectique*. Cette formule de matérialisme dialectique, qui revient comme un *leitmotiv* dans les écrits marxistes, veut dire que le progrès évolutif s'effectue sur le ressort d'oppositions sociales, thèse et antithèse, par une lutte des classes opposées aboutissant à des ruptures brusques de l'état précédent d'équilibre ou à des révolutions sociales ; l'humanité avance par « bonds » : « A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elle s'était mue jusqu'alors. Alors s'ouvre une période de révolution sociale. »

Une conséquence importante de cette interprétation dialectique du matérialisme est qu'une telle philosophie demeure, en dépit des termes, fort intellectualiste et comme toute pénétrée de raison. On pourrait imaginer, et il y en a eu, des matérialismes empiristes dans lesquels l'intelligence s'efface devant la sensation et le raisonnement cède la place aux fantaisies de l'expérience. Rien de semblable dans le marxisme. La nécessité n'a été arrachée, dans ce système, au monde des idées que pour être replacée en maîtresse dans celui de la matière qui se trouvera obéir à des lois si impérieuses que toute liberté ou contingence, au sens d'indétermination vraie, se verra pratiquement éliminée. De là provient cet esprit raisonneur et cette mentalité de froid rationalisme qui ne peut manquer de frapper tout lecteur de littérature marxiste : le marxisme reste, à ce point de vue, dans la filiation de l'*Aufklärung*.

L'évolution effective de l'humanité ne sera cependant

plus, dans cette philosophie, à construire à priori, comme dans l'hégélianisme. Il n'est qu'à la découvrir dans l'histoire où elle s'est inscrite en se déroulant; nous retrouvons ici le sens positif et réaliste du disciple de Feuerbach. De fait, la partie la plus considérable de l'œuvre écrite de Marx, et notamment *le Capital*, sera consacrée à montrer par l'histoire du passé que la société s'oriente nécessairement, pour l'avenir, dans le sens du communisme. Voici en raccourci les lignes générales de cette preuve.

L'analyse économique du monde nous montrerait que les progrès de la production ont provoqué dans la société la formation de classes et que, les intérêts propres à chaque classe étant naturellement opposés à ceux des autres classes, on a toujours abouti à un état de lutte, les privilégiés s'efforçant de garder leur situation, les autres tâchant, au contraire, d'améliorer leur sort et finalement de supplanter les premiers. « L'histoire de toute société jusqu'à notre époque n'a été que l'histoire de luttes de classes. Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maîtres de jurande et compagnons, en un mot oppresseurs et opprimés en opposition constante ont mené une guerre ininterrompue (1). »

L'histoire de la lutte des classes dans les derniers siècles peut se résumer de la façon suivante. Le moyen âge se définit pour Marx par le féodalisme : c'est une société essentiellement hiérarchique où les classes privilégiées doivent leurs titres à la naissance ou à des caractères de nature spirituelle. Mais l'ancien système féodal de production avec toutes ses entraves corporatives et

(1) *Manifeste du Parti communiste*, Éd. du B. E., Paris, 1936,

autres ne pouvant plus correspondre aux transformations et au développement de l'économie moderne, il se forma dans les villes une nouvelle classe, la bourgeoisie. Cette classe devait jouer dans l'histoire un « rôle essentiellement révolutionnaire ». Toute l'histoire politique et sociale de l'Occident, depuis le bas moyen âge, n'est que le récit de ses démêlés avec l'ancienne classe privilégiée, la noblesse. Cette lutte, en Angleterre et en France tout au moins, s'est achevée par le triomphe des nouveaux venus, triomphe économiquement bienfaisant, mais qui ne pouvait s'effectuer que sur les ruines de l'état social précédent, et en particulier de son idéologie : « Partout où elle a conquis le pouvoir elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens bariolés qui unissaient l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autres liens entre l'homme et l'homme que le froid intérêt, le dur *paiement au comptant*; elle a noyé l'extase religieuse, l'enthousiasme chevaleresque, la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste (1). »

Tout en détruisant les anciennes institutions sociales, la bourgeoisie établissait son régime propre, le *capitalisme* : « La condition essentielle d'existence et de suprématie pour la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital (2). » Mais, en même temps, le capitalisme engendrait l'élément qui devra un jour le conduire à sa ruine : le prolétariat qui monte. Confondu avec la bourgeoisie tant qu'il s'agissait de combattre les privilèges nobiliaires, le prolétariat a fini par prendre

(1) *Manifeste*, p. 13.

(2) *Manifeste*, p. 22.

conscience de lui-même et à comprendre que ses intérêts étaient opposés à ceux de ses nouveaux maîtres.

Or, et ceci est le point cardinal de la thèse de Marx, il est dans la nature du capitalisme de tendre à se développer, et il ne peut le faire qu'en prélevant une *plus-value* sur le travail de la classe prolétarienne. Sur dix heures de travail, par exemple, un ouvrier recevra un salaire équivalent à six heures, et il travaillera les quatre heures de reste pour le capital. Une tendance irrésistible entraînera donc toujours le capital à la recherche de la plus-value et, en conséquence, à la diminution des salaires; le paupérisme s'aggravant dans la classe ouvrière, celle-ci nécessairement réagira : c'est la lutte des classes, conséquence inévitable du régime capitaliste puisqu'elle résulte des lois mêmes de son développement.

Avec les progrès de l'industrialisation, cet antagonisme, l'histoire en témoigne, n'a fait que grandir. De plus en plus nombreux, les prolétaires ont pris conscience de leur force et ils se sont groupés. Ce ne furent d'abord que des coalitions locales ou temporaires, puis de plus en plus étendues et permanentes jusqu'à ce que l'on aboutisse à cette grande unité, qui serait en train de se constituer, des prolétaires de tous les pays. En face, au contraire, le capital se concentre de plus en plus, si bien que l'on viendrait à un état final d'opposition entre un groupe très petit de capitalistes et une foule innombrable de salariés. Comme il est vraisemblable que le capital ne se laissera pas déposséder de bon gré, il faudra bien que l'on en vienne à une crise violente, à une révolution générale, moment dialectique ultime de l'histoire sociale. A cette conflagration finale succédera un état de choses nouveau et définitif, la société communiste, société sans propriété privée et donc

sans classes et où, toute cause d'opposition sociale étant éliminée, on jouira d'une paix sans mélange.



Devant cette interprétation toute ramenée à l'économie matérielle de l'histoire humaine, une question ne peut manquer de se poser à l'esprit : que sont donc devenues les valeurs spirituelles ? N'auraient-elles joué qu'un rôle négligeable dans le passé, et devront-elles, dans l'état idéal de la société, se voir entièrement éliminées ? Ce problème des valeurs spirituelles, dans la philosophie de Marx, n'est pas tout à fait aussi simple qu'on le suppose parfois. Remarquons tout d'abord qu'elles n'ont pas été entièrement négligées par l'auteur du *Capital*, ce qui eût été défier par trop le bon sens. Marx, lorsqu'il fait la coupe théorique de la société, reconnaît toujours leur existence. S'exprimant par une distinction qui deviendra classique dans son école, il dira que si la base de la société n'est constituée que par les rapports économiques, il s'élève sur cette base toute une « superstructure » de rapports humains d'ordre psychologique, moral, etc... « Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société la plus réelle, sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminée (1). »

(1) *Préface à la Contribution*, p. 83.

Il y a donc un certain ordre spirituel dans la société. Ajoutons que, pour Marx, cet ordre spirituel n'est pas un simple élément de luxe, un épiphénomène dépourvu de toute fonction active dans le processus historique de la société. La superstructure idéologique réagit sur l'infrastructure économique qui l'avait conditionnée, et en modifie la disposition. « Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc... repose sur le développement économique. Mais ils réagissent tous également les uns sur les autres, ainsi que sur la base économique (1). » Engels, dans la lettre où il écrivait ces lignes, et où il ne trahit certainement pas la pensée de Marx, insiste même sur le rôle des individus dans l'histoire : « les hommes font leur histoire eux-mêmes », et parmi eux il y a de grands hommes qui ont eu une action considérable; sans activité spirituelle humaine, il n'y aurait certainement pas d'histoire. Mais, en définitive, et c'est ici que la thèse du matérialisme historique reprend tous ses droits, l'histoire collective et individuelle se trouve toujours déterminée, en dernière analyse, par les rapports économiques. Si bien que l'on devra dire simplement que, tout considéré, c'est le mode de production de la vie matérielle qui conditionne absolument le processus de la vie sociale en général : « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est, inversement, leur être social qui détermine leur conscience (2). »

Toute la question des valeurs spirituelles est réglée implicitement dans cette formule; n'étant que des résultantes de la vie économique, elles n'ont d'intérêt que

(1) *Lettre de Engels à Heinz Starkenburg*, dans *Études Philosophiques*, p. 162.

(2) *Préface à la Contribution*, p. 83.

dans la mesure où elles pourront concourir à cette vie. Que représentent alors les valeurs purement désintéressées ? Un phénomène passager, manifestation accidentelle du développement dialectique de l'humanité et qui nécessairement doit suivre les progrès de celui-ci. C'est le cas, en particulier, de la religion dont l'évolution dans l'histoire a suivi celle des sociétés. Aux conditions de vie sociale et politique des temps primitifs — particularismes nationaux — correspondirent naturellement des religions et des dieux nationaux. L'universalisme religieux fut appelé par l'universalisme politique du monde romain : c'est l'avènement du christianisme. Plus tard, au moyen âge, celui-ci se transforme, au fur et à mesure du développement du féodalisme, en un système hiérarchique répondant à la structure sociale de l'époque. Et lorsque apparut la bourgeoisie, l'hérésie protestante se développa en opposition avec le catholicisme féodal dans les pays où, comme la France, le protestantisme ne réussit pas à s'implanter, il fit jouer son rôle par la libre-pensée. Le christianisme, par cette circonstance, signifiait qu'il était devenu incapable de continuer à servir de déguisement idéologique aux aspirations d'une classe privilégiée quelconque, et donc qu'il atteignait son dernier stade. Il ne serait plus pratiquement qu'un simple moyen de gouvernement que les classes dominantes emploient en vue de maintenir les classes opprimées sous le joug (1). Par là se justifie l'épithète fautive appliquée à la religion : l'opium du peuple; et de là se dégage également, sans qu'il puisse subsister de mystère, l'attitude radicale d'opposition et de négation que le prolétariat doit prendre contre la religion. Les formules implacables de Lénine sur ce sujet sont incon-

(1) Ludwig Feuerbach, pp. 65 et suiv.

testablement dans la ligne authentique de la pensée de Marx.

Il ne sera pas sans intérêt, avant d'arrêter ces réflexions sur la place des valeurs spirituelles dans la sagesse nouvelle, de noter que, dans son intransigeance de théoricien, Marx ne s'est guère montré plus tendre pour les doctrines qui auraient pu paraître s'approcher davantage de la sienne que pour celles qui s'y opposaient évidemment. Deux de ses ouvrages les plus connus, la *Sainte Famille* et *Misère de la Philosophie*, frapperont à gauche et à droite des alliés de quelque temps : d'un côté les jeunes hégéliens qui revenaient à un romantisme anarchique, de l'autre Proudhon devenu le porte-drapeau du socialisme utopique et petit-bourgeois. Pensant aux premiers, Marx déclare catégoriquement, dans l'avant-propos de l'ouvrage où il les attaque, que « l'humanisme réaliste n'a pas d'ennemi plus dangereux en Allemagne que le spiritualisme ou l'idéalisme spéculatif qui, à la place de l'homme individuel réel, met la « conscience » ou l'« esprit » (1) ». Quant à Proudhon, il mérite bien quelques éloges pour son fameux pamphlet *Qu'est-ce que la propriété ?*, qui ne manque pas de souffle révolutionnaire, mais déjà il y révèle le manque de profondeur théorique qui le perdra. En définitive, il ne sera « que le petit bourgeois ballotté constamment entre le capital et le travail, entre l'économie politique et le communisme (2) ».

Le rationalisme positiviste de Marx ne saurait s'accommoder ni des fantaisies de l'anarchisme à la Stirner, ni du réformisme humanitaire d'un socialisme à la Prou-

(1) *Avant-propos*, premières lignes. Dans *Œuvres philosophiques*, Éd. Costes, t. II, p. 9.

(2) *Misère de la philosophie*, Paris, Giard, 1896, p. 175.

dhon, double opposition de nature à bien mettre en lumière son intransigeance systématique et son hostilité pour tout ce qui, de près ou de loin, pourrait devenir pour l'individu un principe spirituel d'émancipation.



« Le marxisme, a écrit Lénine dans une formule souvent répétée, est le successeur naturel de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIX^e siècle dans la philosophie allemande, dans l'économie politique anglaise et dans le socialisme français. » Cette explication historique de la théorie de Marx est incontestablement exacte, autant que peut l'être un raccourci de trois lignes. Ce qu'il faudrait ajouter, et que nous avons essayé de montrer en ces pages, c'est que Marx est d'abord philosophe; philosophe, il l'était avant d'avoir seulement abordé les problèmes économiques et sociaux, et il n'a cessé de le rester, même quand ces derniers problèmes ont paru accaparer son attention. Précisant la formule de Lénine, nous dirons donc qu'il a absorbé dans une philosophie allemande l'économie anglaise et le socialisme français.

Il n'est pas dans notre dessein de rechercher ici les erreurs et les insuffisances de cette philosophie. Le problème de la réalité spirituelle, humaine ou transcendante est tranché d'un trait de plume, sans discussion sérieuse. Nous entendons bien que Marx récuserait, comme appartenant au monde imaginaire de l'idéologie, toute démonstration de métaphysique spéculative : son système aurait sa preuve dans l'histoire; mais cette soi-disant preuve ressemble fort à un cercle vicieux, car on n'interprète l'histoire qu'en matérialiste, c'est-à-dire en supposant que tout l'élément spirituel de celle-ci n'es-

que hors-d'œuvre négligeable, ce qu'il fallait justement démontrer. Il faudrait aussi mettre en lumière l'inconséquence qu'il y a, du point de vue du matérialisme historique, à arrêter le progrès dialectique de l'humanité à l'avènement de la société communiste. Alors que, jusque-là, la loi suprême du progrès était l'évolution dialectique, voici que tout se stabilise dans une société sans oppositions. Comme Hegel, Marx a arrêté arbitrairement sa dialectique; les théoriciens de la révolution permanente sont incontestablement plus fidèles à l'inspiration profonde du système. Marx est d'ailleurs visiblement peu à l'aise lorsqu'il s'agit de décrire les mœurs de la société communiste établie : les quelques pages qu'il a pu écrire sur ce sujet sont parmi les plus plates et les plus vides de son œuvre. En réalité, il est l'homme de la révolution, du perpétuel changement, de l'activité jamais satisfaite, et il est à ce titre un fils authentique du romantisme allemand.

Philosophe, romantique, allemand, telles sont donc les trois épithètes dont on pourrait qualifier la personnalité spirituelle de Marx. Comme nous le remarquons, les apparences ne semblent pas toutes en faveur de cette interprétation. Marx s'est révélé un observateur singulièrement perspicace, analysant les faits dans le détail et avec précision, et sachant tirer de l'ensemble si complexe des relations économiques des lois très générales; sa vue si lucide des transformations sociales inévitables qui devaient suivre l'évolution de l'économie moderne a quelque chose de génial. Par ailleurs, il s'y connaît en homme et a le sens de l'à-propos. Il nous apparaîtrait donc plutôt, au premier abord, comme un esprit positif, un « homme d'action », bien plus que comme un philosophe et surtout un romantique ! Sans doute, mais nous n'avons là que l'expression de surface de son âme profonde.

Tout de même que pour Hegel la logique désespérément sèche des 577 paragraphes de l'*Encyclopédie* ne fait que traduire au dehors ce qui, dans le fond, demeure l'inquiétude d'une « conscience malheureuse ». Marx serait donc resté, en dépit de son orientation incontestablement plus réalisatrice, le fils spirituel de Hegel et, avec lui, de tout le romantisme allemand, de cette philosophie essentiellement totalitaire où l'individu n'est exalté que pour se perdre dans l'univers lui-même conçu comme une nature en perpétuelle mutation et enfantement. Unifier toutes les valeurs de vie en un système grandiose et continuellement en évolution et enrôler toute l'humanité pour cette entreprise illimitée, pour ce travail sans terme. *Im Anfang war die That*, avait prononcé le docteur Faust, le prophète de cette génération, message que Marx a entendu et qu'il s'est cru la mission de traduire, à sa façon, pour les foules.

Le Saulchoir.

H.-D. GARDEIL, O. P.

Quelques aspects de la vie de Marx après 1845

(Suite)

Avant de poursuivre le récit de la vie de Karl Marx, commencée par Barbier dans *La Vie Intellectuelle* du 25 février 1937, nous avons, dans le numéro du 10 juillet dernier, présenté quelques réflexions sur la nature et les causes d'un très net et général changement d'orientation, — que marquent, dans l'histoire de la pensée et de l'activité de Marx, les années 1845 à 1850.

Barbier nous avait montré un jeune Marx avant tout philosophe, successivement disciple fidèle — puis révolté — de Hegel d'abord, puis de Feuerbach. Il nous avait encore montré en lui un jeune journaliste, fougueux défenseur — aux côtés des hégéliens de gauche à la *Gazette Rhénane*, et de Ruge aux *Annales franco-allemandes* — des idées libérales de la Révolution française.

Pendant la seconde partie de sa vie, Marx délaisse entièrement la philosophie pour l'économie politique. Et, par ailleurs, il tourne résolument le dos aux idées libérales, stigmatise le « radicalisme bourgeois » et se consacre avec un exclusivisme opiniâtre à l'action révolutionnaire purement prolétarienne.

Il eût été facile de développer cette apparente opposition entre les deux parties de la vie de Marx. Il m'a paru plus intéressant, plus instructif, et plus vrai, d'examiner comment elles s'enchaînent, comment la formation de Marx et l'évolution de ses conceptions philosophiques exigeaient qu'il s'orientât vers les études économiques et vers l'action prolétarienne. Comprendre, n'est-ce pas relier ?

Dans cet esprit, mon dernier article s'efforçait de montrer que l'itinéraire propre de la philosophie de Marx, parti de Hegel, passant par la gauche hégélienne et par Feuerbach, pour aboutir — en réaction contre l'abstraction de ce dernier — à la conception du matérialisme historique, avait en quelque sorte conduit de force le jeune Marx jusqu'à la porte du noviciat des économistes, dont Ricardo était le maître. J'avais aussi essayé de dégager le rôle qu'a joué, dans la pensée et dans la vie de Marx, l'amitié d'Engels, et ce qu'elle peut expliquer du tournant de 1845.

Nous avons annoncé notre intention de compléter ces réflexions par quelques aperçus supplémentaires, portant sur d'autres aspects de la transformation de Marx. Nous verrons aujourd'hui comment de journaliste libéral, il a pu sans rupture devenir révolutionnaire communiste; quelle influence ont exercée sur lui les circonstances de temps et de lieu qui ont servi de cadre à la seconde partie de sa vie : — exil anglais; prospérité capitaliste de 1850.

DU JOURNALISTE LIBÉRAL AU RÉVOLUTIONNAIRE COMMUNISTE

En Prusse, aux beaux jours de la *Gazette Rhénane* à Paris, lors des *Annales franco-allemandes*, Marx soutient de toutes ses forces les efforts révolutionnaires de la bourgeoisie libérale.

Plus tard, dans le *Manifeste Communiste*, il préconise seulement une alliance temporaire entre la bourgeoisie et le prolétariat. La révolution bourgeoise n'a déjà plus d'intérêt à ses yeux que dans la mesure où elle accélère la révolution prolétarienne, dont il la distingue nettement.

Pendant les mois qui suivent la révolution de 1848, Marx est plus sceptique encore : il reste, certes, partisan d'une alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie avancée, mais sans se faire d'illusions : au moins de façon immédiate, le prolétariat sera dupe. Comme chaque jour dans les usines capitalistes il répand ses sueurs pour la bourgeoisie, ainsi c'est pour elle encore que sur les barricades il aura versé son sang. *Sic vos non vobis...* Les prolétaires ne doivent, au fond, aider la révolution bourgeoise que parce que celle-ci hâte l'apogée du capitalisme, qui doit nécessairement précéder et entraîner sa chute. Mais immédiatement, la révolution bourgeoise ne donnera rien au prolétariat.

Dans son activité ultérieure, et notamment dans ses relations avec la social-démocratie allemande, Marx, sans repousser à priori l'idée de certaines alliances pure-

ment pragmatiques, traquera féroce­ment toute tentative d'intrusion de l'idée libérale bourgeoise dans la mystique et dans les programmes du mouvement prolétarien. Qu'on se rappelle tous les épisodes de sa longue polémique avec Lassalle ! qu'on relise sa *Critique du programme de Gotha* ! Il semble qu'il y ait eu chez lui un revirement complet. L'opposition paraît être radicale entre l'attitude du vieillard de 1875 et celle du jeune homme de la *Gazette Rhénane*. Marx semble tout simplement brûler ce qu'il avait jadis adoré.

Il faudrait pouvoir suivre au jour le jour, et dans l'intimité de la pensée de Marx, cette transformation ; il faudrait saisir sur le vif la filiation qui, dans son évolution personnelle, relie le socialisme révolutionnaire au radicalisme individualiste : quel exemple plus saisissant pourrait-on trouver, pour illustrer la thèse de Maritain (1), d'après lequel le socialisme matérialiste n'est que le couronnement de l'individualisme du XVIII^e siècle et l'aboutissement dernier du grand courant humaniste anthropocentrique déclenché par la révolte de Luther ? L'histoire de la pensée occidentale du XVI^e siècle au XIX^e siècle serait celle d'une longue et progressive révolte de l'homme contre Dieu au cours de laquelle l'homme aurait successivement dérobé, pour se les approprier, pour se les attribuer à lui-même, toutes les flammes du feu divin ; et cette révolte aurait trouvé son épanouissement, sa victoire totale dans le matérialisme humaniste et radicalement athée de Feuerbach.

Et pourtant, l'homme de Feuerbach est encore un être abstrait, un être spirituel. Il hérite encore du Dieu dont il vient d'achever la dissolution. Marx lui oppose l'homme charnel et actif, l'homme social intégré dans la société et dans l'économie, qui sont sa substance même. Contre Dieu superstructure, contre Dieu produit de l'aliénation

(1) Cf. Maritain, *Du Régime temporel et de la Liberté* et surtout *L'Humanisme intégral* (principalement chapitre II).

humaine, Marx ne dressera pas seulement la raison, mais l'homme tout entier, avec toutes ses nécessités internes pas seulement l'individu, mais l'immense force sociale d'une classe qui doit conquérir le monde. Le prolétariat révolutionnaire, c'est, pour Marx, l'homme qui d'un seul coup, et complètement, réalise son émancipation et sa libération de Dieu, que les humanistes individualistes avaient commencé à petit pas par une suite de conquêtes successives et de compromis, et souvent en remplaçant Dieu par d'autres superstructures. C'est l'homme qui parce qu'il a tout perdu, tout aliéné, s'élance en désespéré pour reconquérir l'humanité totale, l'humanité sans limite, qui est l'humanité sans Dieu, qui est l'Humanité Dieu.

Ainsi, l'ontogénie reproduit la phylogénie. L'évolution de Marx résume en quelque sorte — avant de l'achever — celle de tout le courant humaniste antithéiste depuis la Réforme et la Renaissance jusqu'au matérialisme historique, qui — par delà Feuerbach — est son logique aboutissement dernier.

Gardons-nous, toutefois, des vues systématiques et simplistes auxquelles pourrait conduire une vision aussi sommairement schématique du déroulement de la pensée moderne. Ces vastes synthèses peuvent parfois nous aider à mieux comprendre l'histoire, elles ne doivent jamais nous voiler la richesse, la complexité des événements et des courants d'idées. Surtout, même si nous devons voir avant tout dans l'histoire de l'humanisme, de Luther à Marx, celle d'une longue et progressive révolte contre Dieu, n'oublions pas — Maritain le proclame avec toute la vigueur désirable — qu'il y a dans l'humanisme moderne un apport positif irremplaçable et auquel nous nous devons de rendre son sens chrétien. — Et dans la réaction même de Marx contre Feuerbach dans cette réincarnation de l'homme qu'il a effectuée si l'on peut dire en s'opposant à l'idéalisme abstrait et vague que Feuerbach partageait avec les jeunes hégéliens, n'avons-nous pas encore quelque chose d'éminem-

ment sain, même de tout particulièrement intéressant pour des catholiques? L'une des erreurs à nos yeux les plus graves de la pensée du XIX^e siècle — pour autant qu'il est possible de s'en faire une représentation unique et composite — n'a-t-elle pas été précisément la perte du sens de cette chair que le Verbe a daigné habiter et dont nous attendons la résurrection?

CIRCONSTANCES DE LIEU ET DE TEMPS

Avant de clore notre comparaison de la seconde partie de la vie de Marx avec la première, il faut encore dire quelques mots des circonstances très différentes de lieu et de temps qu'elles ont eues l'une et l'autre pour théâtre.

La pensée de Marx n'a pas obéi seulement à un principe interne d'évolution. Elle a encore réagi à des influences extérieures de milieu, dont on ne saurait négliger l'importance.

La première partie de la vie de Marx s'était surtout écoulée en Rhénanie, la seconde partie se passera presque entièrement à Londres. Marx aura désormais sous les yeux une nation parvenue à une grande stabilité politique, jouissant d'un régime intérieur très libéral, et pour laquelle, par conséquent, les problèmes qui dominaient l'atmosphère politique rhénane entre 1830 et 1848 ne sont pas au premier plan.

D'autre part, l'Angleterre est un pays économiquement très évolué, industriel et commerçant, le pays où est née l'économie politique classique, le pays assurément le plus capitaliste du monde à cette époque. Les antagonismes de classes y sont particulièrement violents, Marx est renseigné sur la situation des classes ouvrières par les « blue books » de l'inspection du travail et par les études d'Engels, il voit se développer sous ses yeux l'un des mouvements prolétariens les plus grandioses de l'histoire, le mouvement chartiste. Tous

les chefs ouvriers du monde sont émigrés à Londres. Peut-on rêver une ambiance plus favorable pour la transformation que subit à cette époque l'orientation de la pensée, des études, de l'activité de Marx ?

La première partie de sa vie s'était écoulée pendant une période de baisse des prix de longue durée; à partir de 1850, le mouvement se retourne. Une longue période d'essor capitaliste commence. La découverte des mines d'or de Californie et d'Australie donne aux affaires un coup de fouet vigoureux. Marx observe tous ces phénomènes, et tandis que les révolutionnaires exaltés de la *Ligue des Communistes* de Londres, encore sous le coup de l'enthousiasme quarantehuitard, et de la rage provoquée par l'échec de leurs efforts et la réaction dont ils ont été victimes, se grisent de l'espoir de la révolution imminente, il écrit dans le dernier numéro de la *Revue de la Nouvelle Gazette Rhénane* :

« Étant donnée la prospérité générale de la production bourgeoise, il ne saurait être question d'une véritable révolution. Celle-ci n'est possible, en effet, que quand les forces de production modernes et les formes de production bourgeoise se trouvent en opposition (1). »

Or, Marx sait, en 1850, qu'il n'en est pas ainsi, et peut-être pour longtemps encore. Dès lors, il abandonne tout espoir de catastrophe prochaine et préconise la révolution en permanence (2), l'action en profondeur et de longue haleine. La période eschatologique du marxisme est finie. Marx se sépare de la *Ligue des Communistes*, cesse de mettre sa confiance dans les fomenteurs de complots, se préoccupe d'approfondir ses réflexions, de fonder scientifiquement sa doctrine sur des bases solides

(1) Cité entre autres par Otto RUHLE, p. 182.

(2) Voir Otto RUHLE, *op. cit.* p. 183.

(3) Voir à ce sujet les textes extraits de la *Correspondance de Marx et d'Engels* que cite Henri DE MAN dans sa brochure *Le Socialisme devant la Crise*, « Cahiers de la Révolution Constructive », n° 8, p. 8.

et durables, en attendant la fin certaine, mais peut-être lointaine, de la prospérité capitaliste qui rebondit et qui provoque et entretient chez lui une sourde rage. La crise de 1852 apporte bientôt une lueur d'espoir, vite dissipée (3). Celle de 1857 provoque chez lui une joie frénétique, ainsi qu'en font foi ses lettres à Engels.

« Bien que la crise américaine éprouve beaucoup notre bourse, — écrit à cette époque Mme Marx à Conrad Schramm, — vous pouvez vous imaginer le plaisir qu'elle a fait à Mohr (Marx). Il a recouvré toute sa capacité de travail, toute la vigueur et la gaieté qui le fuyaient depuis des années (1)... »

(N'est-il pas amusant de relire aujourd'hui ce texte, au surlendemain d'une expérience dans laquelle un ministère appuyé sur une majorité en grande partie « marxiste » s'est piqué de provoquer une reprise capitaliste?)

La reprise qui suivit la crise de 1857 déçut tous les espoirs de Marx. Il sait alors qu'il faut attendre, pour que la Révolution soit possible, que soit brisé l'essor capitaliste, qu'une nouvelle crise de longue durée soit déclenchée (2). En attendant, Marx s'oppose à toute tentative prématurée. Il désapprouve la Commune de Paris (3), quitte à rendre ensuite un hommage éclatant à ses victimes.

(1) Cité par Otto RUHLE, *Karl Marx*, p. 241.

(2) Est-ce à la faveur d'une crise que Marx a fondé l'Internationale, en 1864 ? Je n'oserais l'affirmer, car il semble bien que la crise de 1864 n'ait été qu'une crise de change, sans graves répercussions économiques et sociales (Voir à ce sujet le livre de M. Lescure sur les *Crises générales et périodiques de surproduction*, édition 1932, pp. 69 sq.) Mais cela n'empêche pas de noter que le marxisme est une doctrine de crise, qui reprend de l'influence chaque fois qu'une crise survient. En France, le socialisme a été marxiste avec Guesde pendant la période de baisse des prix de longue durée de la fin du XIX^e siècle. Il s'est écarté du marxisme avec Jaurès, pendant la période de hausse qui l'a suivie. Il est redevenu marxiste pendant la dernière crise, au moment de la réaction des « archéos » contre la scission de Déat et Montagnon.

(3) Voir en particulier, sur ce point, l'ouvrage de Max Beer, *Karl Marx, sa vie, son œuvre*, pp. 97 sq.

Plus tard, l'Internationale est dissoute. Qu'importe ? L'action ouvrière est à longue échéance. Son avenir est assuré, mais pour une date incertaine. Le succès final sera le fruit d'une quantité d'efforts successifs, d'échecs partiels et temporaires, de recommencements perpétuels.

Et Marx écrit dans la *Critique du programme de Gotha*, en 1875 : « L'action internationale des classes ouvrières ne dépend en aucune façon de l'existence de l'Association internationale des Travailleurs. Celle-ci fut seulement une première tentative pour doter cette action d'un organe central ; tentative qui, par l'impulsion qu'elle a donnée, a eu des suites durables, mais qui, sous sa première forme historique, ne pouvait survivre longtemps à la chute de la Commune de Paris (1). »

Ainsi se transforme la conception marxiste de la révolution et de l'action révolutionnaire, sous l'influence de l'essor capitaliste.

Nous ne saurions entrer dans plus de détails sans empiéter sur le domaine de notre prochain article, qui doit retracer, d'un point de vue historique et dans l'ordre chronologique, les principales étapes de la vie de Marx entre 1845 et 1883.

APPENDICE

DÉFENSE ET APOLOGIE DE LA MÉTHODE HISTORIQUE (2)

Trop souvent les historiens des doctrines économiques

(1) *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Bureau d'Éditions du parti communiste, 1933, p. 28.

(2) Ces quelques pages devaient primitivement servir d'introduction à nos trois articles et figurer en tête de celui du 10 juillet. Une difficulté de mise en pages nous a obligé de les reporter ici.

se contentent, pour étudier un auteur, de lire celui de ses livres que la rumeur publique leur a désigné comme le plus important au point de vue économique, et négligent en tout cas tout ce qui, dans son œuvre, n'a pas un caractère spécifiquement économique. Ils glosent alors indéfiniment sur une base textuelle ainsi limitée, analysent les théories et les doctrines économiques dont elle leur offre l'expression, font des rapprochements avec d'autres théories et doctrines économiques, mais omettent d'éclairer leur interprétation par l'étude de la vie de l'auteur, de ses relations, de ses affections et de ses haines, des autres aspects de sa pensée et de son œuvre. Je crois qu'on risque ainsi de tourner en rond et d'ergoter vainement sur des notions insuffisamment pénétrées et artificiellement abstraites du milieu historique, psychologique et idéologique dans lequel elles sont nées, au lieu de faire progresser l'interprétation, la compréhension véritable des doctrines que l'on étudie. Quand on n'a pas poussé suffisamment l'analyse, n'est-il pas fatal que la synthèse soit superficielle et bâclée ? Et les historiens des doctrines économiques ne devraient-ils pas, à cet égard, s'inspirer davantage des méthodes habituellement pratiquées par les historiens purs ?

Certes, on conçoit la méfiance, et même l'aversion, qu'inspire aux économistes, tournés vers l'utile par vocation, une érudition vaine, qui parfois se satisfait d'accumuler des documents, de les classer et de les publier, et s'arrête ensuite devant la seule tâche véritablement scientifique, qui consisterait à les élaborer, à les interpréter, à en dégager des conclusions et des idées. Mais il n'en reste pas moins que si on peut tirer une doctrine économique de son propre fonds, on ne saurait faire de l'histoire des doctrines sans recourir à une documentation aussi exhaustive que possible. A priori, aucun document ne doit être considéré comme négligeable. Toute recherche peut être l'occasion d'une découverte ou d'un éclaircissement. Il importe, en particulier, de

bien connaître la vie de l'auteur que l'on étudie : souvent, sa doctrine économique reflétera sa satisfaction ou son ressentiment pour tel ou tel aspect du régime économique sous lequel il a vécu. Il importe de connaître les gens qu'il a rencontrés et les auteurs qu'il a lus, ceux dont il a pu subir l'influence, ceux contre lesquels sa pensée n'est peut-être qu'une réaction. Il importe, quand c'est possible, de rechercher et de dépouiller sa correspondance : il s'est livré là plus spontanément que dans ses écrits destinés au public, sans précautions littéraires ni politiques. Au jour le jour, on pourra y suivre ses réactions devant les événements contemporains, découvrir peut-être des tendances profondes que son œuvre ne trahissait pas. Il importe surtout, si l'économiste étudié se trouve avoir été également philosophe, ou romancier, ou historien, ou juriste, s'il a laissé des réflexions religieuses ou des maximes sur la vie, de ne pas négliger ces précieuses sources : elles sont probablement de nature à expliquer bien des traits de sa doctrine économique qui d'abord nous paraissent peut-être des anomalies, plus ou moins en contradiction avec l'ensemble du système, dans lequel notre découverte va maintenant nous permettre de les intégrer. Parfois, une œuvre philosophique publiée par un économiste dans sa jeunesse, ou même laissée par lui inédite, et que nous pourrions être portés à négliger, — soit parce qu'elle est en soi médiocre, soit parce qu'elle n'a pas eu de suite ni d'influence, — jettera une vive lumière sur l'interprétation d'un chef-d'œuvre économique de sa maturité. C'est dans les premières pages de la Bible, — celles qui traitent de la création, — que nous cherchons l'explication judéo-chrétienne du monde : de même pour expliquer l'œuvre d'une pensée, il faut en découvrir la genèse et en suivre pas à pas le développement.

Ne pourrait-on pas rendre un intérêt profond aux constructions fantaisistes et utopiques des fouriéristes en montrant comment elles découlent de la conception du péché originel que Considérant a exposée dans son

ouvrage sur la *Destinée Sociale* et dans ses *Discours à l'Hôtel de Ville*? Et n'avancerait-on pas considérablement dans l'intelligence de certaines théories de la *Richesse des Nations* (par exemple de la théorie de la valeur) et dans la compréhension de la forme et de la pensée smithienne si l'on voulait creuser certains rapprochements suggestifs entre la grande œuvre économique du fondateur de l'économie politique et sa *Théorie des Sentiments moraux*? (1)

Mais ce que nous venons de dire ne s'applique peut-être à aucun auteur mieux qu'à Karl Marx. Fou qui voudrait comprendre sa doctrine à la seule lecture du *Capital*, même additionné du *Manifeste Communiste*. Ainsi s'expliquent sans doute l'erreur du « marxisme vulgaire » et celle de ce que l'on pourrait appeler le « marxisme scolaire » (celui des manuels).

On sait que Marx disait : « Je ne suis pas marxiste. » — Mais alors, que nous importe Marx, répliquent certains historiens des doctrines. Marx est mort, seul le marxisme a vécu et a agi sur l'histoire. — Voire ! ce qui a vécu et a agi sur l'histoire, c'est l'âme du militant ouvrier, inculte, féroce, et dévoué. Ne reflète-t-il pas, souvent sans le savoir, l'esprit authentique de Marx, mieux que les catéchismes marxistes des secs théoriciens socialistes et mieux que les doctes leçons des professeurs exégètes du *Capital*? Peut-on nier que Marx ait, dans une certaine mesure, conceptualisé la philosophie immanente du prolétariat, tel qu'il est et vit dans les conditions inhumaines que lui fait le régime capitaliste?

Le mouvement ouvrier, voilà ce qui reste de Marx, c'est là qu'une grande partie de lui-même — et sans doute la meilleure — vit encore. Georges Sorel l'avait bien senti, — mais pas en lisant le *Capital* ! C'est la per-

(1) Nous nous proposons de développer quelque jour ces deux suggestions.

sonne de Marx, sa vie, qu'il faut connaître pour comprendre : sa vie de père de famille sans cesse anxieux de la subsistance des siens; sa vie de fomenteur de complots traqué de capitale en capitale; sa vie d'exilé, sa vie d'ami soupçonneux et vite aigri; sa vie de fondateur et de chef de l'Internationale... C'est dans l'histoire, et notamment dans l'histoire de son activité révolutionnaire, que nous devons — pour en avoir une meilleure intelligence — replacer les œuvres de celui qui — bien avant et bien plus qu'économiste — fut philosophe de l'histoire et de l'action.

DANIEL VILLEY.

Le mouvement d'éducation communiste

I. — LES FAITS

Le communisme entraîne actuellement des milliers de jeunes Français dans le sillage de Karl Marx.

Plusieurs organisations poursuivent ce but en France ; leur énumération est longue et monotone, mais elle s'impose à titre documentaire et à titre démonstratif. On peut les ranger en trois groupes :

1^{er} Groupe : Les organisations qui s'occupent des enfants.

1. La Fédération nationale des pionniers ouvriers et paysans de France ou pionniers rouges.

Comptait 3000 enfants en 1934.

Siège social : 12, rue Navarin, Paris.

2. Les Patronages Prolétariens.

Organisés par les municipalités ouvrières, se sont occupés de 10.000 enfants en 1933.

3. Les Colonies de vacances des municipalités communistes.

Il y a 294 mairies rouges, celles de la région parisienne, comme Saint-Denis, Colombes, Argenteuil, Villejuif, Ivry, Alfortville, Bagnolet, possèdent 12 centres de colonies dans lesquels ont passé 3890 enfants pendant les grandes vacances 1935.

4. L'Association Nationale de soutien de l'Enfance (A.N.S.E.).

Crée des colonies de vacances, des patronages, des aérums, des orphelinats ouvriers.

Siège social : 131, rue La Fayette, X^e.

Organe mensuel : *La Tribune de l'Enfance*.

5. Le Secours Populaire de France (Section française du Secours Rouge International).

Comptait en 1937 : 91.852 adhérents, et s'occupe d'assistance, et tout particulièrement de groupes d'enfants.

Siège social : 97, rue La Fayette.

Organe hebdomadaire : *La Défense* (tirage : 31.000 en 1935).

6. **La Ligue des Travailleurs sans-Dieu** (Section française de l'Internationale des libres penseurs prolétariens).

A un souci particulier de l'action sur les enfants.

Siège social : 8, avenue Mathurin-Moreau, XIX^e.

Organe mensuel : *La lutte anti-religieuse*.

7. **La Fédération de l'Enfance.**

Coordonne toutes les activités communistes concernant l'enfance.

Siège social : 12, rue Navarin, IX^e.

Président : Henri Wallon, professeur à la Sorbonne.

Organe : *Le lien*.

8. **Publications destinées aux enfants.**

Nous citerons :

Mon camarade, hebdomadaire (40 cent.), 24, rue Racine, VI^e.

Les Livrets de mon camarade, histoires complètes en volumes.

Enfantines (mensuel) et *Gerbes* (bi-mensuelles), revues illustrées éditées par Freinet, à l'Imprimerie de l'École, Vence.

« La Page de l'Enfant », chaque semaine dans *L'Humanité*.

Aux Enfants Rouges. Éditions de la libre pensée révolutionnaire de France ; aux bureaux d'Éditions, 132, faubourg Saint-Denis.

2° Groupe : Les organisations qui enrôlent la Jeunesse.

1. **La Fédération des Jeunesses Communistes.**

Siège social : 45, rue d'Hauteville.

Revue mensuelle : *Notre Jeunesse*.

Organe hebdomadaire : *L'Avant-Garde* (100.485 membres en décembre 1936) tirait à 85.000 ex. fin 1936.

2. **L'Union des Jeunes Filles de France** (10.000 membres, fin 1936).

Siège social : 4, rue Beaurepaire.

3. **L'Union Fédérale des Étudiants (U.F.E.).**

Siège social : 179, rue Saint-Jacques, V^e.

Organe : *L'Étudiant d'Avant-Garde*.

L'U.F.E. a des sections en Sorbonne, dans quelques Facultés de province (Moulins), et groupe 500 lycéens parisiens. Elle organise des cercles d'études avec permanence : le mercredi, 1, rue Lanneau, pour les étudiants ; le jeudi, 35, rue Notre-Dame de Nazareth, pour les lycéens.

L'U.F.E. fait une propagande active dans les Écoles Normales où les *Cahiers du Contre-Enseignement prolétarien* sont lus avec faveur (ils sont publiés 4, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, I^{er}).

3^e Groupe : Les organisations non spéciales aux jeunes, mais les atteignant à cause de leurs activités propres.

1. La Fédération sportive et Gymnastique du Travail (F.S.G.T.).

Compte actuellement 1076 clubs et 80.000 adhérents.

Siège social : 54, rue de Paradis, X^e.

Organe hebdomadaire : *Sports*.

2. La Fédération populaire des Sports aéronautiques (F.P.S.A.).

Cherche à obtenir la gérance des sections d'aviation populaire fondée par P. Cot.

Siège social : 65, avenue des Champs-Élysées, VIII^e.

3. L'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement (I.T.E.).

Siège social : 8, avenue Mathurin-Moreau.

Organe mensuel : *Bulletin de l'I.T.E.*

Revue bimensuelle : *L'Éducateur Prolétarien* (éditée à Vence).

Le Secrétaire : G. Cogniot, agrégé de l'Université, entraîne les maîtres, étudiants, instituteurs, à la tactique de la lutte contre l'impérialisme international et les invite à remplacer « l'école officielle du mensonge bourgeois par l'école révolutionnaire de la vérité prolétarienne ».

4. La Confédération culturelle ouvrière ou Maison de la Culture.

Siège : 12, rue Navarin.

Organe : *Soutes*.

Les Secrétaires : Aragon, Luc Decaunes, veulent travailler à la culture de demain en unissant les écrivains et les artistes avec les travailleurs. Ils ont organisé des sections telles que :

— *L'Association des écrivains et artistes révolutionnaires*. A la revue mensuelle : *Commune* (24, rue Racine), collaborent : R. Rolland, M. Margueritte, Jules Romains, J. Benda, qui prétendent marcher à la conquête des intellectuels et des étudiants bourgeois.

— *La Fédération musicale populaire*, qui a fondé 18 chorales, 15 harmonies, et 10 chœurs enfantins.

— *L'Union des théâtres de France*, avec Harry Baur.

— *L'Alliance du Cinéma indépendant*, dont l'organe *Ciné-Liberté* est beaucoup lu par les moins de vingt ans.

5. L'Université ouvrière, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Nous y retrouvons : H. Wallon, Cogniot, Bouthonnier, qui, depuis 1932, ont fait des cours à 7600 élèves dont 70 0/0 âgés de moins de trente ans.

6. Le Comité des auberges du Monde nouveau.

Siège social : 237, rue La Fayette.

Bulletin mensuel : *Vers un monde nouveau.*

Ce comité crée des logis champêtres qui tentent surtout la jeunesse.

En tout, seize associations communistes dont la propagande diversifiée construit un redoutable cercle d'influence autour des jeunes générations.

Nous nous proposons d'étudier successivement le but, les tendances, les méthodes de ce mouvement, puis, ayant constaté qu'il s'agit d'une ample tentative d'éducation des masses, nous serons amenés à esquisser le problème de la culture ouvrière.

II. — BUT DU MOUVEMENT

Il est évident qu'un tel effort pour atteindre la jeunesse française correspond à un but précis. Croire qu'il s'agit seulement de préparer un facile recrutement au parti serait restreindre la question, il y a beaucoup plus : un désir d'éducation. Le communisme s'adresse aux jeunes gens, aux enfants, de mille manières, parce qu'il veut *repêtrer les cerveaux, refondre les cœurs, et créer un nouveau type d'homme* (1). Enseigner à la jeunesse la philosophie et la doctrine sociale de Karl Marx, voilà ce que les programmes de l'Internationale de l'Enseignement répètent sur tous les tons.

Le jeune adhérent au mouvement communiste devra apprendre une nouvelle manière de sentir, de penser et d'agir, c'est-à-dire acquérir *le flair marxiste*, bien plus : sa docilité fera de lui *le lutteur futur pour le communisme et le constructeur du nouveau régime et c'est une conception révolutionnaire qui doit imprégner la chair et le sang de tous ceux qui sont l'objet de l'action éducative.*

Finalement s'imposera cette conception que l'homme est une parcelle de la nature et qu'il existe une autre parenté

(1) Devaud, *La pédagogie scolaire en Russie soviétique*. Chez Desclée de Brouwer.

que celle de la famille : la parenté fraternelle avec le pays et la révolution dont on prend conscience en chérissant sa machine...

Le but du communisme éducateur ? Donner à la jeunesse française une triple mystique : la mystique de la machine, la mystique de la production, la mystique du collectivisme. Ni plus, ni moins.

III. — LES TENDANCES

Cela fut ouvertement avoué dans les cellules communistes qui ne s'ouvraient qu'au jeune candidat déjà éprouvé dans son attachement à la doctrine... mais depuis deux ans, une évolution s'est produite, et je crois que l'on peut actuellement souligner trois tendances du mouvement :

- Un désir d'union avec les autres jeunesses,
- un grand souci de culture,
- une persistante excitation à la lutte des classes.

1. — *Un désir d'union.* — Qui semble résulter d'une opportune adaptation aux circonstances et au tempérament. C'est par une transposition semblable que le culte du Parti, prêché en Russie avec une telle insistance, que Gladkow écrit : *Une seule chose importe : le Parti ; il n'y a plus de place pour le personnel, tout, jusqu'au dernier cheveu, doit être donné au Parti...* Ce culte prend en France un visage universaliste et devient la religion de l'Humanité dont parlait déjà Auguste Comte.

C'est Dimikow, secrétaire général, qui le 25 septembre 1935, transmet la décision du septième congrès de l'Internationale Communiste aux Jeunesses Communistes. Celles-ci sont chargées de faire l'union de toutes les forces de la jeune génération des travailleurs pour les grouper et les diriger dans l'action anti-fasciste.

De là résultent les avances faites aux associations de gauche et la main tendue aux catholiques. Les communistes inaugurent une politique d'unité et d'amitié en assurant qu'ils respectent les convictions, l'indépendance, l'originalité des autres organisations et qu'ils proposent une collaboration désintéressée et puissante. Ils légitiment leurs appels

réitérés par un fait psychologique : l'inquiétude commune à tous les jeunes devant la crise et l'avenir, — et, par une affirmation au moins gratuite : *la solidarité, c'est une qualité qui n'existe que dans les classes laborieuses* (Léon Granjon 1936).

Pour réaliser cette union, ils multiplient les initiatives, revendications lors de la grippe des soldats en 1935, action sur le B.I.T. à propos du chômage des jeunes, secours d'assistance aux sans-travail. Ils mettent sur pied la Fédération des Jeunesses de gauche, organisent des congrès mondiaux de la jeunesse contre la guerre et les fascismes (Paris-Bruxelles) et vont jusqu'à brandir, à l'entrée du Parc des Princes, au cinquantenaire de l'A.C.J.F., une banderole portant ces mots : *Les jeunes communistes saluent les jeunes ouvriers chrétiens*.

Rien ne les arrête dans cet effort d'unification, ni le ferme refus de la J.O.C., ni les dérobades des jeunes socialistes. Malgré tout, ils veulent *apprendre aux fils du peuple : jeunes communistes, jeunes démocrates, jeunes catholiques, à se connaître et à s'aimer* (Granjon).

2. — *Un souci de culture.* — Connaître, apprendre, s'instruire, se cultiver, voilà les mots refrains des discours et des publications. Le souci culturel paraît dominer en 1937, la preuve en est ces deux phrases, du discours-programme. *Que veut la Jeunesse Communiste?* prononcé par Victor Michaut, le 8 juillet 1936 :

La tâche principale de notre Fédération consiste à éduquer la jeunesse pour la préparer aux grandes tâches d'avenir — et il faut que toute la jeunesse communiste soit une véritable université permanente, un foyer d'éducation.

La base sera le marxisme-léninisme, dont la connaissance approfondie, réfléchie et absolument nécessaire du militant complet, dira Marcel Cachin, qui n'hésite pas à conseiller la fréquentation de l'indigeste Karl Marx *plusieurs heures par jour*, tandis que *l'État et la Révolution*, de Lénine, sera le livre de chevet!

Mais l'ambition est plus vaste, et les bibliothèques ne seront pas limitées aux ouvrages de théorie marxiste, car : *Pour devenir communiste, il faut avoir enrichi sa mémoire de la connaissance de toutes les richesses élaborées par l'humanité*

(Lénine). En effet, les acquisitions bourgeoises serviront à la classe ouvrière, qui a le devoir de les développer en hauteur et en largeur et de leur faire atteindre des cimes beaucoup plus élevées *qu'aucune réalisation de l'ancienne culture dans le passé*.

Quelle est donc la notion de culture pour les communistes? D'après eux, elle est conditionnée par le progrès technique qui libère du temps et de l'énergie que l'on consacrera à la science et aux arts, et c'est la productivité du travail qui exprime exactement le bilan culturel d'une société dont la fin est simplement l'acquisition des richesses matérielles qui donneront la terre. De là cette définition du Komsomol :

L'homme cultivé est celui qui transforme une haute culture théorique en travail productif de valeur, qui sait identifier ses intérêts personnels avec ceux de la collectivité, qui voue son intelligence et sa compétence spécialisée au progrès de la société sans classe selon les lois de l'« évolution de cette société ».

Aussi le jeune communiste se voit encouragé à la lecture, à la réflexion, à la fréquentation de ses amis les savants, les artistes, les poètes, les philosophes, au contrôle des idées qu'il reçoit par l'intelligence et la raison. Comment n'obéirait-il pas, et avec entrain, s'il lit un jour l'acte d'espérance suivant :

La théorie marxiste est un bel instrument d'éducation qui transformera la horde communiste primitive en une société d'hommes de haute culture, conscients des autres et d'eux-mêmes; la masse cessera d'être la masse et deviendra société humaine unique, harmonieusement construite (Boukharine).

3. — *Une persistante excitation à la lutte des classes.* — Malheureusement, ces objurgations multipliées prennent souvent l'allure de revendications. Il paraît que, jusqu'à la révolution d'octobre, la culture fut réservée aux bourgeois... et on lance les jeunes travailleurs à l'assaut d'un privilège révoltant! Tous ces efforts éducatifs n'oublient pas *les nécessités de la bataille sociale*, au contraire, ils tendent à former des lutteurs qui, loin de se résigner à un *avenir sans perspectives de travail, de développement culturel et de joie*, seront capables de conquérir les richesses prodigieuses que

le travail humain a accumulées et qui sont accaparées par une minorité parasitaire.

La collaboration, la culture, ne devraient-elles pas aboutir à l'union? Hélas! la lutte des classes ne perd pas ses droits, et les orateurs communistes excitent la jeunesse à s'y engager même quand il se proposent de crier, durant le même quart d'heure, des appels émouvants à l'entr'aide et à la tolérance.

La tactique est connue : susciter l'envie, l'indignation : *Notre beau pays est rançonné par une bande d'exploiteurs*, s'écrie Granjon, — puis diriger le juvénile enthousiasme contre l'ennemi oppresseur et contre l'Église catholique : *richeservante du capital, ennemie farouche des doctrines d'émancipations humaine*, et Cachin ajoute des conseils d'adresse, de doigté et de tact pour attirer les jeunes de tous les partis. *que nous ne pouvons nous résigner à abandonner au fascisme...*

IV. — LES MÉTHODES

C'est à cette question que nous tâcherons de répondre en étudiant les méthodes d'éducation communiste appliquées aux enfants et aux adolescents.

I. LES ENFANTS

La Fédération de l'Enfance déclare vouloir

soustraire les enfants à l'influence idéologique des forces réactionnaires en employant des formes d'éducation spécifiquement enfantines et en utilisant les derniers progrès et les dernières recherches de la pédagogie scientifique.

En effet, un principe domine l'action sur les enfants : celui de l'inutilité des parents une fois passé le stade de la procréation; d'après les communistes, ils n'ont aucune mission éducatrice; quand ils l'exercent, c'est par une procuration de la collectivité, qui seule en a le droit et la charge et qui s'efforce de « soustraire » l'enfant à la famille. C'est ce qu'on a vu réalisé en U.R.S.S., et les formations enfantines de France inculquent aux petits cette indépendance et ce mépris

du foyer. D'ailleurs cette éducation emploie les méthodes actives en les adaptant.

C'est pourquoi les « patronages prolétariens » perdent de plus en plus leur caractère garderie et promenade hygiénique, mais groupent leurs enfants par cinq ou six dans des cercles culturels chargés de fonctions variées : journal, chant, jeux, découpages; un contenu politique est introduit dans ces activités pour former les personnalités dans un sens nettement communiste.

La même initiative est laissée aux communes de trente enfants dans les colonies de vacances, aux essais et chaînons des Pionniers Rouges; les enfants se dirigent eux-mêmes, élisent leurs chefs, discutent les lois et disciplines du camp... Il paraît qu'aux dernières vacances, les 370 poulbots de Montreuil se sont contentés de jouer et de se gorger d'air pur; mais cette absence de vie sociale est déplorée dans le reportage de *Regards* (hebdomadaire des Éditions de la Jeunesse), et des souhaits sont formulés pour que tous soient entraînés au prosélytisme, aient leur place dans les défilés, signent des pétitions antifascistes, comme les 400 Bagnolais en vacances à Oléron l'ont fait en faveur des Roumains, participent aux grèves comme à Ivry, où des enfants de 10 ans ont distribué des tracts, quêté des ressources et monté la garde aux piquets.

Ce sont les Pionniers Rouges qui reçoivent la formation la plus achevée. A la manière de Baden Powell, le fondateur, Barbusse, leur a donné des statuts, une loi : *Servir le prolétariat dans sa lutte pour la libération*, une devise : *Sois prêt*, gravée sur leur insigne : faucille et marteau.

Par les jeux en plein air, le camping, on oriente les aptitudes enfantines vers le fanatisme, la lutte des classes et l'adoration du régime soviétique. Les Pionniers rédigent des journaux, et la revue *Commune* insiste sur l'intérêt de ces feuilles puériles, en particulier sur celle du XIX^e arrondissement : *Bâtisseurs*, qui publie les questions posées par ses lecteurs :

— Pourquoi y a-t-il écrit sur les prisons de France : Liberté. Égalité. Fraternité?

— Je voudrais que l'on discute sur la vie en U.R.S.S.

— Je voudrais que l'on discute sur la justice dans les écoles de France, et la différence en U.R.S.S.

— Pourquoi fume-t-on l'opium? En est-il ainsi en U.R.S.S.?

Voilà quelles sont les préoccupations des petits journalistes de 12 ans ! Notre tristesse deviendra écœurement si nous apercevons des pionniers, frères silhouettes bleues cravatées de rouge, saluer poing levé lorsque retentissent les paroles avilissantes de leur hymne :

*Nous fracassons les vitres,
Nous badigeonnons les portes de goudron,
Nous aboyons sur les grand'routes,
Plus de laisse !*

*Nous aurons raison de toutes les filles,
Sans oublier les vieilles femmes,
Boum, et c'est tout !*

2. — LES ADOLESCENTS (monographie J. C.)

Une admirable technique de l'âme collective populaire préside à la propagande et à l'organisation des quelque 100.000 jeunes garçons communistes.

La fondation de la Fédération de la Jeunesse Communiste remonte au Congrès national de la Bellevilloise en 1920, où les Jeunesses socialistes se sont scindées en deux parties : les J. S., fidèles à la II^e Internationale, et les J. C., adhérant en majorité à la III^e Internationale.

Les liens avec l'Internationale Communiste de la Jeunesse sont nombreux : même secrétaire général : Raymond Guyot, — statuts approuvés, — discipline stricte, telle que la révèle le programme :

Les Jeunesses Communistes travaillent sous la conduite de l'Internationale Communiste de la Jeunesse et se soumettent aux instructions de l'Internationale Communiste, instance suprême du mouvement communiste mondial ; cette soumission doit être immédiate et sans discussion, même si les organisations nationales ne sont pas d'accord...

Cependant une attitude tolérante est de mise actuellement, le sectarisme est relégué ; les cellules sont devenues des « Clubs de Jeunesse » ouverts à tous ceux qui veulent donner leur cotisation mensuelle de 2 francs. Bien sûr, il y a « les fractions », composées de jeunes communistes qui s'in-

filtrèrent dans les autres organisations, même religieuses, et tâchent de les désorganiser et d'y conquérir les leviers de commande, mais la Fédération veut atteindre les masses et accueille les socialistes, comme les radicaux, comme les chrétiens : sans condition.

Pour les attirer, elle ne se contente pas de distraire les jeunes par des bals ou des excursions, elle se place sur le terrain culturel, procure des livres, des cours, des conférences de toutes sortes. Une fois la curiosité éveillée, il est facile de faire vibrer les cordes de la justice, de la fraternité, de l'enthousiasme...

Tout en professant un grand respect de certaines valeurs chères aux Français : famille, patrie, on étale toujours le même diptyque : d'un côté la misère de la jeunesse française prouvée par des lettres émouvantes de chômeurs ou d'apprentis ; sur l'autre face, le bonheur paradisiaque qui comble les vœux de la jeunesse soviétique. — Comme l'activité des jeunes communistes n'est pas platonique et qu'ils peuvent citer quelques résultats obtenus par les interventions d'adhérents ou du parti, ils créent un premier dynamisme en faveur du mouvement. Beaucoup d'adolescents s'en tiennent à cet attachement utilitaire, mais les plus convaincus ont étudié la philosophie marxiste, sont entrés dans la religion, pour ainsi parler, et donnent leur travail, leurs peines, leur cœur à cette cause qui les exalte : la libération de l'humanité.

Ce tableau ne serait pas exact sans l'esquisse des tentatives de la J.C. pour créer et animer un front unique de jeunesse contre l'agressivité fasciste. C'est pourquoi le *Comité de liaison des Jeunesses du Front Populaire* se réunit théoriquement chaque mois et institue l'entr'aide pour la défense du peuple espagnol : quêtes, cargaisons de vivres, volontaires. Dans certaines villes, communistes et chrétiens concourent à des œuvres charitables en faveur des chômeurs ; Jacques Duclos mêle les noms des jeunes catholiques allemands Adalbert Probst et Gregor Meissner à ceux des Juifs et des communistes, *tous martyrisés par Hitler, pour la paix, la liberté et le progrès*.

La même habileté se retrouve dans les publications destinées à la jeunesse : *L'Avant Garde*, *Notre Jeunesse* sont impeccables du point de vue journalistique. Bien rédigés, illustrés, intéressants, variés, ils plaisent, et leurs tirages augmentent ;

ils forment l'opinion à l'aide d'idées-forces répétées sous forme de slogan; la phrase : *C'est pourquoi nous voulons le communisme en France*, se retrouve souvent; tel article de *Notre Jeunesse* est vraiment frappant : il chante l'éloge d'un chef de bataillon espagnol et comporte un refrain : *Et Callego n'a que 22 ans...*

L'illustré pour enfants *Mon Camarade* s'exerce à la critique fine de la religion dans l'histoire de Jeannot, quelques caricatures se trouvent mêlées à d'autres croquis inoffensifs ou instructifs : ce sont des sophismes en images; tandis que les adolescents liront des sophismes imprimés, les uns et les autres adroits et bien dirigés.

Par sa propagande, son activité, ses congrès, ses journaux, la Fédération de la jeunesse communiste se pose en rédemptrice d'une génération *sacrifiée et déçue par le régime capitaliste*. Sa psychologie, son ingéniosité, les chimères attrayantes qu'elle agite lui donnent un grand pouvoir d'entraînement : aussi, depuis mai 1936, ses effectifs sont passés de 26.000 à 100.485 membres en novembre de la même année.

A titre d'exemple, nous allons indiquer quelques-unes des tentatives faites à Lille par le parti communiste pour enrôler la jeunesse.

V. — RÉALISATION A LILLE

(Visites à Guy Leroy)

Le siège du parti : 258, rue de Paris, est ouvert toute la journée, c'est là qu'on rencontre les secrétaires : Hentgès, Martha Desrumaux, Guy Leroy. On est introduit dans une petite pièce assez pauvre, avec un grand portrait de Raymond Guyot comme principal ornement.

Il existait une section lilloise de l'Union fédérale des étudiants, puis, le camarade qui s'en occupait ayant quitté la Faculté, le travail a cessé de ce côté-là. Quant aux enfants, ils sont abandonnés, car on ne trouve pas la personne dévouée qui fonderait un essaim de Pionniers Rouges. Aussi toute l'activité de Guy Leroy se reporte sur les « Jeunes Communistes », dont il est le président de Fédération régionale.

Au 15 février 1937, il avait signé pour le département du Nord : 5000 cartes d'adhérents; ceux-ci sont répartis dans 130 groupes, dont 4 à Lille même :

- Le club Médrano, à Wazemmes;
- le club Dimikov, à Moulin-Lille;
- le club Duclos, au Vieux-Lille;
- le club Roland Labargey, à Saint-Sauveur.

Roubaix, Tourcoing, Loos, La Madeleine ont aussi des groupements.

Chaque club réunit ses adhérents un soir par semaine, mais la question des locaux est une grosse difficulté à Lille, où sont rares les salles indépendantes des estaminets, et pourtant on veut préserver les jeunes de l'alcoolisme, qui est *indigne d'eux*.

Ces réunions visent la formation politique et la formation culturelle, par alternance hebdomadaire. C'est ainsi que cet hiver les jeunes lillois ont entendu des conférences techniques d'orientation professionnelle, des causeries sur l'histoire de notre région et de ses industries, sur l'origine du mouvement syndical, et des commentaires littéraires de Zola, Flaubert, Balzac... Les orateurs sont des spécialistes : instituteurs, secrétaires de syndicats, etc. Et la Fédération est aidée par la « Maison de la Culture », dont le comité lillois compte des professeurs de lycée, des médecins, et organise des conférences contradictoires et des expositions plus ou moins probantes.

On a ébauché l'organisation des loisirs avec des jeux (cartes, billards), mais l'été et les quarante heures vont permettre les promenades-visites entre clubs de différentes localités et les longues excursions qui emprunteront l'abri des auberges de la jeunesse.

La belle saison ramènera aussi les écoles élémentaires des cadres, groupés dans un village, où ils reçoivent pendant huit jours l'enseignement et les méthodes de communistes convaincus et conquérants. Ils apprennent la morale du militant, c'est-à-dire la courtoisie vis-à-vis de l'adversaire et l'attitude de chevaleresque défense chaque fois qu'un abus se produit dans les usines... Pour cela le jeune militant communiste s'entraîne à la compétence professionnelle, condition de son autorité, et à l'obéissance intelligente du parti, condition d'efficacité de l'action. C'est durant ces

semaines d'études qu'il rêve à la Russie idéale, où le travail est joyeux et léger, même dans la hâte shakanowienne, car *travailler pour la collectivité, c'est travailler pour soi.*

Après avoir contemplé cet idéal de liberté, le militant est prêt à étudier la tactique qui sauvera notre pays de l'oppression capitaliste et réalisera *cette révolution française qui ne sera pas une copie des Russes, mais une adaptation à la mentalité, au genre de vie de nos compatriotes.*

Les jeunes du Nord la préparent avec ardeur et voudraient collaborer avec les jeunes socialistes, qu'ils invitent à leurs réunions, et à qui ils avaient proposé un concours désintéressé pour quêter l'argent qui permettrait l'achat d'un avion qu'on enverrait en Espagne. Le refus dédaigneux des socialistes les attriste, mais ils sont fiers du contingent de volontaires qu'ils ont détaché vers l'armée gouvernementale espagnole et de leurs progrès marqués par l'assistance du Congrès fédéral de février 1937 : 700 délégués au lieu de 87 en février 1936...

CONCLUSION

On le voit, par cette enquête, il serait faux de limiter le gigantesque effort du communisme auprès de la jeunesse à un simple travail de propagande. Il s'agit d'atteindre un objectif autrement important, de créer une culture prolétarienne, selon les principes matérialistes et athées de Marx. Pour nous qui croyons que l'humanisme intégral, et par suite la véritable culture humaine, ne peut se réaliser que dans une atmosphère de grâce chrétienne, nous voyons l'erreur considérable d'un tel objectif, et le danger véritablement effroyable d'une pareille action. Mais pour lutter contre elle, il ne suffira pas d'une propagande facile, de publications de tracts ou de brochures, d'un ensemble de conférences. La tâche est autrement profonde. A ceux qui veulent, avec raison d'ailleurs, tenter de créer une culture proprement ouvrière, mais commettent la grande erreur de vouloir la réaliser sans Dieu, on ne peut répondre et opposer un rempart utile qu'en s'attaquant au même travail, mais *avec Dieu*, en essayant de réaliser une culture ouvrière chrétienne, et en travaillant à édifier les organismes qui permettront d'accomplir cette œuvre, capitale à notre épo-

que. On sait que cette tâche est un des premiers objectifs de la J.O.C et de la L.O.C., les deux mouvements spécialisés de jeunes gens et d'adultes de la classe ouvrière chrétienne. Seule l'Action catholique menée par des ouvriers dans leur milieu pourra nous permettre de répondre aux aspirations ouvrières dont les mouvements communistes sont à la fois le signe et une des plus funestes déviations.

O. LE TRÉPORT.

LIVRES

Si l'on veut comprendre la politique actuelle du communisme, il faut toujours se reporter aux discours prononcés par DIMITROV depuis sa libération, et spécialement au rapport présenté au VII^e congrès mondial de l'Internationale communiste (août 1935). Or, ces importants documents viennent d'être traduits, réunis et publiés en un volume aux E.S.I. *La lutte pour le front unique contre le fascisme et la guerre* (1938). C'est là qu'est précisé le mot d'ordre de la lutte antifasciste (on sait, en effet, que la révolution communiste et la révolution fasciste n'ont pas été toujours ennemies...); c'est là que se précise la doctrine du « front unique », c'est là encore qu'il est demandé aux membres de l'Internationale communiste de retrouver la signification propre de chacune de leurs nations.

On se tromperait grandement à ne voir dans ces deux dernières consignes que pure tactique. Il faut se rappeler, en effet, que ce que nous appelons « tactique » a une signification beaucoup plus profonde pour un communiste, aux yeux de qui action et doctrine sont étroitement unies. La poursuite incessante du « front unique » de la classe ouvrière (communistes, socialistes, républicains, et même « croix de feu » ou catholiques) ou de toutes les forces démocratiques (ouvrières, paysannes, bourgeoises, etc...) est une position essentiellement réaliste, dont Marx et Engels avaient déjà donné la théorie dans le *Manifeste communiste* : tantôt les communistes tenteront d'unir dans une action commune toutes les forces, aux théories diverses (c'est la tactique du *Front populaire* et de l'unité syndicale), tantôt ils s'efforceront de faire soutenir par ces groupements les revendications qui préparent la révolution communiste. C'est dans le même esprit que Dimitrov rappelle, en outre, à tous les révolutionnaires communistes qu'ils doivent découvrir le sens de leurs nations : il est indispensable, à ses yeux, qu'en chaque pays la doctrine marxiste soit rattachée aux écrits, ou aux tentatives révolutionnaires qui l'ont précédée. C'est ainsi que les communistes de

France travaillent incontestablement à réaliser ce qu'ils appellent un « communisme style français ». Il suffira de lire à ce sujet *La mission de la France dans le monde* (rapport présenté par Maurice Thorez au IX^e congrès national du Parti communiste français, à Arles, le 26 décembre 1937 et publié en 1938 aux E.S.I.

L'Union soviétique mise à part, nous dit le secrétaire général du parti, la France a repris la première place dans le monde. » Hélas ! Maurice Thorez a dû s'apercevoir depuis que sa complaisance le rendait singulièrement optimiste, au-delà même de ce que permettait déjà, à la fin de décembre, un regard quelque peu clairvoyant.. Malgré tout ce qu'elles ont de contestable, il y a cependant dans ces pages une certaine fierté française, et il importe de ne pas en minimiser l'importance : nul patriote — surtout s'il est un politique avisé — ne devra oublier, quel que soit le motif d'un pareil discours, que le chef du parti a demandé aux communistes de France d'aimer leur pays. Pour autant, il reste inadmissible que la seule France qui compte soit celle du Front populaire, et que l'esprit français soit mis au service d'un idéologie inhumaine, mais une mise au point plus précise demanderait ici trop de place (1). Nous nous contentons de signaler la production récente des E.S.I. A cette recherche d'un « communisme style français » se rattachent les volumes, dont nous avons déjà parlé, sur Diderot, Proudhon, Fourier, etc..., et plus récemment le *Saint-Just, ses idées politiques et sociales* de PIERRE DEROCHEs. A la lutte contre le fascisme se rattachent *Dix ans de fascisme totalitaire en Italie*, par SILVIO TRENTIN (où l'Eglise catholique est fortement attaquée) et *le Japon contre le monde* de H. CHASSAGNE.

Signalons en terminant le troisième volume des *Maîtres de la France*, de AUGUSTIN HAMON, où sont énumérées les familles qui détiennent les leviers de commande de la production française. Le tome III est consacré aux transports, aux ports, aux docks et aux colonies. C'est, si l'on veut, un répertoire des « deux cents familles ». Mais, alors que M. Hamon n'est pas encore arrivé à la première moitié de son voyage, les « 200 » familles sont déjà devenues « 1500 » familles, nombreuses d'ailleurs si l'on en croit l'auteur, et pas toujours fortunées, mais besogneuses. La conclusion s'impose : il faut que le nombre des familles qui dirigent le pays aille sans cesse croissant, mais chacun pensera, à part soi, qu'il baisserait fort rapidement si le communisme prenait jamais le pouvoir...

A. M.

(1) Signalons que, dans ce rapport, M. Thorez revient longuement, sur « la main tendue » et déclare : « Défenseurs des lois laïques, nous sommes partisans de la liberté de l'enseignement. Nous n'admettons ni le monopole de l'enseignement, ni la proportionnelle scolaire. » Prenons-en acte, en espérant des précisions plus positives.

LES LETTRES ET LES ARTS

I. GIORDANI. *Devoirs et limites du polémiste chrétien.*

Un témoignage de la vitalité et de l'énergique verueur qui anime une jeune école catholique de polémistes italiens, et qui fait revivre dans la péninsule la joyeuse manière d'un Chesterton...

CHRONIQUES

CHRONIQUE DE LITTÉRATURE ALLEMANDE, par W. Weidlé :
Un humaniste chrétien : Theodor Haecker.

CHRONIQUE ARTISTIQUE, par P. Villoteau.

Nouvelles de Vienne, par G. P.

Devoirs et limites du polémiste chrétien

Il ne s'agit évidemment pas, en publiant cet article, d'inviter le lecteur à prendre à son compte chacune des affirmations de Giordani. Allons plus loin : nous sommes en présence d'une thèse où se formule ici, avec éloquence, ce que nous n'hésitons pas à regarder comme la tentation permanente et subtile d'un certain tempérament. Giordani n'abuse-t-il pas aussi du caractère polémique de certains fragments des épîtres de saint Paul, au point d'oublier le caractère si profondément ironique qui anime, par exemple, les épîtres de la captivité ? Ne voit-il pas à quel point l'existence d'un des premiers documents de la littérature chrétienne, la lettre du saint Clément de Rome et sa paisible assurance, inflige un démenti à sa thèse ? Mais précisément, c'est une thèse, et nous la publions ici, non seulement pour donner un témoignage de la vitalité et de l'énergique verdeur qui anime une jeune école catholique de polémistes italiens, mais parce qu'elle fait revivre dans la péninsule une certaine tradition à laquelle s'apparentent des génies aussi authentiquement chrétiens que Veuillot et Chesterton.

Igino Giordani est un des plus marquants parmi les jeunes écrivains catholiques italiens. Bibliothécaire à la Vaticane, rédacteur en chef de *Fides*, collaborateur de l'*Osservatore romano* et de l'*Illustrazione vaticana*, il incarne une pensée alerte, volontiers polémique et pleine d'ardeur. Il a déjà publié une quinzaine de livres, la plupart aux éditions Morcelliana, dont on connaît la féconde activité. Ses ouvrages sont consacrés ou bien à des études patristiques et des premiers temps de l'Église (saint Jean Chrysostome, Tertullien, saint Justin martyr, les apologistes grecs), ou bien à des chrétiens contemporains (Lacordaire, Montalembert), ou bien à l'étude des grands problèmes qui se posent à la conscience chrétienne en notre époque. C'est à cette dernière catégorie que se rattachent *Signe de contradiction*, le *Message social de Jésus*, *Catholicité*, et l'étude qu'on va lire.

I

A dix-neuf siècles de la Rédemption, le mouvement religieux le plus évident est le mouvement antireligieux. Paradoxe? Non. L'athéisme d'État ne tend-il pas à se constituer en une sorte d'Église, autoritaire et infaillible? Une Église où est intronisé, dans son effigie véritable, Satan, le singe de Dieu?

Ainsi se pose à notre génération le plus terrible dilemme, dilemme religieux et social tout ensemble. La conscience répondra-t-elle à Dieu ou à quelque professeur de Prusse, quelque commissaire de Moscou, quelque colonel de Mexico? La société acceptera-t-elle un principe religieux, autonome et supérieur, ou bien la politique absorbera-t-elle la religion? En un mot y aura-t-il une Église et un État, ou simplement un État-Église, à la fois idolâtre et athée?

Entre les deux affirmations extrêmes, voici tout un marécage d'idées; le principe religieux se décompose en formes complexes, mais toujours au profit de l'Antéchrist. Et, en titubant, d'étranges mouvements « religieux » progressent vers un syncrétisme, où se combinent les rouages les plus bizarres de la religiosité. Tout y entre : Confucius et Platon, Kant et le Tao, Freud et Mrs. Eddy. Il y manque Dieu, mais, pour faire marcher la machine, un christianisme « rationalisé » tient lieu de lubrifiant.

Cela fait penser aux bazars d'Amérique. Tout y est, et à très bas prix : églises postiches, credos élastiques, combinaisons philosophiques, vaselines comestibles pour les bonnes digestions. C'est le royaume de l'imitation, de l'*ersatz* : théisme pour Dieu, théosophie pour théologie, spiritisme pour esprit, idéalisme pour idéal, modernisme

pour actualité, religiosité pour religion, évangélisme pour évangile, salutisme pour salut, et, par-ci par-là, rationalisme pour raison...

Du coup, la religion, dogme et morale, cesse d'être dure et âpre. Elle devient douce et facile; un *credo* au bain-marie. La foi se *concilie* avec la science. La morale se met à la remorque des mœurs. Il n'y a plus de troubles dans les consciences : les soporifiques sont parfaits. A chacun une expérience sur mesure. Dans les intelligences, plus de doute torturant : la paralysie générale envahit tout. Le drame du ciel et de la terre, le drame du bien et du mal, les voici résolus. Les grands combats qui ont ébloui prophètes et poètes s'achèvent dans les décors d'Hollywood.

Pour aplanir la route devant ce monstre étrange, bien des gens ont collaboré : les sectes qui sécularisèrent l'Église; les Princes qui enrôlèrent les théologiens pour justifier les abus de César en face des volontés de Dieu; les professeurs de religion comparée qui réduisirent le christianisme à une remarquable expression de théisme sémitique compliquée de philosophie grecque, mais organisée par le droit romain; les métaphysiciens qui ramenèrent Dieu au Moi; et, par-dessus tous les autres, ces demi-chrétiens qui, depuis vingt siècles, n'ont pas cessé d'abandonner, jour par jour, des morceaux de dogme, pas cessé de pactiser avec l'Antéchrist.

L'enseignement du Christ se dilue dans le ruisseau des lieux communs. Peut-on s'étonner alors que les uns proclament anéantis, les autres nuls et non avenus, les ferments de la révolution de la Croix?

C'est devenu si banal d'affirmer que le christianisme est mort ou mourant, que — il faut être original — on a trouvé mieux à dire : qu'il n'a jamais existé. Il y a bien eu, dans l'histoire, quelque chose qui se nommait chris-

tianisme ; mais ce n'était pas lui, c'était tout à fait autre chose. Ces négations paraissent audacieuses. Le malheur est qu'elles sont aussi vieilles que le christianisme lui-même. Elles ont vécu, en parasites, sur son tronc, à toutes les époques. Négateurs et persécuteurs du Christ, ils sont, ennuyeusement, éternellement, toujours les mêmes : de Caïphe, pontife qui envoie le Christ à la mort, au président Calles, qui tue les prêtres en célébrant la liberté, de Celse, maître de scepticisme, à l'évêque anglican Barnes, qui fait si bon marché des dogmes. Les mêmes, avec cette circonstance aggravante que ce que Namatianus, au V^e siècle, suggérait en vers incisifs et légers, M. le professeur Rosenberg, au XX^e siècle, le condense en in-folios ! Mais de cette mode antichrétienne, nous ne subissons plus, aujourd'hui, le charme comme au temps du modernisme où l'on jetait si aisément la soutane aux orties. Cette négation du christianisme n'a pas de raisons qui nous convainquent.

Au contraire, la révolution spirituelle qui, jadis, éclata dans le sein de la civilisation antique, au moment où ses bases semblaient le plus fortes et assurées, cette révolution qui naissait, bouleversante, de puissances intactes, d'aspirations neuves, nous savons que son efficience est toujours immense, après dix-neuf siècles écoulés, et que le déchainement des professeurs, des sbires ou des financiers contre elle ne fait que prouver sa vigueur.

Tous les esprits qui ne réduisent pas l'existence à un processus organique plus ou moins orné de conventions et de modes, mais toujours activé par le plaisir des sens, tous ceux qui connaissent d'autres raisons de vivre, aujourd'hui, comme il y a dix-neuf siècles, bataillent pour ou contre le Christ. Il y a encore des gouvernements qui persécutent les prêtres, ferment les églises, refusent la liberté aux catholiques, qui, en somme, combattant des

forces par lesquelles ils croient leur vie menacée, accomplissent une œuvre *contre-révolutionnaire*, contre la révolution de la Croix. Mais a-t-on coutume de pendre des ombres? Sont-elles imaginaires, les forteresses qu'on veut brûler? Si le christianisme était un vieillard cacochyme, prendrait-on tant de peine à le chasser de sa maison?

Tel attaque et tel défend. Celui qui constate ici ces faits n'est que le dernier de centaines et de milliers de chrétiens qui, en tout temps, ont dû s'opposer aux attaques de l'adversaire. Mais, notons-le, ces adversaires eux-mêmes sont plongés dans l'atmosphère vivante du christianisme; qu'ils le veuillent ou non, ils en bénéficient, comme les noctambules encore bénéficient du soleil.

Jadis, étudiant « la première polémique chrétienne » et les conditions de l'antithèse où le christianisme naissant se plaça en face du monde antique, je constatais que la jeune religion s'oppose aux vieux errements, de cinq façons : comme Église, elle se heurte à l'État ; comme foi, à la philosophie ; comme monothéisme, à l'idolâtrie ; comme christianisme, au judaïsme ; comme orthodoxie, au gnosticisme. Mais, à part le judaïsme, assez affaibli de nos jours comme puissance antagoniste, et compte tenu de certains changements de forme ou de substance, les termes demeurent aujourd'hui valables. Nous aussi, nous avons en face de nous les vieux ennemis ; l'État païen, la philosophie antichrétienne, l'idolâtrie des choses terrestres, et le fatras théosophique du néo-gnosticisme.

Ainsi se réalise éternellement la prophétie du Christ : l'Évangile est à jamais le signe de contradiction, la lame qui pénètre à vif au cœur des hommes et fait saigner une blessure sans fin. Le christianisme est resté une conquête de chaque jour, avec des victimes et des victoires, avec du sang qui n'est pas toujours métaphorique, avec des déchirements dans l'esprit et dans la chair, l'occasion

d'une lutte sans trêve et sans repos. Chaque pouce de terrain a coûté des larmes et de la sueur. Chaque conquête d'âmes a brisé des liens de race, de famille, de traditions, d'histoire, des intérêts et des affections. Et, en sens inverse, toute apostasie a été une mutilation dans la chair vive, dans le corps divin qui est l'Église. L'histoire du christianisme est celle qui compte le plus de supplices : elle commence par une croix !

Tout le drame tient dans la nature même du christianisme. Entre lui et le monde, nul accord n'est possible : il le conquiert ou il est envahi par lui. Pas de moyen terme. Car l'un et l'autre combattent aux ordres de deux puissances irréconciliables : le Christ et Satan.

« Celui qui est près des épées est près de Dieu. » Ignace d'Antioche, dit encore Théophore, « porteur de Dieu », en fit personnellement l'expérience quand, par les chemins de l'Empire, on le menait vers le cirque romain, attaché à dix soldats plus féroces que dix léopards. La race des léopards n'est pas éteinte ; ils tourmentent toujours ceux qui marchent vers Rome. Mais celle des Théophore ne l'est pas davantage. La dialectique du christianisme entraîne à une lutte continuelle. Ceux qui sont fidèles à ce principe de combat s'entendent volontiers taxer d'insolence cléricale. De quoi se mêlent-ils ? De défendre leur foi au lieu de la laisser accabler sans mot dire ? Mais cette accusation vaut peut-être mieux, à tout prendre, que celle sous laquelle tombent tant de prudents silences, celle de lâcheté.

II

Combien de chrétiens sont à mille lieues de comprendre cette acceptation de la lutte comme conséquence de

la dialectique chrétienne ! Le christianisme est-il pour eux une révolution opérante ? Les chrétiens sont-ils la milice de Dieu ? La polémique semble porter atteinte à la charité, et la charité est l'essence du christianisme : voilà ce qu'on nous dit.

On échange aisément, de nos jours, la vertu avec ses contrefaçons, la prudence avec la couardise, le silence avec la complicité, l'amour avec des chansons pour ocarina. Parce qu'un saint, plein de lumière, saint François de Sales, a dit qu'on prend plus de mouches avec une goutte de miel qu'avec un baril de vinaigre, un grand nombre d'écrivains chrétiens ont cru que leur devoir immédiat était de se mettre à attraper des mouches. Sans doute est-ce pourquoi leur prose est tant mielleuse.

La charité est abandon de ses propres ressources aux défiances du prochain. Mais un tel don n'exclut pas qu'on sépare le juste de l'injuste, le vrai du faux. En aucun passage de l'Évangile on ne voit l'obligation de rester neutre en face de la lutte quotidienne du bien avec le mal.

Pour réagir contre la littérature de haine, certains chrétiens ont imaginé de tout noyer dans un déluge d'amour charriant, parmi ses alluvions, les matériaux les plus bizarres, morceaux d'erreurs, tronçons d'hérésies. Ils affectent de renoncer à la polémique, aux attitudes de force. Mais la force est un don de l'esprit et la polémique est une des premières formes de la littérature chrétienne. On peut discuter sur l'opportunité et la manière de son emploi. Mais condamner l'une, c'est condamner l'autre, c'est répudier les invectives du Christ contre les scribes et les pharisiens. Les disciples immédiats ne parlèrent pas avec moins de vigueur que le Maître. Son cousin Jacques flagellait les riches rapaces avec des coups apocalyptiques. La foi est la foi. Elle ne peut pas être le sosie de l'anti-foi. Et le langage n'est pas un tunnel qui permet de transpor-

ter d'un côté de la barrière les produits de l'autre.

En face de certaines attitudes d'indifférence, ou de connivence, avec lesquelles, sous prétexte de charité, on laisse passer maints attentats contre l'Église, la morale et le dogme, on a envie de regretter le temps des luttes religieuses, où, pour sa foi, on se faisait tuer après avoir discuté des heures comme des énergumènes. Aujourd'hui, on est indulgent à tout. On ne discrimine plus. On accorde le pardon au coupable et à la victime. Tout cela au nom de l'amour.

Paul de Tarse, lui, a donné une définition de l'amour comme seul pouvait la donner un homme qui s'était jeté avec violence (« le Royaume appartient aux violents... ») dans le plus profond mystère de la révolution chrétienne, un homme qui, par amour pour l'homme, avait affronté les lapidations, les naufrages, les prisons, la faim et le mépris. Mais cette définition, l'hymne peut-être le plus original de la jeune littérature chrétienne, est insérée dans un document de réprimande et de polémique. C'est la première Épître aux Corinthiens, celle où il est dit : « Quand même je livrerais mon corps aux flammes, si je n'ai pas l'amour, cela ne me sert de rien... »

De même, la première épître qu'il ait écrite, celle aux Galates, le premier écrit du christianisme, est toute une polémique animée pour discriminer, en tranchant à vif, l'ancien du nouveau. Sans ce stimulant peut-être tous les écrits pauliniens manqueraient et, avec eux, les trois cinquièmes de la littérature chrétienne. Poète de l'amour comme un être qui ne vivait plus pour soi, mais en qui vivait le Christ, Paul usait contre ses adversaires de l'invective, de l'ironie, de l'injure. « Si quelqu'un n'aime pas le Seigneur Jésus-Christ, qu'il soit anathème ! », conclut la première aux Corinthiens, celle même où est enchâssé l'hymne archangélique à l'amour. Mais à l'amour dans le

Christ, pas à l'amour en Pangloss. Va-t-on renverser les termes et s'arranger pour ne pas être déclaré anathème par les ennemis du Christ?

La vérité exclut l'erreur. « L'Évangile annoncé par moi n'a pas été *oui et non* ; mais le *oui* authentique, personnifié. » La foi n'est pas un produit neutre. Semence de mort pour les uns, de vie pour d'autres. Jésus apporte le salut ou la ruine. Qui n'est pas avec lui est contre lui. Oui ou non. Ni oui, ni non égale refus.

Si les apôtres n'avaient pas fait violence au monde païen, avec une ténacité qui, à elle seule, paraissait un crime aux fonctionnaires du type de Pline, ils auraient échappé aux persécutions, à la mort : et nous serions tous païens.

Jean est celui qui a défini Dieu : l'amour. Mais il fut aussi le fils du Tonnerre, qui, contre la dissidence et la négation, se leva tout écumant comme un prophète antique. Et à la trace des persécuteurs il lâche en ouragan les chevaux de l'Apocalypse.

Ceci seul importe et résout tout. C'est que le mobile du combat soit l'amour, et non la haine, à l'égard de l'homme, qui est un frère. A ce signe on reconnaît le chrétien du païen. Par là on rejoint le point de départ qui fait de la polémique chrétienne une lutte de la charité. Ce principe donne le ton à presque toute la littérature ancienne (lettres de Clément, d'Ignace, polémique antijuive, antipaïenne, antihérétique). Mais cette littérature, instrument de propagande des idées nouvelles, heurtait de front un système assis sur la tradition, soutenu par la politique ; elle était nettement révolutionnaire, et le combat qu'elle engagea était de vie ou de mort.

III

On m'a dit : « Mais la polémique est bien finie ! Quelle notion dépassée ! » Il suffit, pour se convaincre de la véracité de cet argument, d'aller faire un tour au musée des athées militants, ou de consulter un de ces opuscules où la « troisième confession » travaille, en Allemagne, à extraire une théologie aryenne de la terre et du sang — du sang surtout.

Non. Jamais autant qu'aujourd'hui l'existence de la foi n'a été en jeu. En d'autres temps, il y a eu luttes entre christianisme et paganisme, entre catholicisme et protestantisme, entre la Croix et le Croissant, entre deux religions qui reconnaissaient l'une et l'autre un Dieu du ciel. Mais, aujourd'hui, la lutte est entre la religion et l'athéisme ; c'est la bataille du ciel contre la terre. Autre chose qu'une polémique : une guerre.

Tel est l'héritage véritable du christianisme. Le baptisé qui n'accepte pas les conséquences du baptême est un fol. Ou bien c'est un conservateur en pantoufles qui, par mégarde, s'est mis une cocarde révolutionnaire. Il ne sait pas, le malheureux, que son baptême l'engage dans une vie nouvelle avec l'adhésion de tout son esprit et de tout son corps. Le christianisme est un *intégralisme*. Et d'un tel intégralisme, dans le monde ancien, l'unique peuple monothéiste, Israël offrait l'exemple. (Encore que, au temps de Moïse et David, parfois indulgent aux idoles.) Mais par le christianisme, il devient universel. Son assaut implacable l'a fait maître des institutions et des doctrines. Si bien que les Anciens, accoutumés à une religion tout extérieure dont les cérémonies ne dépassaient pas l'efficacité d'un banquet et dont les ablutions

n'intéressaient que l'épiderme, se trouvèrent, avec fureur, devant une multitude qui faisait de la religion la pensée, l'acte principal de la vie, et lui subordonnait tout ce que, pensée et action, l'on avait jusqu'alors tenu pour essentiel.

Cet intégralisme ne s'est pas brisé en chemin. Au contraire. Vingt siècles de sainteté, d'œuvres, de responsabilités l'ont encore rendu plus impérieux.

Son adversaire direct, c'est l'indifférence. Un adversaire qui ne combat point, qui évite la lutte, s'éloigne du champ de bataille, se tient caché pour manger en paix sa soupe. Ceux qui nient la vitalité présente du christianisme ont dans l'indifférence des chrétiens l'argument le meilleur. L'Église réagit avec vigueur, mais la lâcheté de ses fils a bien souvent permis, au cours des siècles, que, sur son corps virginal, les hommes d'armes et les hommes de la politique vinssent poser leurs mains impures. Permis aussi que la diffament ceux qui connaissent le moins sa loi et sa morale. Permis trop souvent que le Christ fût emprisonné dans la personne de son Vicaire, de ses ministres; que leur foi, la foi de la majorité, fût, en pays chrétien, malmenée par les politiciens. La Sainte Russie s'est laissé transformer, par une minorité, en un champ d'expérience de l'athéisme. L'Espagne des chevaliers et des mystiques a vu les horreurs de luttes anti-chrétiennes. Crime des athées? Oui. Mais qui a formé ces athées? De quelles écoles sont-ils sortis?

Cette défaillance de la volonté est déterminée ou facilitée par l'ignorance religieuse. A l'égard de la doctrine chrétienne, le cerveau de l'indifférent se comporte comme une pellicule photographique, sensible aux seuls aspects de la route changeante. Impressions vagues, notions contradictoires, tout ce que charrie dans ses flots le papier imprimé, journalisme plat ou trop léger, littérature plus

ou moins érotique, tout cela envahit l'esprit. Il arrive bien que, sous forme de citation, de coupures, de lectures incoordonnées, des notions religieuses viennent s'agglomérer à ces matériaux hétérogènes. Elles ne peuvent s'y fondre et déterminent alors des enflures, des abcès : cela s'appelle lieux communs ou obsessions.

L'indifférent peut être n'importe qui. Habile ingénieur des chemins de fer, zoologiste scrupuleux, philosophe expert à couper les cheveux en quatre, avocat plein de bon sens, ou archéologue pour qui la moindre tombe à coupole n'a plus de secrets, dès qu'il s'agit de religion, ce qui surgit en lui, c'est la dogmatique du lieu commun. Il vogue sous le pavillon de l'opinion courante, à moins qu'il ne se contente de quelques aphorismes de théosophie ou de spiritisme. Le presse-t-on de se prononcer ? Il répétera le cliché le plus éculé avec tout le soin qu'on met à dérouler un papyrus ou avec la calme froideur de qui dissèque un muscle. Il peut même devenir le théologien du lieu commun sans sortir de son désintéressement pour l'objet de celui-ci : il affirme, il nie, il hausse les épaules. Mais de quoi s'agit-il ?

L'indifférence religieuse devient, en outre, d'ordinaire, indifférence morale. Depuis que la civilisation chrétienne a surgi, la morale, dans son principe, ne se dissocie plus de la religion sans disparaître. Avec son double bon sens, grec et chrétien, Clément d'Alexandrie disait : « L'ordre de la morale ne diffère pas de l'ordre de la pensée, parce que la vie ne diffère pas de la vie. »

Mais il existe une indifférence plus insidieuse. Celle qui, extérieurement, affecte le plus grand attachement aux intérêts de la religion et à ses commandements. On le connaît bien ce complaisant, cet accommodant. Au nom de Dieu, qui est amour, il aime tout, tort et raison, Église et monde, faute et vertu...

Celui-là, c'est le frère aîné de l'indifférent, qui, sous prétexte d'amour, se retire de la lutte. Il sait très bien défendre ses droits. Si vous lésinez avec lui pour quelque menue monnaie, si vous lui demandez de renoncer à quelque chose, il se retourne d'un coup, comme la scolopendre, le mille-pattes des pays chauds, dont on écrase la queue. Mais si vous amputez seulement cette foi et cette morale qu'il chante, aux offices, en faux-bourdon, il vous accorde gratis son pardon. Il faut bien vivre et laisser vivre. Ne troublons pas notre digestion !

De temps en temps, pour se dégourdir les jambes, il va considérer avec une grande attention les actions d'éclat des « Sans-Dieu » arrachant les icones des églises. Ou bien il va à Rome regarder les acrobaties des bedeaux de Saint-Pierre allumant les flambeaux de la grande coupole. S'il y a ensuite quelque joyeuse démonstration sur la place, il tire sa cocarde de circonstance et, respirant la joie, marche en tête, monte à la tribune. Qu'un petit danger surgisse, il se retirera chez soi, barricadera ses portes et laissera aux autres le soin de se rompre les côtes. Mais il descendra quand il y aura un vainqueur, à seule fin de lui serrer la main avec effusion. Si le chrétien doit être cela, il n'est pas étonnant que, dans notre monde affadi, ceux qui luttent pour la primauté de l'esprit, et se battent, et brûlent pour l'idée, apparaissent misérablement vulgaires. Comment ? Ils cherchent querelle ? Ah ! ils porteront les conséquences de leurs audaces !

Mais voici que, précisément, la dialectique des événements déchainés, loin de déboucher sur l'indifférence, nous réduit à choisir, avec une logique que Lénine lui-même avait comprise d'intuition, entre un christianisme intégral et l'athéisme. Au milieu de ce drame, qu'ont à faire les neutres, si ce n'est à jouer le rôle d'entremetteurs de l'Antéchrist, même s'ils vont, le dimanche, à une messe

élégante? Qui n'est pas *activement* avec le Christ, *passivement* est contre lui.

IV

La nature humaine a de ces nécessités : l'indifférence religieuse elle-même se crée des assises religieuses, des dogmes, des temples. A leur fronton, on lit l'inscription : « au Dieu inconnu », mais dans les cellules intérieures, il y a une idole boursoufflée, devant laquelle chaque jour les fidèles se prosternent : *le moi*. C'est elle que servent, en définitive, tous ces théologiens pour qui l'intégralisme chrétien apparaît comme une intolérance, une sorte de maladie médiévale dont la science aurait triomphé depuis longtemps. Gardiens acharnés de la tolérance, ils enverraient à la potence, s'ils le pouvaient, quiconque se risque à affirmer qu'une chose peut être vraie, une autre fausse, — tout devant être neutre. Ce point de vue, c'est leur dogme. Qui le discute est un être antisocial, un ennemi de la science : qu'il soit anathème ! Ce sont les intolérants de la tolérance. Tout prêts d'ailleurs à accepter le christianisme, à condition qu'il ne prétende pas enseigner quelque chose.

Sur ce terrain, le catholique passe sous les tirs croisés de deux secteurs : d'une part on lui jette l'accusation d'intolérance, de l'autre on lui jette, partout où il se peut, pierres et tessons de bouteille. (Cela s'est vu à certain congrès eucharistique de Dublin !) En Amérique, les néo-malthusiens veulent imposer les pratiques anticonceptionnelles : les catholiques estiment ne pas devoir accepter ; les premiers, au nom de la tolérance, réclament aussitôt une loi coercitive contre l'Église ; les seconds, les *intolérants* de chrétiens, ne demandent de persécution contre personne. L'évêque anglican de Bir-

mingham estime que l'homme descend du singe et que le péché est une survivance des instincts des mammifères ; il se moque du dogme, comme il convient à un tolérant intégral. Mais, dans la pratique, il moleste de diverses manières les ministres de son diocèse qui se permettent de croire à la Présence Réelle.

Les chrétiens intégraux sont intolérants en théorie, mais les autres le sont en pratique. L'intolérance catholique se place dans l'ordre du surnaturel ; celle des autres, qui ne se soucient guère de cet ordre, reste dans le terre à terre et y sévit. En fin de compte, qui va au bain ou meurt assassiné ? C'est toujours le chrétien qui prend sa foi au sérieux.

L'équivoque de l'intolérance, engendrée par la polémique de la Réforme, a été prolongée, durant ces quatre derniers siècles, par maints historiens. La culture a prétendu faire le procès de l'Église. Les historiographes modernes (et pas seulement les a-catholiques !) nous présentent la Réforme comme les champs Élysées de la libre pensée, sans voir qu'à chacun des arbres, ou presque, pend un anabaptiste, un catholique ou un non-conformiste. (Nous reviendrons sur ce sujet.) Par opposition, la contre-Réforme est présentée comme une espèce de vaste prison où, dans la lueur rougeoyante des torches, bourreaux corpulents et condamnés squelettiques forment un atroce spectacle, cependant que, au terrible tribunal, un Dominicain sanguin et un Jésuite anémique, sous un crucifix terreux, devant un bûcher flamboyant, font grêler les condamnations à mort. Ramenons l'histoire à plus de précision. Tous les suppliciés de toutes les Inquisitions, y comprise l'espagnole, ne forment pas tous ensemble la cinquantième partie des victimes catholiques immolées au nom des principes anti-catholiques, pour la « liberté » de l'Évangile ou de la pensée. Malheureuse-

ment, ici encore, l'opinion reçue, la pensée toute faite, la calomnie incontrôlée, satisfont et soutiennent la paresse scientifique de la foule. Comme au temps des persécutions, les autorités de Rome tuent les chrétiens, mais ce sont les chrétiens qui sont « les ennemis du genre humain ».

Toute notre intolérance consiste en ceci que le catholique ne tolère pas que la vérité soit tenue sur le même pied que l'erreur ; exactement comme le mathématicien ne tolère pas que deux et deux fassent autre chose que quatre. En fait, chacun pense de même au sujet de ce qu'il tient pour *sa* vérité. Il en advient comme de l'infailibilité, cette sœur de l'intolérance, selon la remarque de Bernard Shaw. Le Pape la revendique mais n'en use qu'avec prudence, rarement et dans un des cas qui relèvent de sa compétence particulière. Mais le monde est plein de diplomates, de professeurs, de politiques et de financiers qui la repoussent en théorie, mais en font un usage quotidien. Il est vrai que c'est d'ordinaire en des matières où leur incompétence est grande. La vérité du catholique, outre qu'elle est révélée, porte la sanction de siècles d'expérience ; elle est objective et non subjective : elle ne naît pas de ses œuvres ; elle n'est pas exposée à des oscillations, à des modifications ; elle est claire. Tandis que nos infailibles — nos temps en pullulent ! — proposent des vérités qui varient de l'un à l'autre, de chacun à chacun. Devant l'*intolérance* des catholiques se lèvent mille et cent mille intolérances qui s'additionnent.

L'intolérance catholique frappe l'erreur, mais est indulgente aux errants. Elle veut leur faire du bien, elle les recherche pour leur prodiguer sa charité. Pour aimer, elle n'exige pas de profession de foi. Les intolérances anti-chrétiennes, indulgentes à ce qu'elles considèrent comme l'erreur, frappent volontiers les errants, les

excluant du bénéfice de la loi commune. Bien souvent, les revendications des catholiques ont consisté à demander le *droit commun*. C'est ce que demandait Tertullien sous Septime Sévère, Lacordaire sous Louis-Philippe, et aujourd'hui l'archevêque Rodriguez sous Ruiz, le cardinal Faulhaber sous Hitler.

Il faut revenir sur cette idée que la Réforme, contrairement à l'opinion reçue, n'a pas été un mouvement vers la tolérance. L'intolérance a été affirmée théologiquement par les principes luthériens et calvinistes du déterminisme moral. La volonté, incapable de choisir entre le bien et le mal, est conduite par une force extérieure et supérieure. Le catholique croit posséder la vérité parce qu'il se déclare capable de la discerner de l'erreur. Le fataliste croit être incapable de distinguer et, pour plus de sûreté, condamne tous ceux qui ne pensent pas comme lui. Antinomie dramatique entre une liberté d'interprétation immense et une volonté serve, incapable d'action. D'où, pour éviter l'anarchie, le postulat d'une autorité qui tiendrait en main les volontés disparates, soutiendrait les impuissances individuelles.

Luther voulait une autorité armée contre les dissidents. Pas de scrupules. Ce n'est pas le prince, mais « Dieu lui-même qui pend, roue, décapite, étrangle ». Qu'on se souvienne de la révolte des paysans, soulevés au nom du libre examen, et que Luther lui-même fit atrocement réprimer par les seigneurs. « L'autorité, disait-il crûment, doit confier les hérétiques scélérats à leur protecteur légal, maître Hans. » Maître Hans, c'était le bourreau.

Ces références à la pensée réformée sont données ici sans aucune intention de polémiquer avec les protestants d'aujourd'hui, dont les plus sages condamnent autant que nous les comportements de ces tyrannies. Mais seu-

lement pour montrer ce qu'il y a de conventionnel et d'arbitraire dans l'idée d'une contre-révolution protestante au nom de la liberté de conscience. Contre l'autorité du Pape, on réclamait la liberté. Mais on lui substituait l'autorité de petits papes et papesses qui fourmillaient dans la révolte contre Rome.

V

Depuis les polémistes et les apologistes des II^e et III^e siècles, les théologiens catholiques n'ont pas cessé de défendre dans la liberté de pensée le fondement de la personnalité humaine, avec l'antinomie de la volonté. Les Jésuites, qu'on nous présente ordinairement comme les garrotteurs des consciences, furent les plus tenaces défenseurs des droits de la volonté contre le déterminisme, ce déterminisme qu'une dérivation du calvinisme professait, avec les suggestions de la piété et le prestige du style, sous le nom de jansénisme.

Dans les siècles de la Réforme, on a vu des princes protestants tirer argument de leur théologie pour enraciner leur régime dans un absolutisme absorbant ; et des rois catholiques tirer de quelque compromis des systèmes analogues sous le nom de gallicanisme, de lusitanisme, de josphisme. Alors il n'y eut qu'une seule puissance spirituelle pour fixer des limites à l'omnipotence : la Papauté. Des vieillards sans armes se dressèrent contre des rois, qui possédaient les armées, les diplomates et l'argent pour acheter des consciences jusque dans le Sacré Collège. De ces heurts de deux à trois siècles, la Papauté, certes, sortit meurtrie, mais elle se remit, ayant gardé à l'esprit l'autonomie de la conscience religieuse en face de la puissance civile.

Il est vrai que de cette action même de la Papauté, des esprits, de bonne foi, tirent des motifs de la condamner. L'Église aurait fait de la politique, empiété sur le terrain de César.

Voilà que se dresse ce prétexte politique qui fait refuser aux chrétiens les libertés économiques. A la Chambre anglaise, en octobre 1647, deux députés, Selden et Marten eurent le courage de proposer la tolérance du culte, même pour les catholiques. Milton la leur refusa au nom de la fameuse raison politique. « Je n'entends pas, moi, disait-il en 1644, que l'on tolère le papisme ; comme il détruit les pouvoirs religieux et civils, il doit être à son tour détruit. » En 1658, il renforçait encore : « Quant aux papistes, j'en aurai bien vite parlé, puisqu'on ne peut leur accorder de tolérance. Plus on considère leur religion, plus l'on voit que ce n'est pas une religion, mais une souveraineté romaine qui s'efforce de conserver son antique domination universelle. »

Avec des variations de circonstances, c'est le langage des théologiens et des juristes, de Caïphe, de Decius, de Sapor, de Philippe le Bel, et ainsi de suite, jusqu'à Staline, Calles et Goering. Toujours le prétexte politique quand l'Église ne tolère pas l'union païenne des deux pouvoirs dans les mains d'un seul, du chef de l'État. Le Christ fut crucifié parce qu'il voulait se faire *Roi*. Les chrétiens furent martyrisés comme « ennemis de l'État ». De Locke tire le sophisme que les anticléricaux modernes élèvent en principe de gouvernement : « Aucune tolérance pour les intolérants. » Bon acrobate de foire, Rousseau fait ce raisonnement comme une cabriole : « Quel homme ose professer que hors de l'Église il n'est point de salut doit être banni de l'État. » Avec cette petite différence que celui qui professe que « hors de l'Église il n'est point de salut » ne refuse pas le salut à celui qui ne croit

pas, et même, le cas échéant, se montre plus courtois avec lui. Tandis que Rousseau et les législateurs formés par son *Contrat* refusent à qui fait cette profession les biens usuels, ceux que chaque homme possède : la patrie, la liberté. Toujours au nom de la tolérance.

Le tour de passe-passe du spirituel est hardi. Mais fait avec désinvolture, il a été transmis à toute une philosophie politique moderne. A peine si l'on s'en aperçoit.

« La liberté, écrivait un fils intrépide de Rousseau, dans les *Annales de la Jeunesse laïque* (septembre 1902), la liberté n'existe pas. Quand on rencontre un chien enragé, on le tue, voilà tout. » Et un autre libre penseur développait cette idée : « Contre le prêtre, tout est permis!... Il est le chien enragé que tout passant a le droit d'abattre pour qu'il ne morde pas, ne contamine pas. Exil, ostracisme, emprisonnement perpétuel, bagne, régime pénal et cellulaire, tout est légitime contre lui. Discuter? Non, lui mettre la muselière, le tuer! » Ce morceau a paru dans un journal qui, au début du siècle, s'appelait *Raison*!

Exil, ostracisme... tels sont les principaux arguments de la « tolérance » antichrétienne. Peut-être ne sont-ils pas suffisants?

Devant ces faits et ces affirmations, osera-t-on dire que la polémique chrétienne n'est pas admissible? Les objections qu'on lui adresse ne résistent pas à l'examen, et l'on impute aux chrétiens des attitudes qu'ils ne reconnaissent pas pour leurs, et qui sont bien davantage celles de leurs adversaires. Mais la vérité n'est pas de ce monde, et ce que les chrétiens servent, c'est la Vérité.

IGINO GIORDANI.

Un humaniste chrétien : Theodor Haecker

Il existe aujourd'hui en Allemagne une seule catégorie d'écrivains qui aient su conserver leur pleine indépendance et osé prendre nettement position contre l'idéologie officielle du troisième Reich : ce sont les écrivains catholiques. La plupart d'entre eux, surtout ceux qui ne sont ni des théologiens purs, ni en premier lieu des romanciers ou des poètes (tels qu'une Ruth Schumann ou une Gertrud von Le Fort), se réunissent actuellement autour des éditions Jakob Hegner de Leipzig (autrefois à Hellerau) qui devraient être connues en France, ne serait-ce que pour avoir fait paraître de nombreuses traductions d'Ernest Hello, de Paul Claudel, de Francis Jammes et de Georges Bernanos. D'autres éditeurs catholiques, comme Pustet ou Herder, ont aussi leur importance, mais dans la vie littéraire de l'Allemagne contemporaine, seule l'admirable revue catholique *Hochland*, dirigée par M. Karl Muth, semble jouer un rôle égal à celui des éditions Hegner. C'est ici qu'ont paru les célèbres études de Romano Guardini sur Dostoïevsky et sur saint Augustin, et les non moins célèbres travaux philosophiques du R. P. Erich Przywara, S. J. C'est ici que M. Joseph Pieper a publié ses nombreux essais aussi laconiques que lumineux sur divers points essentiels de la doctrine chrétienne dans ses rapports avec les problèmes les plus angoissants de notre époque. M. Erick Peterson appartient à la même maison, et M. Karl Buchheim vient d'y faire paraître un livre remarquable, *la Logique des faits*, qui contient entre au-

tres la meilleure critique que l'on ait présentée jusqu'ici de la philosophie de Ludwig Klages. Enfin, c'est de cette même équipe que fait partie l'admirable écrivain qui s'appelle Theodor Haecker.

Celui-ci est un penseur qui n'a jamais sacrifié à un pur artifice verbal la nuance la plus ténue de sa pensée, mais c'est aussi un artiste sachant se servir de la puissance incantatoire de la parole et dire les choses les plus profondes sans recourir au jargon des philosophes de métier, en ce qu'il peut avoir de pédantesque ou d'hermétique. Il a commencé par acquérir une maîtrise exceptionnelle du langage en travaillant à de nombreuses traductions aussi bien en vers (les *Bucoliques* de Virgile, des poèmes de Francis Thompson) qu'en prose (Newman, Kierkegaard, le livre de M. Hilaire Belloc sur *les Juifs*). Parmi les traducteurs allemands de Kierkegaard, M. Haecker est de loin le meilleur, le seul dont le sens du langage soit à la hauteur du grand penseur danois qui a été aussi un admirable artiste et dont la prose est la plus expressive que l'on puisse concevoir, la plus personnelle, la plus lyrique. Toutes les traductions de M. Haecker sont d'ailleurs des œuvres vivantes et qui incorporent vraiment l'auteur traduit à la littérature nationale du traducteur; il a fait pour Newman et Kierkegaard ce qu'Amyot avait fait en France pour Plutarque ou A. W. Schlegel en Allemagne pour Shakespeare. Les études dont il a fait accompagner ces traductions, et qu'il a réunies ensuite dans le volume *Christianisme et culture*, témoignent elles aussi plus que d'une simple pénétration critique, d'une véritable « affinité élective » avec l'esprit et la personnalité même d'un Kierkegaard, d'un Thompson, du grand cardinal anglais. Ce livre a été suivi par le bref essai *Vie et vérité*, par un *Dialogue sur le christianisme et la culture*, par le beau livre sur *Virgile, père de l'Occident* (1). Est venu ensuite un pe-

(1) Paru en français dans la série des *Iles* des éditions Desclée de Brouwer.

tit volume de deux cents pages portant très simplement et d'une façon parfaitement justifiée ce titre qui rappelle celui de *l'Homme* d'Ernest Hello et qui chez un autre aurait semblé présomptueux : *Was ist der Mensch?* (*Qu'est-ce que l'homme?*) Les livres suivants : *l'Homme et l'Histoire* et *Beauté* (*Schönheit, ein Versuch*) présentent des exposés aussi denses que lumineux de l'historiosophie et de l'esthétique haeckeriennes. Enfin, le dernier paru, *l'Esprit de l'homme et la Vérité*, comptera parmi ses œuvres les plus courageuses, les plus profondes et les plus merveilleusement écrites.

Aucun de ces ouvrages n'est bien long, aucun ne se présente comme un traité proprement doctrinal et systématique ; les mêmes idées s'y répètent souvent, mais avec une force de conviction et d'expression qui, chaque fois, leur restitue leur première fraîcheur, les retrempe, dirait-on, dans une lumière limpide et matinale. On y sent partout une âme intimement pénétrée par la pensée chrétienne, profondément ancrée dans la foi et que révoltent avec une intensité toujours nouvelle l'injustice, les erreurs et surtout la veulerie du temps. Pour fixer d'emblée un trait essentiel de l'œuvre de M. Haecker, il faut dire que chez lui l'esprit chrétien s'allie à l'esprit classique. Ce qu'il aurait voulu avant tout, c'est rétablir l'équilibre et la hiérarchie, un équilibre fondé sur d'inébranlables réalités métaphysiques, une hiérarchie de valeurs, mais de valeurs qui sont réellement et n'existent pas seulement en tant que « posées » ou postulées. Cette hiérarchie — « nous sommes hiérarchistes », phrase qui revient souvent dans ses livres — n'admet aucune idolâtrie pour la notion abstraite de culture, mais ne permet pas non plus à la réalité désignée par ce mot de s'anéantir, de se dissoudre dès ici-bas dans l'absolu de la foi pure. M. Haecker n'est point un mystique, ni un ascète, il est — le mot, à lui appliqué, prend son sens le plus précis et le plus riche — proprement et par excellence, un humaniste chrétien.

La première partie de *Was ist der Mensch?* celle qui

traite des *Fondements de l'Occident*, porte en épigraphe ces paroles de Newman : « Il est difficile à dire si l'Empire romain existe encore ou n'existe plus ; il n'existe plus, en un sens, parce qu'il est divisé en royaumes ; mais il existe, dans un autre sens, car il est impossible d'assigner une date à sa fin et on peut montrer par bien des moyens qu'il continue de vivre, quoique sous une forme mutilée et dégénérée. » Pour M. Haecker, comme pour Newman, l'*Imperium Romanum* a conservé un caractère sacré ; sa mission ne s'achève point avec l'écroulement politique de l'ancien empire ou de l'empire du Moyen-Age, elle continue et elle aura toujours sa place au-dessus des missions nationales. C'est précisément pour cette raison que M. Haecker s'élève contre ceux qui, comme M. Massis dans sa *Défense de l'Occident*, limitent l'Europe chrétienne au monde latin, tout en protestant plus violemment encore contre la prétention si répandue de nos jours en Allemagne de se détacher entièrement des « éléments méditerranéens » de la culture européenne, de s'enfermer dans un germanisme exclusif et en fin de compte antichrétien. « Aix-la-Chapelle signifie plus dans les destinées du peuple allemand que Weimar », est-il dit dans *Virgile, père de l'Occident*. C'est la fondation du nouvel Empire romain, germanique et chrétien, par Charlemagne, qui fit entrer ce peuple dans la grande tradition à la fois humaniste et chrétienne de l'Occident, tandis que la tentative des écrivains classiques du XVIII^e siècle de revenir à l'antiquité en enjambant en quelque sorte le christianisme, de devenir humanistes en redevenant païens, ne pouvait aboutir à une réussite véritable, ni même longtemps retarder l'échec final. Il y a un abîme entre l'humanisme de l'antiquité païenne pressentant l'avènement du christianisme et l'humanisme païen des temps modernes qui n'est qu'une apostasie portant en elle-même sa condamnation. Le symbole éternel de l'union du christianisme à la culture païenne, à l'humanisme antique, c'est précisément l'Empire romain. « Nous sommes tous aujour-

d'hui encore membres de l'Empire romain, que nous le voulions ou non, que nous le sachions ou non, de cet Empire romain qui, après maintes erreurs cruelles, avait spontanément, volontairement accueilli la religion chrétienne, l'a accueillie et ne peut plus l'abandonner sans abandonner l'humanisme et soi-même. »

L'unité culturelle de l'Europe est préfigurée une fois pour toutes par l'Empire romain christianisé. Par conséquent, M. Haecker rejette l'opposition que l'on a coutume d'établir en Allemagne entre la « civilisation » et la « culture », opposition qui est à la base, entre autres, des idées historiques de feu Oswald Spengler. Le mot culture vient de *colere*, le mot civilisation de *civis* et *civitas*; mais c'est en cultivant la cité que l'on arrive à la faite de la culture. La faiblesse des intellectuels allemands a été précisément de se désintéresser des choses de l'État, de manquer d'esprit civique. L'humanisme antique, lui, est inconcevable sans cet esprit, sans l'amour et le culte de la justice qui est bien la vertu politique par excellence. Le plus vaste, le plus profond témoignage sur ce point, on le trouve dans l'Enéide, et c'est une des raisons pour lesquelles M. Haecker considère Virgile comme le représentant le plus accompli de l'humanité païenne à la veille de l'avènement du christianisme. Il est l'ancêtre de l'humanisme chrétien, désormais le seul possible; il est le « père de l'Occident ». Comme pour Paul Claudel, c'est pour lui le plus grand poète de l'Europe. Ce qu'il trouve dans son œuvre, ce n'est pas seulement le Romain du siècle d'Auguste; c'est, dans le sens le plus profond du mot, l'Homme éternel, interchangeable à jamais, avec toutes ses peines et ses joies, attaché à la vie de famille et aux travaux des champs, capable de construire et de défendre un État, n'ignorant rien des passions et sentiments humains et sachant s'incliner devant ces « larmes qui sont dans les choses ». Ce n'est pas pour rien que Virgile fut adopté si facilement par la chrétienté, qu'il fut, avec la Bible, la lecture quotidienne de l'homme médiéval, qu'il accom-

pagna Dante à travers l'Enfer et le Purgatoire. Mieux que tout autre dans le monde païen, il a le droit d'être appelé âme naturellement chrétienne. L'Europe ne pourra jamais le désavouer sans mettre en péril sa propre existence spirituelle.

Cette Europe, on voit assez, d'après ce que nous venons de dire, comment M. Haecker la conçoit. Certes, il ne dira pas avec M. Hilaire Belloc (dans *Europe and the Faith*), « l'Europe c'est la foi », maxime dange-reuse, comme il le montre si bien dans le *Dialogue sur le christianisme et la culture*, puisqu'elle se transforme trop facilement sous la plume de l'illustre écrivain catholique anglais en cette autre maxime, décidément fausse : « la foi, c'est l'Europe ». M. Haecker souligne vigou-reusement l'universalité de la révélation et, par là, de l'Eglise, l'impossibilité de confiner l'essence surnaturelle de la foi dans n'importe quelles limites ethniques ou ter-ritoriales. Mais cette révolte contre ce qu'il y a d'un peu simpliste dans la conception de M. Belloc ne signifie pas que M. Haecker rejette l'idée de l'Europe chrétienne chère à cet auteur et aussi à M. Christopher Dawson, l'historien des *Origines de l'Europe*, dont la pensée lui est souvent fraternelle. Comme ce dernier, il considère que l'unité spirituelle de l'Europe est constituée par l'u-nion de la tradition chrétienne et de la tradition classi-que, seulement cette dernière, il la comprend d'une fa-çon un peu différente et n'y fait pas ressortir aussi exclusivement que le voudrait parfois M. Dawson le courant de la pensée scientifique et rationaliste. On peut dire aussi que, tandis que M. Dawson ne semble parler souvent que d'une sorte d'alliance un peu superficielle de deux traditions hétérogènes, M. Haecker, lui, voit leur union d'une façon plus organique, car le centre de la tradition classique, c'est pour lui l'affirmation de l'homme complet, de l'homme virgilien, auquel il ne manque rien que le miracle chrétien pour pouvoir fixer devant les yeux des siècles à venir l'image éternelle, l'image absolue de l'homme.

Cette idée de l'homme éternel est en elle-même sacrée, puisque l'homme est *fait à l'image et à la ressemblance de Dieu*. La parole biblique est la réponse suprême que donne M. Haecker à la question : *qu'est-ce que l'homme ?* Son livre ainsi intitulé se propose avant tout de rétablir l'idée de l'homme telle que l'on se refuse de la comprendre aujourd'hui, et les livres qui ont suivi n'ont fait que développer cette tendance centrale de sa pensée. Le plus grand mérite de M. Haecker, c'est peut-être d'avoir dénoncé plus clairement qu'on ne l'a fait avant lui les deux grandes hérésies modernes qui sont à la base de ce refus. Elles ressemblent bien, ces hérésies anthropologiques de notre temps, aux hérésies théologiques des premiers siècles de l'ère chrétienne, en cela qu'elles ne veulent considérer, elles aussi, qu'une seule face arbitrairement choisie de l'intégrale vérité et, à force de vouloir analyser rationnellement des réalités spirituelles ne se prêtant pas à une telle analyse, n'arrivent qu'à déchiquter cette vérité et à la trahir. L'une (l'erreur vitaliste) ne voit en l'homme que ses instincts ou ses passions, son inconscient, sa nature animale, l'âme de son corps, peut s'élever à la vision totale de son être organique, mais en oubliant même alors l'esprit qui se surajoute à tout cela et transcende toute réalité seulement vitale et naturelle. L'autre (l'erreur intellectualiste) ne conçoit l'homme que comme un être doué de ce que M. Haecker appelle si bien l'intelligence technique, c'est-à-dire la raison calculatrice, constructrice de mécanismes et qui aurait voulu réduire l'univers tout entier à un engin démontable à volonté. On pourrait peut-être reprocher à M. Haecker de ne pas se rendre suffisamment compte que cette seconde erreur est plus dangereuse encore que la première, du moins par ses résultats pratiques pour le monde moderne, par la menace qu'elle contient d'assimiler l'homme de l'intérieur à ces mécanismes qu'il substitue de plus en plus autour de lui à la nature et à la vie. On pourrait lui faire observer que l'essor actuel de certaines formes de vitalisme les plus

vulgaires n'est lui-même qu'une réaction déclenchée par l'emprise croissante de la civilisation rationaliste et mécanique, une réaction qui porte les marques de ce contre quoi elle réagit.

Cela dit, il ne reste qu'à s'incliner devant l'acuité et la profondeur de la pensée de M. Haecker qui distingue si bien derrière les deux hérésies le fond commun sur lequel elles se détachent et l'impulsion première dont elles se nourrissent toutes les deux. Il trouve à leur origine la tentation éternelle, toujours la même, celle du péché originel à laquelle se rapporte cette autre parole de la Bible : *eritis sicut Deus*, vous serez comme Dieu, vous serez Dieu. A côté de l'homme éternel fait à l'image de Dieu, il y a l'autre, celui qui veut être Dieu par sa propre volonté, par ses propres forces. A Dieu qui s'est fait homme s'oppose, comme Dostoïevsky en a eu le premier une vision incomparable, l'homme qui se fait dieu. C'est en cela, et en cela seulement, que l'on trouve le sens véritable de l'immense effort du siècle dernier et du nôtre de « vaincre la nature », d'organiser par la technique le bonheur universel, de fonder une société aussi parfaitement suffisante aux besoins matériels de ses membres qu'une termitière. L'homme projette dans l'avenir l'idée de la puissance divine, il se défie dans l'idée d'humanité, il substitue à la cité de Dieu la cité des hommes. Mais vouloir détruire Dieu, c'est arriver à détruire l'homme, et l'humanisme chrétien répond à sa raison d'être quand il s'efforce, avec M. Haecker, de restituer à l'homme son image véritable en rétablissant dans son âme l'image de Dieu.

WLADIMIR WEIDLÉ.

CHRONIQUE ARTISTIQUE

Un « Musée national des arts et traditions populaires » va bientôt ouvrir ses portes dans une des ailes du pseudo nouveau « Palais Chaillot » (ex-Trocadéro). L'exposition des Potiers et Imagiers de France, que vient de présenter le Pavillon de Marsan, fut en quelque sorte une préfiguration de ce que sera ce Musée, et tirait de ce seul fait une particulière importance. Mais elle eut aussi en soi beaucoup d'intérêt...



Scinder l'activité artistique en deux catégories, la savante et la populaire, n'est peut-être pas très juste. Surtout pour le passé où la cloison n'était guère étanche, ou plutôt il n'y avait pas de cloison ni de frontière sensible. A vrai dire, pour le présent, la division n'est aucunement valable, car il n'y a plus guère d'art populaire, ce dont on peut inculper l'industrialisation, la dégénérescence rurale, les facilités des communications, les programmes de l'école publique, etc...

Il y a encore dans nos campagnes quelques villages de potiers qui subsistent. Je puis citer le cas de l'un d'eux que je connais bien, Malicorne, sur les bords de la Sarthe, à quelques lieues de Solesmes. Plusieurs potiers y sont devenus des petits industriels, font de la publicité routière pour attirer les automobilistes, envoient au Mans et à Paris de plus ou moins mauvaises copies d'ancien (?) ou de pauvres objets en faux « moderne ». Un ou deux potiers restent des artisans (l'excellent Béatrix par exemple) et continuent à alimenter les marchés, les foires et les épiciers de la région de belles terres couleur de châtaignes dont l'intérieur est d'un blanc légèrement bleuté ou rosé. Encore fabriquent-ils aussi beaucoup de faux Quimper.

Mais ce sont là de rares survivances qui ne seront plus bientôt, c'est vraisemblable, que des souvenirs. Le Musée national des arts et traditions populaires vient donc à son heure, comme venait à son heure le Musée des monuments français de Lenoir quand les sectaires, les brutes et les marchands s'acharnaient sur les châteaux, les couvents et les églises.

L'art populaire d'aujourd'hui, c'est le concert Pacra et le Petit Casino, ce sont les cartes postales pour cantines militaires et merceries de campagne : art populaire, c'est-à-dire création populaire destinée à un public populaire, car il est une autre façon d'entendre l'expression art populaire, et qui est beaucoup plus large, c'est de l'appliquer à tout ce qui est « populaire » par destination. Rentre-
raient, à ce compte-là, dans cette catégorie les meubles de Lévitane, les photos de *Paris-Soir*, les spectacles du Casino de Paris, les 201 Peugeot, la sainte Thérèse de Lisieux en plâtre colorié. Non, ce serait trop laid.



La plupart des expositions officielles comportent habituellement une chausse-trape à laquelle le public est tellement habitué qu'il ne crie pas à l'escroquerie.

Après l'onéreuse formalité du tourniquet, il pénètre dans des salles où des objets, tableaux, sculptures sont présentés. Sous chaque objet il y a un petit numéro. Le visiteur a l'impression de « sécher » comme lorsqu'on le mettait devant la carte muette dans son enfance, au cours de géographie. S'il veut la clef de l'énigme, il n'a plus qu'à dépenser une somme généralement égale à celle qu'il a déjà acquittée, pour acheter le catalogue, qui est en quelque sorte la « partie du maître » des vieux livres scolaires. Alors seulement sa visite peut être fructueuse et agréable. S'il ne veut pas doubler sa mise, mieux vaut qu'il parte sans crier qu'on l'a volé.

La première révolution que paraissent vouloir instituer les organisateurs du musée des arts et traditions populaires, c'est la suppression de cette malheureuse tradition. Leur exposition ne fut pas le commentaire d'un catalogue; on pouvait la visiter les mains libres, les notices étaient à côté des objets exposés. Tout semblait avoir été prévu pour être utile au visiteur, pour l'enseigner, pour lui faciliter le travail.



L'exposition Goya, à l'Orangerie, a été, elle, organisée selon les conceptions traditionnelles. Voici pourtant le gros élément attractif de l'actualité artistique de ce début d'année. Je ne veux rien écrire de Goya : Pour qui connaît mal ce grand peintre, cette exposition risque d'en donner une idée assez fautive, non qu'il n'y ait pas là des pièces de très haute qualité, mais parce que n'y sont pas représentées équitablement toutes les manières et toutes les périodes de l'artiste. On a improvisé un ensemble constitué d'œuvres prêtées par des musées de province, à l'occasion de la venue à Paris de l'une d'elles aux fins de restauration. Sortant de là on s'en va, songeant au sort des grandes œuvres perdues dans de petits musées, négligées, oubliées, outragées...

Une mauvaise idée, en sortant de l'Orangerie, eût été d'aller à l'Exposition des caricaturistes anglais. Il y a des réputations qu'il est charitable de ne pas détruire. Une mauvaise idée, en sortant de l'exposition des caricaturistes anglais, eût été d'aller voir des Daudinier... Il est des confrontations à ne pas faire...

Une mauvaise idée en soi eût été d'aller voir l'Exposition Surréaliste. Sauf si on est étalagiste, dessinateur de mode ou de catalogue. Alors, ça peut toujours servir.

Le portail de l'église Saint-Paul d'Abbeville s'est abattu. « C'est la faute aux Beaux-Arts. » Il paraît qu'il n'y avait pas assez de frais à engager pour que ce soit intéressant pour les architectes. Je crois que c'est aussi et surtout la faute des Abbevillois. Manque d'amour.

La porte du pont de Vitry-le-François est menacée de destruction par l'administration des Travaux publics. Si les gens de Vitry-le-François laissent faire, les Travaux publics auront eu raison. Ils aiment la route. Il faut aimer ce qu'on fait.

PIERRE VILLOTEAU.

Nouvelles de Vienne

15 mars. — Le peintre Valdo Barbey arrive à Paris, venant de Vienne. « Deux jours avant le plébiscite prévu, me dit-il, j'ai vu la police charger les nazis lors des défilés du Front patriotique. Quarante-huit heures après, la police faisait le contraire. J'ai vu entrer les troupes allemandes. J'ai été stupéfié par le délire soudain, qui rien ne faisait prévoir, par cette fraternisation fantastique. J'ai aperçu Hitler...

« Pour une occupation pacifique, j'ai trouvé qu'il y avait beaucoup de canons. Comme j'ai fait la retraite de la Marne, mon retour d'Autriche m'a rajeuni de vingt ans. »

G. P.